

endre des risques

150

Le Monde

LE MONDE TÉLÉVISION

■ Pierre Lescure
juge les Guignols
■ Dostoïevski
par Kurosawa



55^e ANNÉE - N° 16813 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

DIMANCHE 14 - LUNDI 15 FÉVRIER 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Le procès du sang

Devant la Cour de justice, le chercheur Michel Setbon, s'appuyant sur une enquête internationale, a déclaré, vendredi 12 février, qu'il n'y a pas de relation de cause à effet entre la mise en place des tests de dépistage et les contaminations.

L'Algérie aux urnes le 15 avril

Le président Liamine Zeroual a annoncé que le premier tour de l'élection présidentielle aurait lieu le 15 avril. p. 5

La fausse note de Salt Lake City

La capitale des mormons sera ville olympique en 2002. Mais les affaires de corruption troublent une communauté qui fait de l'honnêteté la première des vertus. p. 12

Le « massacre » du 17 octobre 1961

Dans ses réquisitions dans le procès en diffamation intenté par Maurice Papon, le parquet a reconnu que les forces de l'ordre s'étaient livrées à un « massacre » des manifestants algériens le 17 octobre 1961. p. 8

L'année du Lapin

La célébration du Nouvel An chinois dépasse désormais en France les frontières communautaires. L'année du Lapin débute mardi 16 février. p. 20

Séguin-Pasqua : la rupture

« Prêt » à conduire la liste RPR-DL aux élections européennes, le président du mouvement gaulliste fait état de son « désaccord politique total » avec Charles Pasqua. p. 28

Terrorisme breton

Il y a vingt-cinq ans, l'attentat le plus spectaculaire des autonomistes bretons priva la Bretagne de télévision pour plusieurs mois. p. 13

L'art français en vedette à Madrid

La France est l'invité d'honneur de la foire d'art contemporain de la capitale espagnole. p. 24

Au « Grand Jury »

François Léotard sera l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI », dimanche 14 février à 18 h 30.

Abonnement : 3 DM : Annonces-Guyard, 8 F : Aschbach, 25 ATS : Belgique, 45 FB : Canada, 2,50 \$ CAN : Côte d'Ivoire, 500 F CFA : Danemark, 15 KRD : Espagne, 225 PTA : Grande-Bretagne, 1 £ : Grèce, 300 DR : Irlande, 140 L : Italie, 2000 L : Luxembourg, 48 R : Maroc, 10 DRC : Norvège, 14 KRW : Pays-Bas, 3 FL : Portugal, 250 PTE : République, 8 F : Serbie, 100 F CFA : Suisse, 10 SFR : Suède, 2 100 SF : Tchécoslovaquie, 12 Otr : USA (NY), 2 \$: USA (autres), 2,50 \$.

M 0146 - 214 - 7,50 F

Chirac-Jospin : l'enjeu de la parité

- Le blocage du Sénat contredit la volonté du président de « moderniser la vie politique »
- Le premier ministre maintient le projet de loi sur la promotion des femmes
- Robert Badinter propose dans « Le Monde » un compromis constitutionnel entre « paritaires » et « universalistes »

L'ASSEMBLÉE NATIONALE doit examiner en deuxième lecture, mardi 16 février, le projet de révision de la Constitution sur la parité hommes-femmes en politique. Ce texte, adopté à l'unanimité par les députés, en première lecture, le 15 décembre, prévoit que « la loi détermine les conditions dans lesquelles est organisé l'égal accès des hommes et des femmes aux mandats électoraux et aux fonctions électives ». Le 26 janvier, les sénateurs ont balayé cette réforme qu'ils estiment contraire aux principes fondamentaux de la République que sont l'indivisibilité du peuple et l'universalité du scrutin.



Intellectuelles. La position « universaliste » d'Elisabeth Badinter est partagée par plusieurs femmes écrivains, sociologues, psychanalystes ou historiennes qui ont signé des tribunes hostiles à la parité, notamment dans *Le Monde* et *L'Express*. Elisabeth Guigou et Martine Aubry ont, elles, été sollicitées pour défendre ce texte.

En 1956, en Suisse, un touriste nommé Josef Mengele

BERNE de notre correspondant. On savait déjà que des criminels de guerre nazis avaient dissimulé des fonds dans des banques helvétiques et que des « titres de voyage » délivrés par la Croix-Rouge avaient favorisé leur fuite vers l'Amérique du Sud. Mais de nouvelles informations viennent confirmer que certains d'entre eux ont pu se rendre impunément en Suisse après la fin de la guerre. L'un des cas les plus stupéfiants, relaté vendredi 12 février par l'hebdomadaire *Israelsche Wochenblatt* de Zurich, est sans aucun doute celui de l'ancien médecin-chef du camp d'Auschwitz, Josef Mengele, qui a séjourné à plusieurs reprises sur le territoire de la Confédération jusque dans les années 60.

Le 21 mai 1949, par le conseil de Suisse à Gènes, en présentant une fausse carte d'identité au nom de Helmut Gregor, un document de voyage de la Croix-Rouge internationale qui lui permettrait plus tard de gagner l'Argentine. « Cela nous fait de la peine pour les survivants, commente aujourd'hui le porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Genève. Mais, à l'époque, il fallait agir vite pour venir en aide aux gens dans la détresse. Nous avons délivré soixante-dix mille titres de voyage et nous n'avions pas le temps de tout contrôler. Le CICR le regrette profondément. »

Bien que recherché par Interpol alors qu'il vivait tranquillement en Argentine puis au Paraguay, Mengele a pu s'offrir des vacances en 1956 à l'hôtel Engel (l'hôtel de l'Ange 1), à Engelberg, une station de sports d'hiver de Suisse centrale. Il a également plusieurs fois rendu visite à son fils, interne dans un collège privé à Montreux. Plus encore : en 1961, sa femme, qui habitait à Merano, dans le Tyrol du Sud, avait loué un petit appartement dans la banlieue de Zurich, où l'ancien tortionnaire séjournera à son tour. C'est d'ailleurs là qu'il réussira à échapper aux policiers suisses qui l'avaient repéré et le surveillaient en attendant que les autorités de Berne délivrent un mandat d'arrêt sur requête du parquet de Francfort. Mais quand le feu vert arriva Mengele s'était déjà enfui à bord d'une voiture dont la couleur et l'immatriculation furent consciencieusement consignées par les policiers en faction. Ce qui vaudra à la Suisse une protestation énergique du gouvernement allemand. Ayant réussi à échapper à toute poursuite, Mengele serait finalement mort noyé en 1979 au Brésil.

Jean-Claude Buhner

POINT DE VUE Pour une communauté des Etats-nations

par Sami Naïr

C'EST une décision grave de s'engager dans une grande bataille électorale : je le sais. Mais ai-je lutté intellectuellement depuis si longtemps pour me dérober au moment de défendre politiquement les idées auxquelles je crois ? Aurais-je hésité, que l'appel de Jean-Pierre Chevènement m'aurait convaincu.

On ne nous mettra pas dans une case, on ne fera pas de nous des Français rancés et moisis : la gauche républicaine existe, elle est fière d'appartenir à cette entité qui s'appelle la nation française, à cet Etat républicain qui a pour devise : liberté, égalité, fraternité ; à cet environnement de peuples frères à l'est de l'Europe et au sud de la Méditerranée. Et cette gauche républicaine, je ne la sens pas repliée sur elle-même, je la vois plutôt tendue comme la corde d'un arc vers une Europe plus grande encore, plus généreuse toujours, plus réaliste enfin. Je voudrais que les Etats-na-

Sortie de scène au Rond-Point

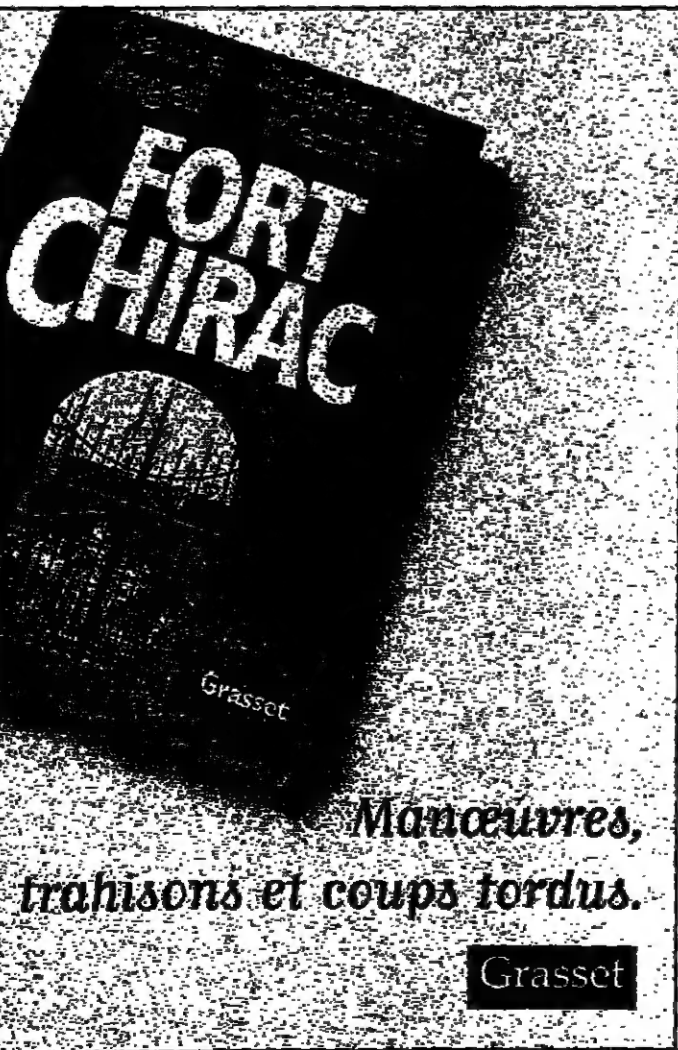


MARCEL MARÉCHAL

METTEUR EN SCÈNE et comédien, Marcel Maréchal, qui dirige le Théâtre du Rond-Point à Paris depuis 1995, a appris que son contrat, prenant fin en décembre 1999, ne serait pas renouvelé. Le nom de Francis Huster est cité pour sa succession. Critiqué pour sa gestion, celui qui fit du Théâtre de la Criée, à Marseille, une réussite, répond dans un entretien au *Monde* et défend son bilan.

Lire page 25

International	2	Placements	17
France	6	Aujourd'hui	28
Société	8	Météorologie	23
Carnet	11	Jour	23
Abonnements	11	Culture	24
Horizons	12	Culte culturel	26
Entreprises	16	Radio-Télévision	27



Manuevres. trahisons et coups tordus. Grasset

Lire la suite page 15

Sami Naïr, délégué interministériel au codéveloppement et aux migrations internationales, est tête de liste de la gauche républicaine aux élections européennes de juin, vice-président du MDC.

« MONICAGATE » Le Sénat a innocenté, vendredi 12 février, le président Bill Clinton des deux motifs d'accusation dans le procès en destitution engagé le 7 janvier.

55 sénateurs (dont 10 républicains et tous les démocrates) ont rejeté l'accusation de « parjure », et 50 d'entre eux (dont 5 républicains) celle d'obstruction à la justice. La

destitution du président nécessitait une majorité de 67 voix. **LES RÉPUBLICAINS** subissent un revers important, non seulement parce qu'ils sont apparus divisés, mais surtout

parce qu'ils ne peuvent même pas se prévaloir de la victoire politique qu'aurait constituée l'obtention d'une majorité au Sénat. **LE PRÉSIDENT** Clinton s'est déclaré une

nouvelle fois « profondément désolé » de l'« énorme fardeau qu'il a fait porter sur le peuple américain » durant treize mois de procédure (lire aussi notre éditorial page 14).

Bill Clinton remporte au final un succès d'une ampleur inespérée

Les sénateurs américains ont innocenté le président des deux motifs d'accusation dans le procès en destitution qui lui était intenté. Tous avaient auparavant fustigé le comportement du chef de la Maison Blanche, qui a « déshonoré sa fonction ». Les républicains sortent grands perdants de l'affaire Lewinsky

WASHINGTON
de notre correspondant
Bill Clinton a été acquitté des deux chefs d'accusation portés contre lui par la Chambre des représentants. Par son vote, vendredi 12 février à 12 h 30, le Sénat a décidé qu'il n'était pas coupable de parjure, ni d'obstruction à la justice. Il s'agit d'une victoire pour le président, puisque non seulement la majorité requise des deux-tiers pour obtenir sa destitution (67 voix) n'a pas été atteinte, mais l'accusation n'aura même pas obtenu la satisfaction morale d'un vote à la majorité de 51 sénateurs sur 100, qui lui aurait permis de prétendre à une victoire symbolique. Le front des démocrates a tenu, et les arguments des procureurs républicains n'ont pas convaincu tous leurs amis politiques.

Au contraire, les sénateurs ont rejeté par 55 voix contre 45 l'accusation de « parjure », et se sont également divisés 50-50 sur l'« obstruction à la justice ». Les 45 démocrates, eux, ont voté unanimement en faveur du président, mais 5 républicains ont repoussé l'obstruction à la justice – les sénateurs

Chafee (Rhode Island), Collins et Snowe (Maine), Jeffords (Vermont) et Specter (Pennsylvanie), tous issus des milieux *wasp* du Nord-Est –, et 10 (les 5 précédents plus les sénateurs Gorton, Shelby, Stevens, Thompson et Warner) – soit bien plus que prévu –, le parjure.

INCIDENT DE SÉANCE

Au fur et à mesure que le greffier de la Chambre haute faisait l'appel des présents et annonçait leur vote, il apparaissait clairement que les *managers* (procureurs républicains) avaient perdu la partie. Le seul incident de séance a été dû au républicain Arlen Specter, qui aurait souhaité voter « non prout », comme le prévoit le droit... écosais, mais non américain, et qui a été contraint de se ranger dans le camp de ceux qui ont voté « non coupable ».

Il ne restait plus au Sénat qu'à clore sa session exceptionnelle de cinq semaines, au cours de laquelle ses membres s'étaient transformés en juges et jurés sous la houlette du président de la Cour suprême, William Rehnquist. Après avoir débattu sans succès d'un texte de

censure contre le président, soutenu par les démocrates et quelques républicains, la Chambre haute s'est mise en vacances jusqu'au 22 février. Ce qui devrait permettre à la vie politique de se calmer après plus d'une année de crise. Comme tout le monde l'a répété vendredi : il est temps de repartir de l'avant et de se remettre au travail dans l'intérêt du peuple américain.

Dans cette procédure, le Sénat a joué le rôle que lui avaient imparti les Pères fondateurs, et qui avait été si bien décrit par George Washington : le Sénat, avait-il dit, est comme la soucoupe dans laquelle on verse le breuvage brûlant issu de la Chambre des représentants, pour le refroidir. Bien que les votes aient souvent eu lieu sur des bases partiales, les deux *leaders*, celui de la majorité, Trent Lott, et celui de la minorité, Tom Daschle, ont tout fait pour que les débats se déroulent de la manière la moins conflictuelle possible. Symbole de la différence entre les deux Chambres, tous les sénateurs confondus ont réservé une ovation à M. Daschle et M. Lott, alors que la session au cours de laquelle les représentants avaient voté l'impeachment du président, le 19 novembre, s'était close dans une atmosphère d'acrimonie et de division.

On attendait de Bill Clinton qu'il tire la leçon de ce mauvais rêve dans lequel son comportement a plongé les États-Unis. En même temps, certains craignaient qu'il fasse preuve de trop de satisfaction, voire de triomphalisme. Il n'en a rien été. Le président est apparu bref, contrôlé, prêt au pardon et à la réconciliation. S'adressant aux Américains à la télévision, dans le Rose Garden de la Maison Blanche, il a parlé moins de deux minutes, d'une voix émue, la tête baissée. On était loin du meeting improvisé sur ce même gazon le 19 décembre avec les représentants démocrates.

Mais cette victoire n'est pas un

triomphe – sinon tactique –, et elle n'efface pas l'inconduite du président. Celui-ci reste marqué par l'infamie de l'impeachment. Cette tache est indélébile, à moins qu'un futur Congrès ne décide de l'effacer, comme ce fut le cas pour l'autre président menacé de destitution au siècle dernier, Andrew

« Je suis profondément désolé »

Voici le texte intégral de la brève déclaration du président Bill Clinton prononcée vendredi depuis les jardins de la Maison Blanche : « Je suis profondément désolé pour ce que j'ai dit et fait pour provoquer ces événements et pour l'énorme fardeau que cela a fait peser sur le Congrès et le peuple américain. Je suis également profondément touché et très reconnaissant du soutien et des prières que des millions d'Américains m'ont adressés tout au long de cette année écoulée. Aujourd'hui, j'appelle tous les Américains, ici à Washington et à travers le pays, à se consacrer à nouveau à servir notre pays et à construire ensemble notre avenir. Ceci peut être un moment de réconciliation et de renouveau pour l'Amérique ».

Un journaliste lui a alors demandé : « En votre for intérieur, Monsieur, pouvez-vous pardonner et oublier ? » M. Clinton a répondu : « Je crois que toute personne qui demande le pardon doit être prête à l'accorder ».

Johnson. Elle risque d'affaiblir encore plus ce qui lui reste d'autorité morale au cours des deux années de mandat qui lui restent. Ses adversaires lui pardonneront-ils ? Le plus acharné, Henry Hyde, le chef des *managers*, a indiqué que, personnellement, il ne souhaitait pas que Bill Clinton soit inculpé de crimes par le procureur Starr, car il serait-maisant-« de voir un président perdre les barreaux ».

Cette perte de confiance aura été le leitmotiv du débat qui s'est tenu à huis clos de lundi après-midi à vendredi matin au Sénat. Il n'est pas un seul des cent sénateurs qui n'ait, souvent en des termes sans appel, fustigé son aventure avec Monica Lewinsky et la manière dont il s'est efforcé de la dissimuler. Ainsi la démocrate Dianne Feinstein a-t-elle déclaré : « Laissez-moi être parfaitement claire : je ne ferme pas les yeux sur le compor-

tement du président, je ne le défends pas et je ne l'accepte pas. Sa conduite, qui est au cœur des accusations, est déplorabile. Il a agi de manière immorale, imprudente, scandaleuse. Il a sciemment trompé le peuple américain, les membres de son cabinet, ses subordonnés et le système judiciaire. Ce faisant, il a

apporté la honte et le déshonneur sur l'institution présidentielle et plus spécialement sur lui-même ».

PRÉOCCUPATIONS ÉLECTORALES

La républicaine Olympia Snowe, qui a voté contre la destitution, jugeant que les fautes du président ne le justifiaient pas, a toutefois dit : « Ne vous y trompez pas, je trouve sa conduite déplorabile et indéfendable. Si j'étais un des sénateurs, je l'aurais condamné. Si j'étais directrice de journal, je ferais des éditoriaux contre lui. Si j'étais journaliste, je le critiquerais. Si j'étais procureur, j'aurais une instruction contre lui. Si je faisais partie d'un grand jury, je le mettrais en examen. Si j'étais juré, je le condamnerais pour avoir tenté d'influencer de manière illicite un témoin potentiel en vertu du titre 18 du Code des États-Unis ». Les termes les plus sévères n'ont donc pas tous été l'apanage

de ceux qui ont voté en faveur de la destitution de Bill Clinton.

Plusieurs sénateurs ont toutefois assorti leur condamnation du président d'une condamnation aussi forte des méthodes de l'accusation, et en particulier de Kenneth Starr. Ainsi, le démocrate Robert Torricelli, après avoir affirmé que Bill Clinton avait « déshonoré sa fonction », a ajouté : « Toutefois, la manière dont cette affaire a été présentée devant nous a été tout aussi honteuse. Nous avons dû supporter l'acharnement sans fin d'un procureur partial contre un président démocratiquement élu. Nous avons dû regarder silencieusement des *managers* présenter une cause qui ne tenait pas juridiquement ». Son collègue Charles Schumer, qui, avant d'être élu sénateur en novembre, était membre de la commission judiciaire de la Chambre, laquelle a lancé la procédure en destitution, a ajouté que tout cela avait été rendu possible « parce qu'un petit groupe de gens, qui haïssent Bill Clinton et sa politique, ont exploité habilement les institutions auxquelles nous tenons et ont fait réussir ».

Ces propos expliquent l'attitude, apparemment contradictoire, de la majorité des sénateurs, qui ont condamné moralement le président tout en se refusant à en tirer les conséquences. La politique y est pour quelque chose, l'habileté du leader démocrate Tom Daschle – qui est parvenu à maintenir la discipline de son groupe, rongé par le scandale et les pressions –, aussi. Les préoccupations électorales n'ont pas non plus été étrangères au choix de quelques républicains. Mais surtout, ce verdict est une gifle pour des *managers* qui ont trop souvent confondu faits et opinions, réquisitoire juridique et croisade partisane. Après ce fiasco, il faudra sans doute longtemps avant que la Chambre ne vote à nouveau l'impeachment d'un président.

Patrice de Beer

La loi sur les procureurs indépendants dans le collimateur

Une des prochaines victimes de l'affaire Lewinsky pourrait être la loi sur les procureurs indépendants, désormais dans le collimateur pour les excès prisés à Kenneth Starr. La loi avait été créée en 1978, dans la foulée du scandale du Watergate, pour permettre à un magistrat indépendant d'enquêter, sans limite de temps ni d'argent et sans pressions politiques, sur d'éventuelles malversations de membres du gouvernement. Elle vient à expiration le 30 juin au Congrès, et de nombreuses voix se sont déjà élevées – notamment celle de la puissante American Bar Association, qui représente 400 000 avocats – pour réclamer que les élus la fassent mourir ou la remanient de fond en comble.

Kenneth Starr, nommé en août 1994 pour enquêter sur le scandale financier du Whitewater, a pu étendre – pour 40 millions de dollars (35,2 millions d'euros) – son enquête jusqu'à la vie privée du président Bill Clinton. Un de ses collègues a dépensé 12 millions de dollars pour enquêter sur l'ancien secrétaire à l'Agriculture Mike Espy, accusé d'avoir reçu quelque 350 000 dollars en « cadeaux », et qui a finalement été acquitté.

« Il en est des présidents comme des basketteurs, il ne faut pas en faire des modèles »...

Washington
de notre envoyée spéciale
Il y a ceux qui exultent, bien sûr. Ceux qui, tout au long du procès, ont compté, pleuré, tremblé – il en est. Ceux qui, avec les avocats du président, pour une fois détentés et souriants, respirent un peu mieux et s'en vont remercier Dieu, le ciel, les anges, pour avoir veillé sur Bill Clinton, ce président humain, si humain. « Sa douleur était la nôtre : sa destitution aurait été la nôtre : sa victoire est donc la nôtre ». Ainsi parle le pasteur noir Clinton Washington, aussi fier de son nom (« deux grands présidents des États-Unis ») que du peuple africain-américain, lequel, dit-il, a payé très cher, au cours de son histoire, pour savoir ce qu'était l'injustice. « Il va encore nous étonner, ce président magnifique ! Qu'on le laisse gouverner tranquille et vous verrez qu'il va bouger ce pays ». Les soutiens des Noirs à Clinton *The Sinner* – « Clinton le pêcheur », était unanime, inconditionnel, définitif.

Il y a ceux qui ne regrettent pas de s'être mobilisés et d'avoir milité contre l'impeachment et contre le procès. Parce qu'ils disaient voir clair, et que au-delà d'un Clinton « tombé dans un traquenard », ils croyaient distinguer une manœuvre politique pour renverser un président deux fois élu par les Américains, mais détesté par les réactionnaires et les fondamentalistes du pays. « Ce qui m'attriste, souligne Betty Friedan, icône féministe et militante démocrate, c'est qu'on ait utilisé les femmes pour l'abattre. C'est qu'au nom de leur supposée défense, on ait torpillé le seul président qui ait toujours eu à cœur de faire triompher leur cause. Je suis très fière que les Amé-

ricains n'aient pas marché dans cette combine. » Une jeune mère de famille avoue avoir bombardé d'e-mails les sénateurs républicains réputés hésitants avant le vote final. « Je dois à Clinton le droit au congé parental qui m'a permis, sans risque de licenciement, de quitter mon travail quelques semaines après mon accouchement. Cela valait bien un coup de main au moment où il pouvait chanceler ».

Il y a ceux qui, à Wall Street, ont suivi cette fin de procès dans la plus totale indifférence. « Aucune angoisse, aucune expectative », affirme Melanie Hardy, économiste à New York. Les marchés avaient l'œil sur la banque du Japon et le cours des devises. Mais ce qui se passait au Sénat, vraiment, pas le moindre souci ! On s'étonne. Tout de même, le sort du président des États-Unis ne se jouait-il pas ce vendredi matin ? « Cela fait des semaines qu'on se savait au cinéma, sourit un cadre de la banque d'affaires Lehman Brothers, et qu'on connaissait la fin du film. Le parti républicain était si mal préparé, si désorganisé et sa cause si grotesque. Avoir une aventure et mentir pour la couvrir n'est pas un crime d'État. C'est ce que pensent aussi un groupe d'étudiants croisés à la sortie de leurs cours. « Il a menti, j'aurais menti, vous auriez menti... Quelle affaire ! Il a demandé à la fille de nier, d'ailleurs spontanément elle l'aurait fait ; ensemble ils ont cherché à effacer toute trace, quelle histoire ! Tout le pays en suspend pour une affaire de cul ! C'était obscène. Pas Clinton. Mais Kenneth Starr ». Mais, si l'on comprend bien, Clinton était coupable de ce dont on l'accusait ? « Évidemment ! Tout le monde le sait ! » Et ce n'est pas

grave ? Un jeune couple s'esclaffe : « Bien sûr que non ! C'est ni Bagdad ni le Kosovo ! ».

A certains, ces réponses font très mal. « Typique de l'influence pernicieuse de Clinton sur la jeunesse de ce pays ! commente avec regret un lobbyiste de Washington. L'Amérique perd ses valeurs, ses références, sa morale. Rien n'est grave, tout est sympa, pardonnable ou rigolo. Quelle horreur ! Bill Clinton n'est pas fragile, comme le disent certains, c'est un mauvais homme ». Une femme républicaine partage son sentiment, stupéfaite que les médias, qui ont si unanimement « fusillé » le président, ne s'en fassent pas davantage écho. Et la voilà, ce soir, de méchante humeur. « Le triomphe du mensonge, de la lâcheté. Seuls les procureurs républicains ont sauvé l'honneur, courageux et dignes, sans capituler devant cette ava-

lanche de sondages commandés et manipulés par la Maison Blanche. Mais c'est, croyez-moi, une victoire démocrate à courte vue. D'autres affaires vont émerger qui confirmeront la duplicité de ce président. Si Al Gore avait pris doucement le relais, il avait une chance de gagner en l'an 2000. Mais cette fois c'est faux. Vous verrez : les républicains gèreront la Maison Blanche ».

POURQUOI SALUER LES HÉROS ?

En retraite en Arizona, Henry Ruth – juriste de renom et ancien procureur dans l'affaire du Watergate – a suivi le procès avec une extrême attention. Et le verdict, conforme, dit-il, à l'esprit de la Constitution, lui qui, par deux fois, vota pour Bill Clinton. « J'aurais voulu plus de grandeur, plus d'honneur, et moins d'hypocrisie. J'aurais aimé que les démocrates se lèvent et

disent : "Il a menti, il a cherché à faire obstruction à la justice, sans que cela justifie l'impeachment et le renvoi prévus par les pères fondateurs". Le président s'est vu critiqué sur le plan de la morale, du genre : vilain garçon. Ce n'était pas le problème. Le problème c'était la violation de la loi ».

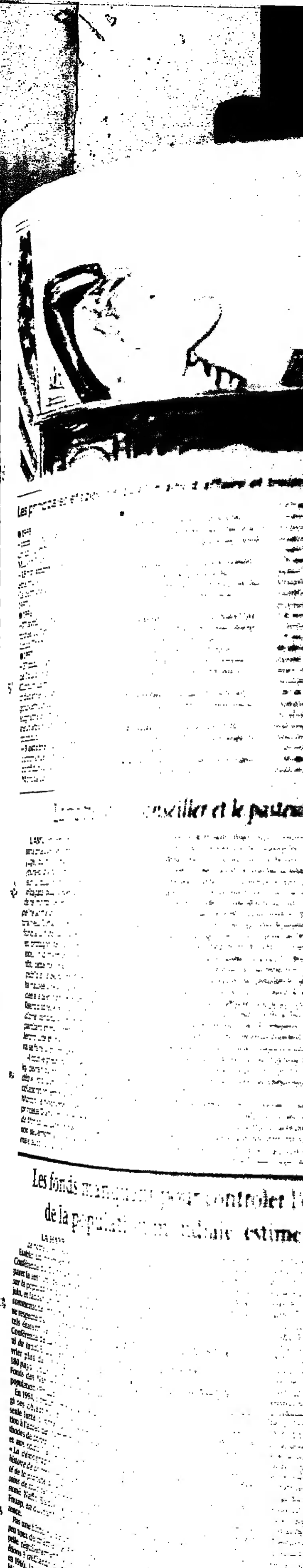
Comment accepter sans réagir, demande-t-il, ces nouveaux credeaux du parti démocrate ? « 1) Mentir à un juge fédéral et à un grand jury est acceptable, tout au moins dans une procédure de harcèlement sexuel, parce que tout le monde le fait et que c'est un sujet privé. 2) Un PDG peut attendre des javeurs sexuelles d'une jeune employée du moment qu'elle y consent (contrairement à l'esprit de la loi que les démocrates avaient tant soutenue). 3) Il en est des présidents comme des joueurs de basket : il ne faut pas en faire des modèles. 4)

Tous les présidents mentent... Comment se résigner à ce nivellement de la présidence quand on a en tête les figures de Roosevelt ou de De Gaulle ? Et comment tolérer cette technique de défense qui a consisté, chaque semaine, à salir les héros de l'histoire américaine : Washington, Jefferson, Hamilton, Wilson, Roosevelt, Eisenhower, Kennedy ? « Aucune de ces figures n'a commis de parjure ou d'obstruction de la justice. Tous ont exalté de nobles idéaux. Et ce n'est pas le cas de Clinton. Son défi à lui, c'est de se sortir des morales dans lesquels il s'est lui-même précipité. Il a corrompu l'âme de son parti ».

Le titre du livre que prépare Jean Cohen, professeur de sciences politiques à Columbia, paraît d'actualité : « Le sexe, la loi et la Constitution ». Et la juriste, outrée par « l'affaire Lewinsky », en tirera sans doute les enseignements suivants. « D'abord, dit-elle, la Cour suprême n'aurait jamais dû accepter une telle procédure à l'encontre du président en cours de mandat. Cela a entraîné une confusion ridicule entre morale et politique. Un désastre. Ensuite, la création du procureur indépendant s'est révélée une catastrophe. Cette fonction est dangereuse et la loi l'autorisant ne devrait pas être reconduite. Enfin, les investigations dans le cadre d'une plainte pour harcèlement sexuel ne devraient pas concerner les relations consensuelles entre deux adultes. Tout s'est déroulé en dépit du bon sens. On a mêlé sphère publique et sphère privée ; on a politisé les lois. Et je trouve fascinant que le peuple américain ait si bien résisté ! ».

Propos recueillis par Patrice de Beer

Annick Cojean



Les fonds... de la population... estime...



Les principales étapes de quatre ans d'affaire et treize mois de procédure

● 1995
- juin : Monica Lewinsky, vingt et un ans, commence un stage à la Maison Blanche.
- 15 novembre : première étreinte sexuelle avec Bill Clinton (la dernière aura lieu le 17 avril 1997).
● 1996
- 17 avril : Monica Lewinsky, mutée au Pentagone, y rencontre Linda Tripp.
● 1997
- 27 mai : statuant sur la plainte de Paula Jones, qui accuse Bill Clinton de propositions indécentes quand il était gouverneur de l'Arkansas, la Cour suprême estime que le président peut être poursuivi pendant son mandat.
- 3 octobre : Linda Tripp commence à enregistrer les confidences téléphoniques de Monica Lewinsky.

● 1998
- 7 janvier : Monica Lewinsky déclare sous serment qu'elle n'a pas eu de relations sexuelles avec Bill Clinton.
- 12 janvier : Linda Tripp remet au procureur indépendant, Kenneth Starr, les cassettes de ses conversations avec Monica Lewinsky.
- 15 janvier : M. Starr obtient du ministre de la Justice, Janet Reno, l'autorisation d'enquêter.
- 17 janvier : interrogé sous serment, Bill Clinton nie toute relation sexuelle avec Monica Lewinsky.
- 21 janvier : l'affaire Lewinsky est publiée sur Internet puis dans la presse.
- 28 juillet : Monica Lewinsky obtient l'immunité en échange de son témoignage.
- 6 août : M^{me} Lewinsky témoigne devant le Grand jury.

- 17 août : Bill Clinton, devant le Grand jury, admet une « relation inconvenante » avec la jeune stagiaire, mais persiste à nier qu'il s'agissait de relations sexuelles.
- 9 septembre : Kenneth Starr remet au Congrès un rapport qui énumère onze chefs d'accusation justifiant la destitution du président Clinton.
- 8 octobre : la Chambre des représentants autorise l'enquête.
- 9 au 19 novembre, et 8 au 10 décembre : audiences à la commission judiciaire, Kenneth Starr témoigne, les avocats du président plaident.
- 11 et 12 décembre : la commission vote quatre « articles de destitution » pour parjure, obstruction à la justice et abus de pouvoir. Bill Clinton exprime ses « profonds remords ».
- 19 décembre : la Chambre retient deux articles de

destitution, pour « parjure » et « entrave à la justice ».
● 1999
- 7 janvier : le Sénat ouvre le procès en destitution.
- 27 janvier : après le réquisitoire des procureurs de la Chambre et les plaidoiries des avocats de Bill Clinton, les sénateurs rejettent un non-lieu et votent pour la convocation de trois témoins.
- 1^{er} 3 février : Monica Lewinsky, l'ami du président Vernon Jordan et son conseiller Sidney Blumenthal sont interrogés à huis clos.
- 5 février : le Sénat refuse leur comparution à la barre.
- 10 février : les sénateurs ouvrent leurs délibérations à huis clos.
- 12 février : par 55 voix contre 45, et 50 voix contre 50, les sénateurs disculpent Bill Clinton des deux motifs d'accusation.

L'institution présidentielle sort renforcée de l'épreuve

MIROIR de l'opinion, le Sénat a condamné la conduite de Bill Clinton, tout en jugeant que ses fautes ne méritaient pas sa destitution. Pour reprendre les termes d'un sé-

ANALYSE

Les républicains ont donné d'eux l'image d'un parti passiste et fanatique

nateur, le président a péché mais n'a pas commis de « grands crimes et délits » prévus dans l'article premier de la Constitution. Choisis par tous les électeurs de leur État et non issus, comme les élus de la chambre des représentants, de circonscriptions taillées sur mesure, les sénateurs ont mieux compris ce qu'attendaient leurs compatriotes. D'autant que dix-neuf républicains sont soumis à renouvellement l'an prochain, dont treize dans des États ayant voté Clinton en 1996.

Le vote de vendredi a été en quelque sorte un choix entre deux maux. Entre la destitution du chef d'orchestre du miracle économique et le maintien à la Maison Blanche d'un parjure et tisseur de jupons obsessionnel. Entre Bill Clinton, avec tous ses défauts mais dans lequel tant d'Américains se reconnaissent, et ses accusateurs, aveuglés par une haine idéologique et personnelle. L'acharnement du procureur Starr et des managers républicains à « se payer » un président démocrate, la peur d'un fanatisme qui fouille avec délectation dans la vie privée, ont fait pencher la balance. Car bien que plus conservateurs, les Américains sont avant tout modérés et tolérants ; et ils préfèrent les chapeaux aux griffeux.

Le remède proposé a paru pire que le mal, le dommage causé à l'Union par une destitution plus grave que les écarts moraux présidentiels, pourtant unanimement condamnés. La stabilité des institutions l'a emporté sur les passions. D'autant que l'accusation s'est plus illustrée par son esprit partisan que par la qualité de son argumentation, suscitant le doute jusque parmi les républicains : ce second procès en destitution manqué d'un président en deux siècles restera-t-il une aberration historique ? C'est possible, étant donné la lassitude de la classe politique face à cette procédure. L'indication est d'importance, car, comme l'écrivait Tocqueville en 1835 : « Lorsque les républiques américaines commenceront à dégénérer, je crois que l'on pourra aisément le reconnaître : il suffira de voir si le nombre de jugements politiques augmente. » Nous n'en sommes pas là.

Mais d'un mal peut sortir un bien. Comme l'explique le professeur Fred Greenstein, de Princeton, l'Amérique, qui se réveille d'un mauvais rêve de treize mois un peu plus cynique vis-à-vis de sa classe politique, peut être satisfaite de la solidité de l'institution présidentielle. Celle-ci a résisté à l'orage, et

M. Clinton a montré qu'il pouvait continuer à diriger le pays alors que ses juges délibéraient sur son sort. Il s'est acharné à prouver qu'il restait apte à gouverner en annonçant quotidiennement des mesures populaires. Soucieux de son image pour la postérité au moins autant que des sondages, le président cherche à séduire l'histoire comme il continue de séduire nombre d'Américains.

En s'obstinant à vouloir destituer et humilier Bill Clinton, ses accusateurs se sont trompés d'époque. Chef des managers, l'ancien combattant Henry Hyde a reconnu que « le peuple américain me laisse perplexe ». Le temps n'est plus où la révélation d'un adultère brisait la carrière d'un Gary Hart. Ni celui où la « First Lady » faisait de la figure : Hillary Clinton s'est battue comme une tigresse, pour sauver la carrière de son époux infidèle, mais aussi la sienne, puisqu'elle envisage de briguer le poste de sénatrice de New York. La génération des baby boomers n'est pas celle de la guerre du Pacifique. Le sexe est peut-être encore diabolisé dans les campagnes du Sud, mais il fait partie de la vie quotidienne et s'étale avec complaisance sur les grands et les petits écrans.

UN PRIX À PAYER

Emportés par la passion de leur alle droite dans une procédure sans espoir, les républicains risquent d'en payer le prix. Le parti qui, sous Reagan, était celui des idées, face à des démocrates en désarroi, est devenu pour les Américains un parti obsédé par une vision passiste de leur pays et par le seul objectif de chasser Bill Clinton. Il leur faudra se remettre vite au travail, convaincre l'opinion qu'ils ont un programme populaire - et non plus idéologique -, s'ils veulent éviter la déconfiture aux élections de novembre 1999.

La gravité de la crise que les États-Unis viennent de traverser se jugera à son impact. Mais aussi à ce qu'il adviendra à l'incompréhensible Bill Clinton. Dans une société hyper-médiatisée, dans laquelle la limite est devenue floue entre information et spectacle, il n'est pas facile - ni à la mode - de s'apaisant sur le long terme. Ce second procès en destitution manqué d'un président en deux siècles restera-t-il une aberration historique ? C'est possible, étant donné la lassitude de la classe politique face à cette procédure. L'indication est d'importance, car, comme l'écrivait Tocqueville en 1835 : « Lorsque les républiques américaines commenceront à dégénérer, je crois que l'on pourra aisément le reconnaître : il suffira de voir si le nombre de jugements politiques augmente. » Nous n'en sommes pas là.

P. de B.

La maîtresse, le conseiller et le pasteur annoncent leurs chroniques

L'AMI, l'ennemi, le chroniqueur, le sénateur... sans présager peut-être plus tard, de l'avocat, du juge, du procureur... Aller savoir ! Il suffit ces jours-ci d'avoir côtoyé Bill Clinton et de savoir sur lui deux ou trois choses inédites lors du Monicagate pour affirmer le monde de l'édition, et faire monter les enchères. L'affaire Lewinsky, à peine sortie du Capitole, va déferler dans les librairies. Certains président déjà une vague de fond à la Watergate, dont les principaux témoins et protagonistes ont, pendant des années, fait bouillir la marmite de l'édition. Mais il est trop tôt, cette fois, pour savoir comment réagira le public à l'exploitation d'une affaire qui a donné la nausée à beaucoup et qu'il a largement bouée à la télévision. Les éditeurs, en tout cas, rivalisent d'adresse pour annoncer que, loin du journalisme caricatural de représentants ennuyés, partisans et mal intentionnés, leur auteurs parleront juste et vrai. Et que le public, enfin, pourra se faire sa propre idée.

A tout seigneur tout honneur, Monica Lewinsky devrait ouvrir le bal. Après « Monica la vidéo », voici donc « Monica le livre », fruit d'une collaboration entre la jeune femme et Andrew Morton (le biographe, devenu milliardaire, de la princesse Diana), et sobriement intitulé *L'Histoire de Monica*. La date de parution était suspendue non seulement à la clôture du procès Clinton, mais aussi à l'autorisation expresse du pro-

curateur Kenneth Starr, qui continue d'imposer le silence à l'ancienne stagiaire de la Maison Blanche. La couverture du livre a néanmoins été publiée partout et la star de la télévision Barbara Walters attend impatiemment le feu vert du procureur pour recevoir la jeune femme sur son plateau, ABC multipliant les annonces et allusions à l'événement pour attirer l'attente.

Le livre de George Stephanopoulos, ancien conseiller en communication de Bill Clinton, devrait sortir dans la foulée. Le séduisant jeune homme, qui a quitté la Maison Blanche sans désemparer les médias, a, semble-t-il, pris quelques distances vis-à-vis du président, dont il dévoile, dans *All too human*, la face la plus sombre, à la lumière de l'affaire. Un autre conseiller de Bill Clinton, Lanny Davis, entraînera les lecteurs dans les méandres de la Maison Blanche et de ses stratégies de communication, tandis que le sénateur démocrate Joseph Lieberman, qui avait attiré l'attention des médias en septembre 1998 en dénonçant « l'immoralité » du président, écrira un livre de réflexion sur le service de l'État.

Paula Jones s'est vu recaler par les éditeurs (« rien de neuf à révéler »), alors que Jennifer Flowers, autre ancienne maîtresse de Clinton, en est à la rédaction de son deuxième livre, et que l'agent littéraire Lucianne Goldberg, conseillère de Linda Tripp - qui révèle les confi-

dences de Monica -, a décidé elle-même de s'abstenir. Il est beaucoup trop tôt pour que les grosses pointures témoins du procès, comme Vernon Jordan et Sidney Blumenthal, fassent entendre leurs voix, et la crainte des perquisitions du procureur Starr leur a, interdit de tenir, le moindre journal.

« Un crime contre l'histoire », estime Sidney Blumenthal, qui ne cache pas sa frustration et se défoulera forcément un jour. Cela laisse un peu de temps aux journalistes qui ont suivi l'affaire pour se glisser dans la brèche et former des tандems explosifs, tel celui qui lie deux reporters issus de l'Arkansas Democrat-Gazette et du New York Observer, ou encore du Washington Post et de Time Magazine.

Mais la surprise est venue du révérend J. Philip Wogaman, conseiller spirituel de Bill Clinton et pasteur de la paroisse fréquentée par sa famille. Le pasteur du président d'origine, annonce le sous-titre de son livre, dont la couverture montre un Clinton songeur ou peut-être en prière.

Pas de confiance personnelle ; aucun secret de confession divulgué. Mais une réflexion sur la repentance et la grandeur du pardon. Et l'assurance, pour son église, à qui il cède ses droits d'auteur, de bénéfices, disons, non négligeables.

A. Co.

Les fonds manquent pour contrôler l'évolution de la population mondiale, estime l'ONU

LA HAYE
de notre correspondant
Établir un premier bilan de la Conférence du Caire de 1994, préparer la session spéciale de l'ONU sur la population qui aura lieu en juin, et lancer un cri d'alarme à la communauté internationale, qui ne respecte pas ses engagements : tels étaient les objectifs de la Conférence de La Haye, qui a réuni du lundi 8 au vendredi 12 février plus de 1500 délégués de 180 pays, sous la houlette du Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap).
En 1994, l'organisme avait élargi ses objectifs, passant de la seule lutte contre la surpopulation à l'accès des femmes aux méthodes de contrôle de la fécondité et aux soins liés à la maternité. « La démographie n'est pas une histoire de chiffres, mais de capacité de la planète à subvenir aux besoins de tous ses habitants », a résumé Naïfs Sadik, à la tête du Fnuap, en ouvrant lundi la conférence.

Pas une histoire de chiffres ? Un peu tout de même. Le Fnuap rappelle régulièrement que, si nous étions 3 milliards d'êtres humains en 1960, la population aura doublé cette année. Les experts ont même retenu une date symbolique : le 12 octobre 1999 naîtra

sur la Terre le six milliardième individu. La croissance est déséquilibrée : les pays en voie de développement (4,74 milliards d'habitants) concentrent 97 % de la croissance démographique mondiale.

Le six milliardième individu naîtra le 12 octobre 1999

Toutefois, on constate un ralentissement du rythme global de la croissance, de 2 % par an dans les années 60, à 1,3 % de nos jours. Durant cette période, l'usage du planning familial a été multiplié par cinq : environ 60 % des couples mariés ont eu accès à une méthode de contraception en 1995. Si la tendance se poursuit, la population mondiale serait de 10,7 milliards de personnes en 2050. La natalité dans l'Union européenne a, pour sa part, atteint le chiffre de 4,01 millions, contre 4,05 millions en 1997, selon les chiffres révélés, vendredi, par l'agence européenne de statistiques Eurostat, qui ne prévoit pas d'inversion de tendance dans les prochaines années.

« Dans un avenir proche, la natalité continuera probablement à baisser, étant donné le grand nombre de femmes nées en plein « baby boom » au milieu des années 60 qui sortent des tranches d'âge de fécondité optimale, et sont remplacées par un nombre plus faible de femmes nées de 1965 à 1975 », explique Eurostat.

Les Nations unies prévoient que les taux de fécondité baisseront plus rapidement et que la population mondiale sera plus vraisemblablement de 8,9 milliards en 2050. Cela alors que les 20 % les plus riches de l'humanité consomment 86 % de tous les biens et services de la planète, tandis que les 5 % les plus pauvres n'en consomment que 1,3 %.

Selon les conclusions du forum, l'opinion publique mondiale a désormais largement pris conscience de la nécessité de contrôler la démographie de la planète, mais les pays riches ne consacrent pas assez d'argent pour changer les choses sur le terrain. « Nous ne pouvons pas trop attendre des gouvernements, nous avons besoin d'autres sources », a estimé l'ambassadeur des Pays-Bas à l'ONU, Nicolas Biegan, qui présidait le forum de La Haye.

Alain Franco

Club Med

CLUB MED

re-Oui

1 800 101 813

re-Oui

1 800 101 813

Serbes et Albanais s'accusent mutuellement de bloquer les négociations sur le Kosovo

Les pourparlers de Rambouillet pourraient être prolongés d'une semaine

Six jours après le début de la conférence de Rambouillet sur le Kosovo, le président serbe Milan Milutinovic a rejeté la responsabilité du blocage

des pourparlers sur les Albanais. Les ministres des affaires étrangères du Groupe de contact, qui se réuniront, dimanche 14 février, à Paris,

pourraient décider de prolonger la conférence d'une semaine. L'OTAN poursuit ses préparatifs en vue d'un éventuel déploiement au Kosovo.

LE PRÉSIDENT serbe Milan Milutinovic n'a pas fait le déplacement à Paris pour rien. Mais il a sans doute déçu ceux qui espéraient que son séjour se traduirait par un déblocage de la conférence de paix sur le Kosovo. Les Serbes sont accusés par les négociateurs de freiner les pourparlers de Rambouillet. Vendredi 12 février, Milan Milutinovic a lancé une contre-attaque à la veille d'un week-end diplomatique chargé, déterminant pour la suite des discussions.

Milan Milutinovic a ainsi menacé l'OTAN d'un « Vietnam européen » si elle déploie des troupes au Kosovo. « C'est notre pays, et nous le défendons, même si l'OTAN est très puissante », a-t-il déclaré. « De toute notre histoire, nous n'avons jamais cédé à la pression. Quel qu'il ait pu nous arriver, nous nous sommes toujours battus », a-t-il ajouté à sa sortie du château de Rambouillet, où il venait de rencontrer la délégation serbe. Jeudi, le vice-premier ministre serbe, Vojislav Seselj, avait conseillé à l'OTAN de « préparer des cercueils » si elle envisageait d'intervenir en Yougoslavie.

Au même moment, à Bruxelles, l'Alliance atlantique adoptait formellement un « concept d'opération » pour une éventuelle force de paix au Kosovo appelée « KFOR » (Kosovo Force). Les États-Unis pourraient déployer jusqu'à 4 000 hommes au Kosovo. Selon un haut responsable américain, le président Bill Clinton devait annoncer, samedi, que les

États-Unis sont prêts à engager des troupes dans une force de maintien de la paix de l'OTAN au Kosovo. « Il ne s'agit pas d'une décision définitive », a-t-il ajouté. En fait, tout dépendra de la conclusion d'un règlement politique dans la région. En attendant, la Serbie vit toujours sous la menace de frappes aériennes si sa délégation traîne trop les pieds à Rambouillet.

Grande-Bretagne, Allemagne, Italie) et la délégation albanaise, qui, selon lui, refuse, à la différence des Serbes, de signer les dix principes contenus dans le préambule du projet d'accord.

Les Serbes les ont signés « unilatéralement » sans que les négociateurs n'en aient eu le geste opportun. « C'est pourtant le minimum à faire », s'est exclamé M. Milutinovic lors d'une conférence de

Le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, a répliqué que les Serbes jouent un « jeu que l'on ne peut accepter ». « Nous avons de très sérieuses difficultés avec la partie serbe, alors que la délégation kosovare a fait preuve jusqu'à maintenant d'une attitude plus constructive », a-t-il souligné.

Mais pour le président serbe les négociateurs occidentaux ont été trompés par les « terroristes » de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), qui réclament un référendum sur l'indépendance du Kosovo à l'issue d'une période intermédiaire de trois ans. « Il faut que le Groupe de contact cesse de protéger ses protégés », a-t-il dit, stigmatisant le refus des Albanais de discuter directement avec les Serbes. M. Milutinovic a toutefois assuré que sa délégation ne quittera pas les négociations de Rambouillet.

Celui-ci doit se réunir, dimanche à Paris, au niveau ministériel pour faire le bilan de la première semaine de négociations et voir s'il y a lieu de les poursuivre une semaine de plus. A l'initiative de l'Allemagne, les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne sont invités également à tenir, auparavant, une réunion informelle pour coordonner la position des quinze sur le Kosovo.

Christophe Châtelot (avec AFP et AP)

La force d'extraction portée à 8 000 hommes

L'OTAN a adopté, vendredi 12 février à Bruxelles, un plan qui vise à renforcer la force d'extraction, installée en Macédoine, dans l'attente du déploiement éventuel d'une force de maintien de la paix au Kosovo. Réunissant quelque 1 800 hommes, dont 700 Français, appelés le cas échéant à protéger les vérificateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), la force d'extraction verra ses effectifs globaux augmenter progressivement pour atteindre 8 000 hommes durant les semaines prochaines.

Elle pourrait constituer l'embryon de la force de paix au Kosovo, qui devrait compter jusqu'à 30 000 hommes si elle est mise en place. Commandée par le général britannique Sir Michael Jackson, la force destinée au Kosovo, baptisée KFOR (pour Kosovo Force), pourrait accueillir entre 2 200 et 4 000 GI américains, dont on ignore encore le lieu du stationnement.

Le négociateur américain Christopher Hill a décrit le déroulement des six premiers jours de négociations comme « très difficiles ». « Nous allons devoir accomplir beaucoup de progrès dans les jours à venir », a-t-il ajouté.

Milan Milutinovic a refusé de porter le chapeau de ces difficultés. Il en a rejeté la responsabilité sur le Groupe de contact (Russie, États-Unis, France,

presses. « Si les Albanais ne signent même pas ces principes généraux, alors, que signent-ils ? », s'est-il demandé avant d'expliquer l'attitude des Albanais par la présence, dans ce préambule, d'un point demandant la reconnaissance formelle de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Yougoslavie et de la Serbie, ce qui traiterait à l'encontre des revendications des indépendantistes.

Nouvelle querelle anglo-espagnole autour de Gibraltar

LONDRES

de notre correspondant « Honorables députés, l'heure est venue d'ôter les gants et de passer à l'action ! » : c'est le brail-bas de combat, jeudi 11 février, aux Communes. Un député travailliste, Lindsay Hole, comme la charge, mais c'est la flotte conservatrice, une communique, qui gonfle la voile et fournit le gros des bataillons. Mission sacrée : sauver l'un des derniers confettis de l'Empire défunt, Gibraltar, six kilomètres carrés et demi, 30 000 habitants, l'une des dernières colonies d'Europe, en Europe. Cela a l'air d'une plaisanterie, mais le ton de la classe politico-médiatique londonienne est sans ambiguïté : l'heure est grave.

« Le Rocher est à nous ! », lance, comme un cri de guerre, le numéro un de la presse nationale, The Daily Telegraph. Peu ou prou, les autres médias pincet la même corde nationaliste. Lindsay Hole, lui, comme le gouvernement d'envoyer au plus vite sur place un « vaisseau de protection ». Sachant que « les Espagnols ne comprennent que la force », Andrew Tyrie, conservateur, lui emboîte le pas : « Il est temps d'agir ! » s'époumone-t-il. Une nouvelle « guerre des Malouines » en gestation, au cœur de l'Europe unie et à dix mois de l'an 2000 ?

On n'en est pas là. Robin Cook et Abel Matutes, chefs respectifs des diplomates britannique et espagnole, ont compris le ridicule de la situation et convenu vendredi de l'urgence qu'il y a à « calmer les tensions ». Les deux ministres se concerteront le 21 février à Bruxelles, l'idée étant de revenir si possible au statu quo ante avant le premier sommet entre Tony Blair et José María Aznar au printemps. Le premier, dit-on à Londres, compte beaucoup sur le second pour créer une sorte d'axe anglo-espagnol face au trop puissant atout franco-allemand. Prix à payer : la restitution par étapes, sur le modèle hongkongais, du territoire contesté. Même si les conservateurs dénoncent par avance la « reddition » de Tony Blair, rien n'est fait : les discussions patinent depuis un an.

MESURES DE RÉTORSION

Le dernier épisode d'un feuilleton ouvert en 1713 par le traité d'Utrecht, quand l'Espagne fit don du promontoire « absolument et pour toujours », à la Couronne anglaise, commence en janvier avec l'arraisonnement de quatorze pêcheurs espagnols, pris la main dans le filet à maquereaux à l'intérieur des « eaux territoriales » de Gibraltar. Plus grave, les intéressés ont conclu un accord avec le « ministre en chef » du confetti pour continuer à pêcher en

paix dans la baie d'Algeiras - « Gibraltar's Bay » pour les Anglais -, le tout sans en référer à Madrid. Or le gouvernement espagnol, qui tente vainement de récupérer le territoire depuis des décennies, ne reconnaît ni l'autorité coloniale locale ni la validité des prétentions britanniques sur les eaux du détroit qui baignent le Rocher.

Des mesures de rétorsion sont décidées. Les permis de conduire délivrés à Gibraltar ne sont plus valables en Espagne. Les contrôles à la frontière sont renforcés et provoquent d'interminables heures d'embouteillage. A Madrid, on parle d'interdire aux avions civils britanniques - les appareils militaires le sont déjà - le survol de l'espace aérien espagnol. Les esprits s'échauffent. « Blocus illégal ! », hurle jeudi un titre de l'Evening Standard. Sur une radio de son pays, le chef de la diplomatie espagnole dénonce le développement à Gibraltar, qui rêve effectivement de devenir le Jersey de la Méditerranée, d'une « économie parasite en complète contradiction avec les règles communautaires ». Il évoque les « 53 000 entreprises opaques enregistrées sur le Rocher et qui vivent du blanchiment de narcodollars et de l'évasion fiscale ».

Patrice Claude

Le Mercosur reste une priorité pour le Brésil et l'Argentine

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant La consolidation du Mercosur (le marché commun du cône sud regroupant le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay, et dont le Chili et la Bolivie sont membres associés) demeure une priorité tant à Brasilia qu'à Buenos Aires. Le président brésilien, Fernando Henrique Cardoso, et son homologue argentin, Carlos Menem, l'ont signifié avec emphase à l'issue de l'entretien d'une demi-heure qu'ils ont eu, vendredi 12 février, à São José dos Campos (État de São Paulo). Comment amorcer le choc de la violente dévaluation du réal brésilien, qui a perdu 36 % de sa valeur par rapport au dollar depuis la mi-janvier et menace désormais de déstabiliser les échanges commerciaux au sein du bloc régional, principalement entre les deux géants du sous-continent ? La question sera examinée à l'occasion du sommet qui réunira les chefs d'État et les ministres des finances du Mercosur le 21 février à Rio.

A la mode depuis quelques années en Argentine, la « Brasildependencia », néologisme désignant

la dépendance croissante du commerce extérieur du pays à l'égard de son voisin du Nord, risque en effet de causer de sérieux dégâts en raison du déséquilibre des taux de change provoqué par l'effondrement du réal. De janvier à novembre 1998, l'Argentine, qui écoulait 32 % de ses exportations vers le Brésil, a déposé un excédent de 1,1 milliard de dollars (970 millions d'euros) dans le commerce bilatéral, dont les échanges sont passés de 2 à 15 milliards de dollars (de 1,77 à 13,27 milliards d'euros) entre 1990 et 1997. La stabilité du peso argentin, légalement arrimé

au dollar à parité égale depuis bientôt huit ans, se révèle aujourd'hui un handicap : le « made in Argentina » est devenu trop cher pour les importateurs brésiliens.

Fortement tributaires de la « Brasildependencia », des secteurs-clés de l'économie argentine sont aujourd'hui guettés par le tarissement inéluctable de leur principal débouché. L'industrie automobile, qui exporte la moitié de sa production (450 000 véhicules) sur le Brésil, encaisse déjà de plein fouet, par une paralysie pour l'heure quasi totale de ses activités, les effets du réal et la récession

qui s'ensuit. Les analystes les plus pessimistes tablent sur une réduction dans l'année de 50 % du nombre de voitures fabriquées dans le pays. L'horizon est tout aussi sombre pour les producteurs de riz et de lait, dont le Brésil absorbe respectivement 95 % et 86 % des exportations.

D'un autre côté, l'Union des industriels argentins redoute une « invasion incontrôlable » des produits brésiliens, rendus extrêmement compétitifs du fait de la dépréciation accentuée du réal. Selon deux instituts de recherches économiques, en l'état actuel du taux de change de la devise brésilienne (1,90 réal pour un peso), la croissance de 2,5 % du PIB argentin est placée à court terme d'année laisserait place à une récession de l'ordre de -3 %. En attendant la prochaine mise à plat, au plus haut niveau, des conséquences commerciales et économiques induites par la dévaluation du réal au sein du Mercosur, les touristes argentins ont, eux, littéralement envahi les plages du littoral brésilien durant les fêtes du carnaval.

Jean-Jacques Sévillia

L'Equateur dévalue sa monnaie

L'Equateur, aux prises avec une grave crise économique, a annoncé vendredi 12 février la dévaluation de sa monnaie, le sucre. Dès le moment de cette annonce, la monnaie équatorienne dégringolait, perdant 35 % de sa valeur. L'objectif de cette opération, après la dévaluation du réal brésilien, est de faire baisser les taux d'intérêt et de mettre un terme au recul des réserves en devises du pays. Celles-ci diminuent rapidement alors que l'Equateur, affaibli par la chute du cours du pétrole, doit faire face à la déflation des marchés en raison de ses difficultés à payer sa dette extérieure. C'est la troisième fois que l'Equateur dévalue sa monnaie en moins d'un an. Les mesures de rigueur budgétaire décidées au cours des dernières semaines pour améliorer la solvabilité du pays ont provoqué des émeutes populaires à Quito, la capitale du pays. - (AFP)

En Israël, le conflit se radicalise entre libéraux et ultra-orthodoxes

Les deux camps manifestent dimanche à Jérusalem

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Mécontents de récentes décisions de la Cour suprême, jugées contraires à la Loi juive, et ulcérés de ce qu'ils dénoncent comme un climat d'hostilité à leur endroit, les ultra-orthodoxes ont décidé de descendre dans la rue. La manifestation qu'ils organisent, dimanche 14 février à Jérusalem, s'annonce comme l'un des plus importants rassemblements de ces dernières années. Tandis que les milieux laïques appellent à contre-manifester le même jour, la perspective d'éventuels débordements inquiète les responsables gouvernementaux. Jeudi et vendredi, le président Ezer Weizman a rencontré les plus hautes autorités rabbiniques du pays pour leur demander de revenir sur leur décision. En vain.

La colère des haredim (« ceux qui craignent Dieu », selon l'expression hébraïque consacrée), latente depuis plusieurs mois, a éclaté lorsqu'un plaignant, appartenant à une association religieuse libérale, a fait appel à la Cour suprême pour voir garantir son droit à siéger dans un conseil religieux, organisme présent dans chaque municipalité pour veiller aux circonscriptions, à l'entretien des synagogues municipales et des bains rituels, aux enterrements et aux mariages. Depuis la fondation d'Israël, ces conseils demeurent sous l'autorité des ultra-orthodoxes qui en tirent légitimité, pouvoir et avantages financiers. La décision de la Cour suprême en faveur des rabbins libéraux a soulevé l'indignation des ultra-orthodoxes. Fin janvier, avec seulement une voix de majorité, la Knesset a finalement voté une loi qui écarte les libéraux des conseils religieux... sauf s'ils reconnaissent l'autorité du rabbinat ultra-orthodoxe.

Trois implantés aux États-Unis, les rabbins libéraux et conservateurs - contrairement à ce que laisse entendre leur nom, ces derniers présentent une variante du judaïsme réformiste - sont, pour leurs collègues ultra-orthodoxes, des mécréants avec lesquels aucun compromis n'est possible. Influents au sein du judaïsme américain, les réformistes tentent depuis des années de prendre pied en Israël. Le conflit, à l'origine essentiellement religieux, a aussi acquis une dimension politique depuis que la famille ultra-orthodoxe a progressivement glissé vers la droite nationaliste, adoptant certaines de ses transgressions dans le conflit israélo-palestinien.

Pétris de la culture légaliste américaine, les rabbins libéraux ont systématiquement fait appel à la Cour suprême dont le président, Abner Barak, est devenu la bête noire des ultra-orthodoxes. Mardi, deux anciens parlementaires ultra-orthodoxes, les rabbins Moshe Gafni et

Menachem Porush, ont explosé lorsqu'ils ont appris que, saisi d'un recours contre le monopole qu'exercent les haredim sur les conversions, le juge Barak allait bientôt rendre une décision favorable aux rabbins réformés. C'en était trop pour les ultra-religieux, déjà échauffés par le projet de loi visant à faire des étudiants en religion, jusque-là dispensés de service militaire, des conscrits comme les autres, ou par la permission donnée aux kibboutz d'écouler leurs marchandises durant le shabbat ou, encore, par le maintien en détention de trois ultra-orthodoxes poursuivis pour avoir saccagé l'appartement de missionnaires chrétiens.

Devant la presse, ils ont aussitôt accusé le juge Barak de se faire le complice d'une « dictature judiciaire » et d'être « un ignorant qui en sait encore moins qu'un enfant de sept ans ». Le rabbin David Yosef, fils du rabbin Ovadia Yosef, guide spirituel du parti religieux séfard Shas, a, quant à lui, accusé le magistrat d'« opprimer les juifs », suscitant, le lendemain, une vague de protestations, en même temps que l'ouverture d'une information judiciaire pour provocation.

MALAISE PROFOND

Ni les démarches du président Weizman ni les déclarations apaisantes d'un Benyamin Netanyahou, bien embarrassé devant les éclats verbaux de ses alliés religieux, n'ont réussi à calmer le jeu. A l'approche des élections, les ultra-orthodoxes cherchent à garantir, sinon à augmenter, les acquis exceptionnels obtenus en trois ans de gouvernement religieux-national. Le malaise dépasse pourtant le simple calcul tactique, et il ne fait guère de doute que la société israélienne est profondément divisée sur la place de la religion et des religieux au sein de l'État. Aux exigences des ultra-orthodoxes, en nombre croissant, répond l'inquiétude des laïques qui voient avec effroi se profiler le spectre d'un État théocratique. Et, pour beaucoup d'Israéliens, ces désaccords-là sont beaucoup plus dangereux que le traditionnel conflit avec les Palestiniens.

Vendredi, en première page du plus grand quotidien israélien Yediot Aharonot, l'écrivain Meir Shalev ne craignait pas d'évoquer brutalement la destruction du pays par les « serpents » (les ultra-orthodoxes), nourris dans notre sein ». Le quotidien Maariv, de son côté, publiait la lettre fictive d'un ancien d'un État arabe à son « estimé leader », recommandant d'abandonner toute solution militaire et d'attendre « tranquillement que les juifs se détruisent eux-mêmes. C'est seulement une question de temps ».

Georges Marion

L'affaire de l'attentat de Lockerbie serait en voie de dénouement

LA PROCÉDURE de remise par la Libye, à la justice néerlandaise, des deux suspects de l'attentat contre un avion de la PanAm qui, en 1988, avait fait 270 morts au-dessus de Lockerbie, en Ecosse, serait en voie de dénouement. Le numéro deux de l'ambassade d'Arabie saoudite à Washington, Rahab Massoud, a rencontré, vendredi 12 février, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, pour l'informer des derniers développements de cette affaire. M. Annan, le président sud-africain Nelson Mandela et l'Arabie saoudite se sont récemment impliqués dans la solution de ce problème.

Le quotidien saoudien El Hayat a rapporté, vendredi, que l'ONU a pris des dispositions pour un éventuel règlement, prévoyant, entre autres, le déplacement à Tripoli d'un représentant spécial de M. Annan pour accompagner les deux suspects jusqu'à La Haye. Le gouvernement britannique a révélé, de son côté, avoir fait une ultime offre à Tripoli pour obtenir la remise d'Abdel Basset Al Megrahi

et Al Amin Khalifa Fhimah, en proposant que des observateurs de l'ONU soient postés dans l'île spéciale de la prison de Barimile, à Glasgow, où ils devraient purger leur peine s'ils étaient condamnés.

Tripoli, qui accepte que le procès se tienne aux Pays-Bas, continuait jusqu'à maintenant d'exiger qu'en cas de condamnation les deux suspects purgent leur peine dans une prison néerlandaise et non en Ecosse, comme le demandent les États-Unis et la Grande-Bretagne. Londres a fait bien comprendre qu'il n'y aurait pas de nouvelle concession. « Notre proposition répond à l'ultime clarification exigée par le colonel [Muammar] Kadhafi », a affirmé un porte-parole britannique. Si la Libye accepte, Londres et Washington demanderaient une suspension immédiate des sanctions imposées en 1992 par le Conseil de sécurité de l'ONU à Tripoli avant leur levée définitive. Dans le cas contraire, Tripoli est menacée par les États-Unis et la Grande-Bretagne d'une aggravation des sanctions.

En Israël, le conflit
radicalise entre libéraux
et ultra-orthodoxes

Le premier tour de l'élection présidentielle en Algérie aura lieu le 15 avril

Le chef de l'Etat promet un scrutin « équitable et transparent »

Le premier tour de l'élection présidentielle anticipée en Algérie aura lieu le jeudi 15 avril 1999, a annoncé, vendredi soir, le président sortant, Li-

mine Zeroual. Au cours d'une allocution télévisée, le chef de l'Etat, qui a décidé d'écourter son mandat, s'est engagé à prendre toutes les me-

ures nécessaires pour que le scrutin soit « équitable et transparent ». Il a appelé l'administration à faire preuve « d'impartialité et de loyauté ».

DANS CE QUI RESTERA sans doute comme l'un de ses meilleurs discours télévisés, le président Lamine Zeroual a promis, vendredi soir 12 février, que le scrutin, fixé au jeudi 15 avril 1999, sera « sain et démocratique, libre, transparent et crédible ».

Le chef de l'Etat, qui avait annoncé à la surprise générale, à l'automne 1998, qu'il écarterait son mandat, a consacré l'essentiel de son intervention de vendredi à convaincre que le pouvoir n'avait pas de candidat et qu'il mettrait tout en œuvre pour empêcher la fraude. Reconnaissant que la prise de position d'une douzaine de ministres en faveur d'Abdelaziz Bouteflika, le candidat du FLN, l'ancien parti unique, avait détérioré « le climat de confiance dont doit s'enrichir la prochaine élection », M. Zeroual a affirmé que « cela ne saurait amoindrir la garantie que j'ai donnée, devant le peuple, pour un scrutin libre, transparent et crédible ».

Le chef de l'Etat a désavoué ses ministres en estimant que ce type de comportement « doit

cesser ». Evoquant l'attitude de l'armée - dont il est le chef au regard de la Constitution - le président algérien a répété que « nul ne peut s'arroger [le droit] de s'exprimer au nom des institutions de l'Etat s'il n'est pas légitimement et également habilité à le faire ». Quant à l'administra-

tion, le président Zeroual l'a rappelée à son devoir d'« impartialité ». Mais le passage le plus remarqué de l'intervention du chef de l'Etat a été celui où il a mis en garde ceux qui, dans la mouvance du pouvoir, seraient tentés, comme le redoutent plusieurs partis politiques, de favoriser la candidature de M. Bouteflika (dont le nom n'a

Lamine Zeroual : « Je ne manquerai pas de prendre les mesures qui s'imposent si la tendance à vouloir pervertir le sens de cette élection persiste »

pas été cité), « Je ne manquerai pas de prendre [...] les mesures qui s'imposent si la tendance à vouloir pervertir le sens de cette élection persiste et si les comportements tendant à dévier ce processus de nos nobles objectifs perdurent », a dit M. Zeroual.

Le message de fermeté du chef

comme le « détenteur des rênes de l'Etat ». Le discours est clair et ne prête pas à interprétations, observe Liberté : Lamine Zeroual a signifié qu'il « ne sera pas le chef d'orchestre d'une compétition électorale fermée ».

Seul Le Matin semble reprocher à Lamine Zeroual de pêcher par excès de démocratie. Dans un éditorial signé de son directeur, le quotidien, réputé proche des « éradicateurs », écrit : « L'Algérie, qu'il [le chef de l'Etat] n'a pas réussi à relever, doit donc se plier à cet ultime caprice de souverain, celui de subir des élections propres et honnêtes auxquelles sont invités, retour de l'histoire, les mêmes acteurs que ceux de 1991 ». Critiquant ce « goût immodéré de la transparence », le journal conclut que « ce caprice est de trop ». Conclusion de L'Authentique, le quotidien du général Betchine (ex-ministre conseiller du chef de l'Etat) : les « 60 jours restants du mandat de Zeroual ne seront pas de tout repos ».

Jean-Pierre Tuquoi

Une dizaine de candidats possibles, dont une femme

La loi électorale algérienne impose de réunir 600 signatures d'élus ou 75 000 signatures d'électeurs. Dans les deux cas, les parrainages doivent provenir de 25 wilayas (départements) différentes. Ce filtre devrait réduire à moins d'une dizaine le nombre final de candidats à l'élection présidentielle (contre une bonne trentaine déclarés aujourd'hui). Parmi eux, pourraient figurer :

● **Belaid Abdessalam**. C'est le père de l'industrie lourde, un choix économique qui n'est pas étranger aux difficultés actuelles du pays. Sileur depuis des années, M. Abdessalam partage son temps entre l'Algérie et la France. Son retour sur la scène politique est une surprise. Il aura dû mal à réunir les signatures.

● **Hocine Ali-Ahmed**. Il est l'un des derniers chefs historiques de la guerre de libération. A ce titre, ce tribun septuagénaire, au parler vrai, bénéficie d'une aura qui dépasse sa Kabylie natale. Parce que le président du FFS a passé ces dernières années en exil volontaire en Suisse, ses détracteurs le surnomment « l'homme de

Loussane ».

● **Abdelaziz Bouteflika**. L'ancien ministre des affaires étrangères de Boumedienne, originaire de l'ouest du pays, est catalogué comme « le candidat de l'armée ». Il se présente, lui, comme un « indépendant ». Ses adversaires le respectent. Depuis une vingtaine d'années, il n'est pas intervenu publiquement dans le débat.

● **Sid-Abmed Chouaib**. Premier ministre pendant la période 1991-1993, c'est un spécialiste des questions pétrolières. Sa candidature risque de gêner un peu celle de M. Bouteflika. Mais il ne dispose d'aucune assise ni d'aucun parti. La collecte des parrainages ne sera pas facile pour lui.

● **Moulooud Hamrouche**. C'est un homme du sérail (colonel de réserve), mais cet ancien premier ministre du temps du président Chadli incarne la seule vraie tentative pour réformer en profondeur le système algérien. Ses adversaires lui reprochent, à tort, d'avoir fait le lit du FIS.

● **Louisa Hanoune**. Ce sera sans doute la seule femme candidate. Elle est à la tête d'une petite

formation trotskiste, le Parti des travailleurs (PT), et est députée. La retransmission des débats parlementaires à la télévision lui a valu une notoriété qui dépasse, de loin, l'audience de son parti.

● **Ahmed Taleb Ibrahim**. Ministre pendant plus de vingt ans sous Boumedienne et, plus brièvement, sous Chadli, ce fin lettré aux allures d'aristocrate revendique le double héritage de la révolution algérienne et de l'islam. Il devrait bénéficier des suffrages des islamistes.

● **Youssef El Khatib**. Ancien colonel de l'armée de libération (wilaya 4), c'est un homme respecté et intègre. Adversaire de Bouteflika, ce député de la présidence Zeroual défend les valeurs morales des pères de l'indépendance, perverties ensuite, selon lui, par le système.

● **Mahfoud Nahmah**. Il a réussi à récupérer une partie de l'électorat de l'ex-FIS. Arrivé en deuxième position à la présidentielle de 1995, cet islamiste « modéré », tout en ronder, a pratiqué, depuis, un jeu subtil, un pied au gouvernement, un pied dans l'opposition.

L'islam est devenu majoritaire en Côte-d'Ivoire

ABIDJAN
de notre correspondant
C'était le deuxième ramadan d'Abdoulaye Aouou. Il y a deux ans, ce petit homme de trente-

REPORTAGE
« C'est une religion sans discrimination : si Bédié est en retard, il reste derrière »

neuf ans était encore l'héritier d'une famille profondément animiste, dont les hommes étaient chargés d'entretenir les masques sacrés du village, en pays guéré, dans l'ouest de la Côte-d'Ivoire. Le 5 octobre 1997, il a pris le nom d'Abdoulaye et s'est converti à l'islam, le premier de son village. Mais son cas n'est pas isolé. Comme le dit le père Siméon Atsain, un prêtre catholique, membre de la commission chargée des relations avec les non-chrétiens : « L'islam est majoritaire en Côte-d'Ivoire, même si certains, y compris des évêques, ne veulent pas l'admettre ». Une majorité relative, puisque les disciples du Prophète représentent entre 30 % et 40 % de la population, contre 15 % à 20 % de catholiques.

Dans ce pays d'Afrique de l'Ouest comme dans d'autres, l'islam gagne du terrain de plusieurs manières. Par le jeu de la démographie, par celui des migrations qui amènent les communautés sahélo-sahariennes, plus anciennement converties, vers les côtes atlantiques, mais aussi par les conversions. Le phénomène est discret : il est impossible d'en déterminer l'importance statistique. L'imam Djigba Cissé dirige la prière à la mosquée du Plateau, le quartier des affaires d'Abidjan. Il affirme recevoir au moins « un nouveau

converti chaque semaine », le vendredi, lorsque les fidèles se réunissent pour le parking de l'hôtel de ville d'Abidjan, en attendant que la Grande Mosquée, depuis longtemps promise par le gouvernement ivoirien, soit enfin terminée.

« Il n'y a pas de prosélytisme, d'action des musulmans envers les non-croyants », explique l'imam Cissé. « La plupart des conversions sont le résultat de recherches personnelles ». Le père Atsain ne le contredit pas, qui estime que les musulmans ne pratiquent pas le « braconnage » de fidèles, contrairement aux sectes protestantes, d'origine américaine ou africaine. Mais il remarque que de nombreuses conversions sont consécutives à des mariages. Il se souvient d'un imam qui lui avait dit lors d'une réunion interconfessionnelle : « C'est un musulman pas très croyant qui tolère que sa femme ne se convertisse pas ».

Abdoulaye Aouou retrace ainsi le chemin qui l'a amené à l'islam : « J'étais venu à Abidjan pour faire du gardiennage. Je travaillais chez un monsieur du nom de Zoumana Traoré. Quand la société qui m'emmenait a fait faillite, il m'a même payé mon permis de conduire. J'ai cherché comment le remercier, moi qui n'avais rien. J'ai voulu être son vrai frère. C'est ça qui m'a amené à l'islam ». Depuis, Abdoulaye a abandonné son patronyme guéré et se fait appeler du nom de son bienfaiteur : Traoré.

CHANGEMENTS DE NOM

La progression de l'islam en dehors des ethnies qui lui sont traditionnellement associées est souvent masquée par ces changements de nom. En Côte-d'Ivoire, la religion du Prophète a d'abord été celle des Dioulas, ces marchands mandingues d'abord éta-

blis dans le nord du pays. Les convertis d'autres ethnies ont souvent pris des patronymes dioulas comme Traoré, Touré, Coulibaly.

Aujourd'hui, l'imam Djigba Cissé décourage ces renoncements. « Dieu a créé les ethnies pour quelque chose. Les hommes sont aussi définis par leur arbre généalogique. L'association d'un prénom musulman à un nom (qui n'est pas de tradition islamique) est la place à un carrefour ». Et l'imam de s'enorgueillir de compter parmi ses fidèles des Ismaël Nguessan ou des Mohamed Koffi, noms baoulés, de l'ethnie du président Houphouët-Boigny, qui embrassa la foi catholique avec une ardeur dont témoigne encore la bastille de Yamoussoukro.

RIVALITÉ FAROUCHE

Ismaël Konan est d'origine baoulé. Ses parents étaient animistes : ils adoraient le fleuve voisin de son village. Scolarisé, devenu technicien en électronique, Ismaël a rencontré les limites de l'animisme « qui se limite au monde d'ici-bas » et, suivant l'exemple d'autres membres de sa famille, a choisi l'islam plutôt que le catholicisme, pourtant présent dans son village. « C'est une religion qui n'a pas de discrimination de race, de condition. Quand vous êtes en prière, si Bédié [l'actuel président ivoirien, par ailleurs catholique] arrive en retard, il reste derrière ».

En Côte-d'Ivoire, la problématique religieuse se double d'antagonismes ethniques et politiques. Depuis la mort de Félix Houphouët-Boigny, en décembre 1993, une rivalité farouche oppose le président Henri Konan Bédié à l'ancien premier ministre Allassane Dramane Ouattara, un musulman originaire du nord du pays. Le camp présidentiel est convaincu

que la plupart des imams sont favorables à M. Ouattara et tente de favoriser - sans grand succès - une association islamique présidée par un député de la majorité. Par ailleurs, il est reproché à l'ancien premier ministre d'être d'origine burkinabé, et les factions les plus dures du parti au pouvoir jouent souvent sur les réflexes xénophobes associant musulmans et étrangers. La Côte-d'Ivoire compte environ 4 millions d'étrangers sur 14 millions d'habitants, et ces immigrants viennent en grande partie de pays presque totalement islamisés, comme le Mali ou la Guinée.

Ce stigmate n'a pas fait reculer Ismaël Konan ou Abdoulaye Aouou. Pour eux, l'islam prend mieux en compte les réalités de l'Afrique. Pour guérir les maladies ou prédire l'avenir, on peut passer du féticheur au marabout. Les deux hommes sont monogames et entendent le rester, mais dans un pays où la polygamie est répandue dans presque toutes les communautés, l'islam part avec une longueur d'avance sur le catholicisme. « Quand nous devons convertir un polygame, c'est toute une histoire, soupire le père Atsain. Il faut qu'il renonce aux autres femmes tout en assurant leur subsistance ». En revanche, « l'islam n'institute ni ne refuse la polygamie traditionnelle : il l'admet », dit en souriant l'imam Cissé.

Et surtout, souligne-t-il, l'avancée de l'islam en Afrique « a été le fait des Africains eux-mêmes. Ici en Côte-d'Ivoire, il y a de plus en plus d'imams ivoiriens, bien formés, qui prêchent dans la langue des croyants. Contrairement à ce qu'on nous reproche, nous n'avons pas besoin d'étrangers, qui ne connaissent pas nos réalités ».

Thomas Sotinel

Oskar Lafontaine appelle à une relance budgétaire en Europe

BONN. Le ministre allemand des finances, Oskar Lafontaine, a appelé les onze pays de la zone euro à réagir vite - par des moyens budgétaires - au fléchissement de l'économie internationale. Dans un mémorandum adressé à ses collègues européens, rendu public vendredi 12 février à Bonn, le ministre envisage « le recours à des mesures budgétaires, car ne rien faire pourrait finir par coûter très cher » dans le contexte actuel de baisse de la demande mondiale.

Le texte ne dit pas quelles « mesures budgétaires » sont envisagées. Le ministre allemand des finances a toutefois démenti les rumeurs selon lesquelles il souhaiterait favoriser le déblocage de vastes programmes de dépenses à l'échelle européenne. Dans son mémorandum, Oskar Lafontaine vise par ailleurs - sans la nommer - la Banque centrale européenne (BCE) : « Si les autorités monétaires ne peuvent trouver une réponse au choc négatif sur la demande, d'autres options politiques doivent être envisagées ».

■ Le chancelier Schröder a attaqué son ministre de l'environnement, le Verts Jürgen Trittin, qui a adopté une attitude très combative dans le dossier de l'abandon du nucléaire. Celui-ci ne doit pas avoir l'impression qu'il peut imposer ses seuls intérêts « par ordre du mufti », a déclaré le chancelier à la télévision publique ZDF vendredi 12 février. Cette façon d'agir « ne peut être acceptée que par une petite minorité », a-t-il averti. - (AFP)

Les Européens font de moins en moins d'enfants

BRUXELLES. Le nombre de naissances dans l'Union européenne est revenu en 1998 à son niveau de 1995, soit le plus bas depuis l'après-guerre, a indiqué vendredi 12 février l'Office statistique des Communautés européennes (Eurostat). Le nombre de bébés nés en 1998 est tombé à près de 4,0 millions, soit à peu près le même chiffre qu'en 1995. En 1997, le nombre de naissances était de 4,05 millions. Eurostat ne s'attend pas à une reprise des naissances. Les femmes nées lors du « baby boom » des années 60 sont en train de devenir quadragénaires et celles de la génération suivante, nées entre 1965 et 1975, sont beaucoup moins nombreuses.

L'évolution est inégale selon les pays. En 1998, les naissances ont diminué fortement en Allemagne, Grèce, Finlande et Autriche, alors qu'elles ont augmenté en France et aux Pays-Bas. L'Irlande a le taux de natalité le plus élevé (environ 14 bébés pour 1 000 habitants) et l'Espagne le plus bas (9,3 pour 1 000). La moyenne européenne est de 10,7 bébés pour 1 000 habitants. - (AFP)

Jean Paul II est invité à effectuer sa première visite en terre orthodoxe

LE PAPE JEAN PAUL II a officiellement été invité par le patriarche orthodoxe Théodote à effectuer une visite en Roumanie, a indiqué le patriarche roumain, vendredi 12 février, à Bucarest. Cette visite, si elle a lieu, serait la première du Saint-Père en terre orthodoxe. « Des représentants des deux Eglises se rencontreront prochainement pour fixer la date du voyage papal, et il est fort probable que la visite aura lieu en mai », a-t-on précisé de même source.

Le saint-synode de l'Eglise orthodoxe avait autorisé, début février, Mgr Théodote à adresser une invitation à Jean Paul II, « compte tenu des relations ecuméniques internationales et de la récente lettre de Sa Sainteté qui exprime son souhait de se rendre prochainement » dans ce pays. Le patriarche estimait jusqu'à présent qu'une visite du pape était « inopportune, tant que les désaccords patrimoniaux avec les uniates (catholiques de rite oriental) ne seraient pas réglés par la voie du dialogue ». La percée actuelle a été possible après l'abandon par le Vatican de certaines exigences, notamment la restitution des églises confisquées aux uniates par le régime communiste en 1948 et attribuées aux orthodoxes. - (AFP)

DÉPÊCHES

■ **CISJORDANIE** : le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, a rappelé, vendredi 12 février, que les Palestiniens étaient disposés à une confédération avec la Jordanie. « Nous avons une décision du Conseil national palestinien (CNP) l'instance suprême du PLO ». Nous sommes prêts à créer une entité confédérale avec la Jordanie, si (les Jordaniens) le souhaitent », a déclaré M. Arafat, qui s'adressait à quelque 2 000 militants de son mouvement, le Fatah, dans la ville autonome d'Hébron, dans le sud de la Cisjordanie. C'est en 1988, dans la déclaration d'indépendance palestinienne adoptée par le CNP réuni à Alger, que l'OLP s'était prononcé pour une confédération jordanopalestinienne. - (AFP)

■ **CÔTE-D'IVOIRE** : Robin Cook et Hubert Védrine devraient faire une brève tournée commune en Afrique de l'Ouest les 10 et 11 mars. Le secrétaire au Foreign Office et le ministre français des affaires étrangères se rendront au Ghana et en Côte-d'Ivoire, où ils présideront une réunion des ambassadeurs britanniques et français de la région. Cette visite permettra essentiellement de promouvoir l'institution d'un mécanisme de prévention des conflits au moment où le Royaume-Uni et la France sont impliqués à des degrés divers dans le maintien de la paix en Sierra Leone et en Guinée-Bissau. - (Corresp.)

■ **ÉTATS-UNIS** : le département du commerce américain exige le versement de droits supplémentaires sur les aciers en provenance du Brésil et du Japon. L'administration américaine a justifié cette décision par l'impact particulièrement néfaste sur la sidérurgie aux Etats-Unis de ces aciers bon marché. Selon le syndicat des ouvriers de l'acier, citant des chiffres du département du travail, environ 12 000 emplois ont été perdus en 1998 dans la sidérurgie américaine en raison de la forte augmentation des importations d'acier. Les importations d'aciers japonais aux Etats-Unis ont progressé de 500 % en 1997. - (AFP)

La Grèce veut rallier le programme d'avion de combat Eurofighter

ATHÈNES. Le ministère grec de la défense a annoncé, vendredi 12 février, qu'il demandera son intégration dans le consortium européen - incluant l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne - qui produit l'avion de combat Eurofighter. Les besoins sont de 60 à 80 appareils. Mais, faute de moyens de financement suffisants à ce jour, Athènes ne prévoit pas de conclure avant 2005. Pour la modernisation de l'armée de l'air hellénique, qui dispose actuellement de F-16 américains et de Mirage 2000 français, l'Eurofighter est en concurrence avec le F-15 de Boeing-McDonnell Douglas, le F-16 block-50 de Lockheed-Martin, le Gripen suédois et, pour Dassault-Aviation, soit de nouveaux Mirage 2000, soit le Rafale. Pour l'instant, seulement la moitié du financement de l'opération Eurofighter est prévue par Athènes. Ce qui laisse à d'autres fournisseurs l'espoir de pouvoir compléter le besoin exprimé par la Grèce. - (Reuters)

صباح الخير

FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 FÉVRIER 1999

COHABITATION Le blocage, par le Sénat, de la révision constitutionnelle visant à instituer le principe de l'égal accès des hommes et des femmes aux fonctions politiques prend à contre-pied Jacques Chirac, signataire de cette réforme avec Lionel Jospin. Les députés doivent rétablir, le 16 février, la rédaction du texte qu'ils avaient votée en décembre 1998. ● ROBERT BADINTER, seul porte-parole parlementaire, à gauche, des « universalistes » qui refusent la parité au nom du caractère indivisible de la représentation politique, explique sa position, dans un entretien au Monde, et esquisse un compromis possible avec la recherche de l'égalité hommes-femmes dans les assemblées élues. ● LE DÉBAT mobilise les femmes responsables politiques et la presse féminine, les « universalistes » paraissant minoritaires par rapport à celles pour qui la parité doit être imposée par la loi.

La parité permet à Lionel Jospin de mettre en porte-à-faux Jacques Chirac

En maintenant le projet constitutionnel initial, cosigné avec le président de la République, le premier ministre reste fidèle à sa position. Dans le même temps, il exploite la contradiction entre le chef de l'Etat et la droite sénatoriale

C'EST une redoutable partie de poker, dans laquelle sont engagés le Sénat et l'Assemblée nationale, Jacques Chirac et Lionel Jospin. Le premier ministre avait, logiquement, mis le premier : dès son discours de politique générale, en juin 1997, il avait fait de la modernisation de la vie politique un des axes majeurs de son action. Le chef de l'Etat avait suivi, « pour voir », au lendemain des élections régionales du printemps 1998, puis, plus nettement, dans son discours de Rennes, le 4 décembre. Plusieurs tours de table ont déjà eu lieu, sur la réforme du mode de scrutin aux européennes (entree) ou celle du mode d'élection des conseillers régionaux (récentement adoptée).

Avec la réforme de la Constitution visant à y inscrire l'objectif de la parité entre les hommes et les femmes en politique, la partie a pris une tout autre tournure. Consensus de la charge symbolique très forte de ce projet, M. Chirac et M. Jospin ont fait cause commune et soigneusement négocié les deux lignes qu'ils entendaient ajouter à l'article 3 de la Loi fondamentale : « La loi favorise l'égal accès des hommes et des femmes aux mandats électoraux et aux fonctions électives ».

C'était sans compter avec leurs

partenaires respectifs, le Sénat et l'Assemblée. Le 15 décembre, en effet, les députés ont décidé que l'égal accès des hommes et des femmes ne devait pas être seulement « favorisé » par la loi, mais « organisé » par elle. Les quelques quatre-vingts parlementaires présents en séance ce jour-là ont donc adopté, à l'unanimité, un texte plus volontariste : « La loi détermine les conditions dans lesquelles est organisé l'égal accès des hommes et des femmes aux mandats électoraux et aux fonctions électives ».

Pour les députés, il doit revenir clairement au législateur de déterminer, au cas par cas, les conditions les plus appropriées pour atteindre l'objectif. « La parité a évidemment vocation à s'inscrire dans les faits aux élections au scrutin de liste », c'est-à-dire les régionales, les européennes et une partie des élections municipales et sénatoriales, soulignait la ministre de la Justice, Elisabeth Guigou, le 15 décembre. Sauf à mettre en cause le droit de tout citoyen éligible de se présenter à un scrutin, le problème est beaucoup plus épineux pour les élections au scrutin uninominal, législatives et cantonales. Récusant le soupçon de la droite qu'il pourrait utiliser la parité comme prétexte pour élargir le

champ des scrutins proportionnels, le gouvernement a indiqué que, pour les scrutins uninominaux, le législateur pourrait inciter à la parité par la pénalisation financière des partis.

Dangereuses balivernes, ont répondu les sénateurs, le 26 janvier. Prenant à contre-pied le président de la République, faisant perdre la face au président RPR du Sénat, Christian Poncelet, la grande majorité des élus de droite du Palais du Luxembourg, avec le renfort éloquent de Robert Badinter (PS), ont balayé le texte voté à l'Assemblée. Refusant de toucher aux principes de la souveraineté - indivisibilité du peuple, universalité du scrutin -, ils ont écarté l'inscription de la parité à l'article 3 de la Constitution.

Estimant qu'il relève de la responsabilité des partis politiques de favoriser la mise en œuvre de l'objectif de la parité, ils ont adopté une modification de l'article 4 selon laquelle les partis « favorisent l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et aux fonctions électives », ajoutant prudemment que « les règles relatives à leur financement public peuvent contribuer à la mise en œuvre » de cet objectif. En s'en remettant aux partis, en écartant le principe de la parité comme élément constitutif de la souveraineté nationale, en refusant que des lois ultérieures l'organisent, en repoussant enfin la solution de compromis esquissée, le 26 janvier, par Michel Charasse (PS) - qui admettait la modification de l'article 4, mais la rendait plus contraignante pour les partis -, le Sénat a fait singulièrement monter les enchères.

PAS DE CADEAU AUX SÉNATEURS

Désormais, tous les joueurs s'observent, feignant l'impassibilité, prêts à bluffer, tentant de deviner les cartes de l'adversaire, supputant le coup suivant. Le 16 février, les députés examineront le projet en deuxième lecture. Leur commission des lois a décidé, le 10 février, de maintenir le texte voté le 15 décembre et a écarté un amendement de Claude Goasguen (DL) qui visait à confier à une loi organique le soin d'organiser l'égal accès des hommes et des femmes aux mandats et fonctions électives. Pas question, pour les députés, de donner au Sénat un droit de veto dans ce domaine. Reste à mesurer l'attitude qu'adopteront, en deuxième lecture, les députés de droite.

Du côté du Sénat et de sa présidence, on se dit décidé à chercher une solution de compromis pour sortir de l'impasse. Ici ou là, on réfléchit à l'hypothèse de reprendre la formulation initiale du gouvernement à l'article 3, mais d'y ajouter la modification sénatoriale sur les partis politiques. Encore faudrait-il que le gouvernement fasse un geste pour esquiver une transaction.

Or, on voit mal pourquoi M. Jospin ferait un tel cadeau aux sénateurs, et, au-delà, au chef de l'Etat. Non seulement, il mène la partie et peut, à tout moment, prendre les Français à témoin du blocage d'une réforme emblématique, mais, surtout, il dispose encore de plusieurs cartes pour renforcer sa main : la réforme visant à limiter le cumul des mandats, refusée par les sénateurs ; la réforme du mode de scrutin sénatorial, que le premier ministre qualifie, en avril 1998, d'« anomalie dans les démocraties » ; enfin, la réforme annoncée de la limitation de la durée des mandats, qui pourrait achever de faire perdre leur sang-froid aux élus du Palais du Luxembourg, voire à l'élite de l'Elysée. Au-delà de la parité, c'est la cohabitation qui est en jeu.

Gérard Courtois

Robert Badinter, sénateur (PS) des Hauts-de-Seine

« On ne peut parler de parité qu'au niveau des candidatures »

« Sénateur socialiste, vous avez pris position contre le projet de réforme constitutionnelle sur la parité. N'avez-vous pas l'impression de gêner le gouvernement ? »

— Non. Quand il s'agit de convictions profondes sur un sujet important, je considère que chacun doit pouvoir s'exprimer. Et le groupe socialiste, lieu de liberté, n'avait donné son accord. Je voulais montrer comment on pouvait arriver au résultat souhaité sans toucher à l'article 3 de la Constitution, qui est au cœur même de la souveraineté républicaine. Ne confondons pas la fin et les moyens ! La fin est claire : il s'agit d'accroître, jusqu'à l'égalité, la représentation des femmes dans les Assemblées. Les moyens sont d'ordre juridique.

« J'ai toujours considéré qu'il y avait, au-delà de la solidarité politique, des principes qui transcendent les clivages partisans. Mais, lorsque le Sénat a refusé qu'une loi contraignante intervienne pour amener les partis politiques à assurer l'égalité de candidature, j'ai voté contre la majorité sénatoriale, comme toute la gauche.

— En quoi l'ajout prévu à l'article 3 de la Constitution porte-t-il atteinte à un principe fondateur de la République ?

— Le débat constitutionnel a été presque escamoté par le débat philosophique sur la parité. La parité est un concept séduisant : femmes et hommes sont en nombre égal dans la nation ; femmes et hommes devraient se retrouver à égalité dans les assemblées élues. Mais cette vision de départ se heurte aussitôt à ce qui constitue le principe fondamental de la démocratie : la souveraineté du peuple. C'est au peuple de choisir librement ses élus. Cela signifie qu'on ne saurait lui imposer un principe constitutionnel selon lequel toutes les assemblées élues devraient être composées à égalité d'hommes et de femmes. Dans aucune Constitution démocratique n'est inscrit le principe de parité.

« En réalité, on ne peut parler de parité qu'au niveau des candidatures. Cela veut dire que l'on doit pouvoir présenter en nombre équivalent des femmes et des hommes aux suffrages des élec-



ROBERT BADINTER

peuple et l'obligation faite aux partis politiques : ne pas modifier l'article 3 de la Constitution, mais réformer l'article 4, qui ne codifie que le rôle des partis. En outre, comme on n'est pas assuré qu'une simple incitation suffirait, il est nécessaire d'inscrire dans la Constitution que la loi dira ce que les partis doivent faire pour assurer l'égalité de candidatures, notamment par la voie d'avantages financiers.

— C'est la même démarche que celle qui avait amené le Conseil constitutionnel, sous votre présidence, à refuser la notion de « peuple corse » ?

— C'est la même inspiration. Il s'agit de sauvegarder la conception française de la souveraineté du peuple, la République universelle. Le peuple français est composé de citoyens, sans aucune distinction entre eux, ni au regard de leur sexe, ni au regard de leur religion, ni au regard de leur race, ni au regard de leurs opinions, ni au regard de leurs moeurs. Tous sont, pour les républicains, égaux et libres. Concrètement, quand il s'agit de voter, tous les citoyens jouissent du droit de vote et sont éligibles, rappelle que la différence des sexes est sans conséquence en droit.

— Pourquoi est-il si grave de mettre cette formule à l'article 3 au lieu de la mettre à l'article 4 ?

— Retourner la proposition : pourquoi vouloir toucher au concept de la souveraineté du peuple, tel qu'il fonde notre République : le peuple considéré comme une unité indivisible ?

— Vous défendez une position proche de celle de la majorité sénatoriale, vous êtes membre de la majorité gouvernementale, pouvez-vous servir d'intermédiaire ?

— Pour être un intermédiaire, il faut être un tiers. J'appartiens à la gauche et j'ai voté contre le texte de la droite sénatoriale. Je souhaite que l'accord se fasse sur la base d'un texte proche de celui voté par l'Assemblée nationale, mais inscrit à l'article 4 de la Constitution. Ce serait assurer l'égalité sans compromettre l'universalité.

Propos recueillis par Thierry Bréhier

Une mobilisation par voie de presse... ou de Web

DEPUIS le vote du Sénat, le 26 janvier, sur la parité, on les a beaucoup entendues, les femmes : philosophes, sociologues, psychanalystes, écrivains, ministres, elles se sont mobilisées et opposées sur ce sujet, qui alimente à la fois un débat intellectuel et très politique, dont les enjeux électoraux ne sont pas absents.

« Toutes contre Sylviane Agacinski. La philosophe, épouse de Lionel Jospin, avait été la première à réagir contre l'« universalisme », défendu par Elisabeth et Robert Badinter. Dans une tribune publiée dans Le Monde du 6 février, M^{me} Agacinski critique ces « Françaises, farouchement antiparitaires, qui se réfugient dans l'abstraction », alors que « l'enjeu de la modification de la Constitution est de sortir d'un faux pas universaliste (...). En permettant de corriger l'effacement des femmes ».

La réplique est donnée dans une tribune cosignée par Elisabeth Badinter, Evelynne Pissier et Danièle Salenave, publiée dans L'Express (daté 11-17 février), dans laquelle les trois auteurs appellent solennellement à refuser la parité. « Venue des femmes, la parité se retournera contre elles, car la ségrégation (...) entraîne toujours la discrimination », écrivent-elles. A ces trois voix s'ajoutent, dans l'hebdomadaire, celles de onze autres intellectuelles, dont l'historienne Mona Ozouf, la psychanalyste Elisabeth Roudinesco, les sociologues Irène Théry et Dominique Schnapper, toutes hostiles à la parité. M^{me} Pissier, Roudinesco et Salenave s'étaient exprimées, séparément, dans Le Monde du 11 février.

« Mesdames les ministres répliquent. En période de cohabitation

offensive, le contraste était trop beau pour ne pas être exploité : à droite, une assemblée de sénateurs plutôt âgés et majoritairement masculins, refusant la parité ; à gauche, des femmes ministres, piliers de l'action gouvernementale, Elisabeth Guigou et Martine Aubry. Toutes deux ont été encouragées à intervenir sur la parité, ces derniers jours. La ministre de la Justice la défend dans l'hebdomadaire Elle (daté 8 février) ; quant à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité, elle explique sa récente conversion aux lecteurs de L'Evenement (11-17 février). Dans cet entretien, illustré d'un photomontage la montrant en présidente de la République, M^{me} Aubry confie : « J'ai toujours été contre les quotas, jusqu'à ces dernières années parce que je les trouvais humiliants pour les femmes », mais, ajoute-t-elle, « il faut voir le nombre d'hommes accrochés à leur pouvoir pour se rendre compte que, sans loi, on n'y arrivera jamais ».

Le mensuel Bida consacre, lui aussi, deux pages au sujet, actualisées in extremis, pour des raisons techniques de « bouclage » du journal, après le vote du Sénat. C'est Roselyne Bachelot, députée RPR, « qui connaît ses machos », l'auteur de l'article, Corinne Goldberger, s'insurgeant de l'après-parité : « Il faudra vite faire de nouvelles lois, pour forcer la main des hommes à nous faire la place. »

Dans le dernier Cosmopolitain, la rédactrice en charge de la rubrique « Allez les filles ! », Sophie de Heredia, a juste eu le temps de glisser huit lignes sur le sujet, titrées « Attention ! », pour annoncer à ses lectrices que « le Sénat freine des quatre fers sur le projet de parité ». Quant au mensuel Marie-Claire, il devrait publier prochainement un entretien avec M^{me} Bachelot. Dans Madame Figaro du 30 janvier, la journaliste Christine Clerc a signé un éditorial intitulé : « Fragiles conquérantes », dans lequel elle évoque « le vote, en guise de cadeau de Noël, d'une loi sur la parité, ressentie par beaucoup comme une humiliation ».

Les rédactrices de ces « féminins » haut de gamme confient volontiers que le sujet est encore étiqueté « féministe », donc « ringard ». L'un d'entre elles observe, cependant, que sur la parité, comme sur la féminisation des titres, les choses sont en train d'évoluer très vite.

Pascale Robert-Diard

Deux délégations parlementaires proposées pour les droits des femmes et l'égalité des chances

Une dizaine de députées ont pris la parole, jeudi 11 février, pour défendre une proposition de loi de Laurent Fabius (PS) tendant à créer deux délégations parlementaires - une à l'Assemblée nationale, l'autre au Sénat - aux droits des femmes et à l'égalité des chances. Décalage entre les droits et la réalité, discriminations sur le marché du travail, dans les fonctions politiques : les députées, toutes tendances confondues, ont fait le même constat. Marie-Jo Zimmermann (RPR, Moselle) s'est montrée « perplexe » devant cet « effet d'annonce ». La députée a quitté l'hémicycle avant le vote du texte, adopté à l'unanimité à l'exception du RPR.

Claude Goasguen (DL, Paris) déclarant qu'« une démocratie moderne » a « tout à gagner » dans l'égalité hommes-femmes, Martine David (PS, Rhône) a lancé : « Dites-le à vos amis du Sénat ! » Celui-ci a souhaité que les députés parviennent à « persuader » les sénateurs que la parité n'est pas « une manœuvre pour les déstabiliser ».

306 F

ÉVOLUER

FRID SPECIAL

11814,80 €

77 500 F

Journal de l'Isère

FRANCE

Mme Comparini cherche à tirer ses orientations budgétaires de l'isolement

Les millionistes rejettent l'appel au dialogue

CHARBONNIÈRES-LES-BAINS (Rhône)

de notre envoyé spécial
Anne-Marie Comparini (UDF), présidente du conseil régional Rhône-Alpes, a présenté, vendredi 12 février, ses orientations budgétaires pour 1999. La politique que le nouvel exécutif entend mettre en œuvre s'inscrit dans le prolongement de celle conduite par Charles Millon avant mars 1998, « dans le respect des engagements pris auprès des Rhône-Alpins » lors de la campagne des élections régionales.

Annouçant le maintien des taux de la fiscalité à leur niveau actuel pour la durée de la mandature et des inscriptions annuelles d'emprunt ne dépassant pas 1 milliard de francs, M^{me} Comparini défend une ligne de conduite budgétaire « raisonnable ».

Ses objectifs sont de préparer les jeunes, de les accompagner vers l'emploi, de contribuer à la création d'emplois nouveaux ainsi qu'à l'apparition de nouvelles activités et de soutenir l'aménagement du territoire. Soucieuse d'ouvrir un large dialogue avec l'ensemble des élus républicains et avec les acteurs de la région, la présidente annonce le lancement d'« initiatives transversales concertées ».

Après neuf mois de troubles, M^{me} Comparini ne peut compter, pour l'instant, que sur le soutien sans faille de l'UDF. Philippe Langenieux-Villard, président du groupe RPR, a mis en garde « ceux qui refuseront ou refuseraient en bloc ce rapport d'orientation budgétaire », car ils prendraient « la responsabilité de laisser l'exécutif aux mains de la minorité socialiste », mais il a appelé, en même temps,

les partisans de Charles Millon à démontrer, « au-delà des péripéties récentes, qu'il existe en Rhône-Alpes une majorité réelle, déterminée à engager une politique d'initiatives, de responsabilité et d'innovation ». Au nom des partisans de l'ancien président, Etienne Blanc a rejeté cet appel et dénoncé un budget « sans ambition », qui risque d'amener la région à « vivre » en suivant les idées des « adversaires » socialistes.

BESOIN DE CLARIFICATION

Prenant ses distances avec « une cogestion de fait entre une partie de la droite, qui dirige l'exécutif, et une partie de la gauche, qui dirige le délibératif », le groupe communiste, par la voix de son président, François Auguste, a émis le souhait que le vote du budget « permette une clarification politique ». Les communistes ne pratiqueront pas toutefois, la politique de la chaise vide et ils entendent participer aux groupes de travail créés dans le cadre des initiatives « transversales ».

« Nous ne sommes pas pour le budget de Charles Millon ni pour celui d'Anne-Marie Comparini », prônant une opposition « claire et constructive », les socialistes critiquent des orientations « trop frileuses », notamment pour la politique de la ville, le développement économique et la formation. Pour Jean-Jack Queyranne (PS), il existe une possibilité de « gagner des marges budgétaires » en réaménageant la dette et en lançant un grand emprunt sur une longue durée, auquel seraient associées les grandes collectivités de la région.

Vincent Charbonnier

Les médecins évitent les pénalités malgré les dérapages de 1998

Martine Aubry veut négocier un nouveau mécanisme de sanction

M^{me} Aubry a annoncé, vendredi 12 février, qu'elle va négocier avec les syndicats médicaux un nouveau mécanisme de responsabilité financière. Le ministre

de la solidarité a suspendu toute sanction pour 1998, mais 10 % des praticiens seront contrôlés en 1999, notamment les cardiologues et les ophtalmologistes.

peu coûteuses, formation continue suivie). Ce nouveau dispositif devant être introduit dans la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2000, « nous avons quatre mois pour le préparer », a-t-elle dit. Sans attendre, elle a demandé aux caisses d'assurance-maladie de renforcer le contrôle individuel des médecins dont l'activité ou les prescriptions sont très élevées.

ÉVALUER LE « SERVICE RENDU »

M^{me} Aubry a annoncé que 10 % des praticiens libéraux seront contrôlés par un médecin-conseil de la Sécurité sociale en 1999. Comme elle l'a fait avec les radiologues, elle va ouvrir des discussions avec les secteurs où les dépenses ont le plus progressé en 1998 (cardiologues, ophtalmologistes, cliniciens, laboratoires d'analyses). Douant de l'efficacité d'un système s'appliquant à tous les médecins, elle a prévenu : « Nous touchons ceux qui dérapent fortement, individuellement et par spécialité ».

Une réforme de la politique du médicament est aussi à l'ordre du jour. Dans le bilan de la Caisse nationale d'assurance-maladie, le poste pharmacie a, en effet, progressé « de plus de 8 % » en 1998, a indiqué M^{me} Aubry. La ministre, qui va engager des négociations avec le Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP), a confirmé que les produits seront passés au crible, classe par classe (veinotoniques, vasodilatateurs, etc.), afin d'évaluer le « service médical rendu ». Etalé sur trois ans, ce réexamen portera, dès 1999, sur les deux tiers du chiffre d'affaires industriel de la pharmacie (plus de 50 milliards de francs, soit plus de

7,62 milliards d'euros) et, notamment, sur les classes de produits où la France s'illustre par une surconsommation (antibiotiques, anticholériques).

Cette entreprise mobilisera les structures compétentes : l'Agence du médicament, la Commission de la transparence et le Comité économique du médicament, renforcé d'une dizaine d'experts. M^{me} Aubry souhaite mettre un terme à certaines « incohérences », comme des différences de prix (du simple au triple) et de taux de remboursement (35 % ou 65 %) considérables pour des produits aux effets thérapeutiques identiques. Elle entend que « le malade trouve, dans chaque catégorie, des médicaments qui répondent à son problème et qui soient bien remboursés ».

Au moment où des experts, comme ceux de la Caisse nationale, prédisent une hausse du déficit de l'assurance-maladie en 1999, M^{me} Aubry a tenu à dénoncer ces prévisions « catastrophistes », tout en reconnaissant que la forte croissance en 1998, des mesures d'économies et un surcroît de recettes de CSG (2,6 milliards de francs, 396 millions d'euros) ont permis d'éponger une grande partie du dérapage : au bout du compte, la dérive de 9 milliards de francs ne se traduira que par un déficit accru d'environ 2 milliards (304,87 millions d'euros), qui le portera à 15 milliards de francs (2,28 milliards d'euros) pour l'ensemble du régime général (maladie, retraites, famille). Il n'est pas sûr qu'une telle situation se reproduise en 1999.

Jean-Michel Bezat...

DÉPÊCHES

■ ÉLECTIONS EUROPÉENNES : Michel Rocard a annoncé, vendredi 12 février, sur Europe 1, qu'il sera « assez vite placé » derrière François Hollande sur la liste socialiste aux élections européennes. Interrogé sur la troisième place qu'il pourrait occuper, il a répondu : « C'est une évidence ». L'ancien premier ministre a rappelé que la deuxième place était réservée à une femme. M. Rocard était la tête de liste socialiste aux élections européennes de 1994 ; il avait recueilli 14,49 % des voix.

■ AGRICULTURE : Alain Juppé a invité le gouvernement, vendredi 12 février, « à défendre avec la détermination nécessaire un modèle européen d'agriculture qui, au fil des années, a pris valeur d'exemple : l'exemple même de l'union et de la solidarité ». Evoquant le « dossier délicat » de la politique agricole commune, dans une « tribune » du Figaro du 12 février, le maire (RPR) de Bordeaux regrette que « les États membres [aient] manqué de fermeté », alors que « la Commission est en passe d'imposer sa vision de la politique agricole européenne, qui privilégie de nouvelles et fortes baisses de prix des productions ». L'ancien premier ministre juge que « la re-nationalisation de la PAC (...) constituerait en particulier un recul inacceptable ».

■ EMPLOIS-JEUNES : le programme emplois-jeunes doit « passer à une action mieux construite et encore plus collective », recommande une étude sur leur « mise en œuvre locale » publiée, vendredi 12 février, par la direction de la recherche du ministère de l'emploi (Dares). La Dares suggère aux « pilotes » chargés d'animer ces emplois-jeunes d'« aller au-devant » des petits employeurs, qui restent « hésitants ». Des fonctionnaires en charge du programme sur le terrain expriment « souvent la crainte » d'une « pression pour « faire du chiffre » » de la part des préfets. En outre, la Dares estime que la plupart des projets « ne sont pas réellement innovants », même si ces nouveaux emplois représentent un « grand progrès » par rapport aux travaux d'utilité collective et aux contrats emploi-solidaire.

306 PEUGEOT, POUR ÉVOLUER AVEC SON TEMPS

11814,80 €
soit 77 500 F TTC

ABS,
DOUBLE AIRBAG[®],
DIRECTION
ASSISTÉE...



RÉSEAU PEUGEOT PARIS - ILE-DE-FRANCE

صلى الله عليه وسلم

SOCIÉTÉ

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 FÉVRIER 1999

JUSTICE Le procès en diffamation intenté par Maurice Papon, ancien préfet de police de Paris, à l'égard de Jean-Luc Einaudi à propos de la répression de la manifestation

du FLN algérien à Paris, le 17 octobre 1961, a permis d'évoquer publiquement ce drame largement occulté. ■ LE SUBSTITUT du procureur de la République a qualifié ces évé-

nements de « massacre » et reconnu la responsabilité du préfet de police, tout en réclamant une peine de principe à l'encontre de M. Einaudi. ■ L'AVOCAT de Maurice

Papon a récusé cette version des faits, niant leur organisation par le préfet, et contesté les dépositions des témoins. ■ JEAN-LUC EINAUDI, pour sa part, a insisté sur le carac-

tère « raciste » de la répression. ■ HISTORIEN, Benjamin Stora rappelle le contexte dans lequel s'inscrivent ces événements, celui de la fin de la guerre d'Algérie.

Le parquet de Paris reconnaît le « massacre » du 17 octobre 1961

Le procès en diffamation intenté par Maurice Papon, préfet de police de l'époque, à l'égard de Jean-Luc Einaudi a fourni l'occasion des premiers débats publics sur la répression de la manifestation du FLN algérien. Selon le substitut, « une houle de haine a submergé les hommes sur le terrain »

QUEL QUE SOIT le jugement que rendra, le 26 mars, la dix-septième chambre du tribunal correctionnel de Paris, Jean-Luc Einaudi a d'ores et déjà remporté une victoire. Grâce au procès en diffamation intenté par Maurice Papon, cet éducateur au ministère de la justice, qui a longtemps travaillé sur la manifestation du FLN algérien organisée le 17 octobre 1961, a bénéficié d'une tribune inespérée. Auteur d'un livre sur le sujet, *La Bataille de Paris* (Le Seuil, 1991), Jean-Luc Einaudi avait affirmé, dans un article publié dans *Le Monde* du 20 mai 1998, que la répression policière de la manifestation avait constitué un « massacre » perpétré par des forces de police agissant sous les ordres de Maurice Papon. Celui-ci, à l'époque préfet de police de Paris, avait jugé ces propos diffamatoires.

Le procès en diffamation intenté par Maurice Papon, ancien préfet de police de Paris, à l'égard de Jean-Luc Einaudi a fourni l'occasion des premiers débats publics sur la répression de la manifestation du FLN algérien. Selon le substitut, « une houle de haine a submergé les hommes sur le terrain »

Jean-Luc Einaudi : « un crime contre l'humanité »

A l'issue des débats, Jean-Luc Einaudi a pris une dernière fois la parole pour s'étonner de l'attitude paradoxale du ministère public qui « reconnaît le massacre du 17 octobre 1961 » et qui, « dans le même temps, demande [sa] condamnation ». Le prévenu dénonce « un parti pris du parquet de Paris » qui lui refuse l'accès aux archives, alors que « des dérogations ont été accordées à d'autres chercheurs ». Il revendique également son statut de « citoyen-militant », car, explique-t-il, « il est du droit et du devoir de chaque citoyen de ce pays de chercher à savoir ce qui a été commis en son nom pour permettre l'émergence d'une vérité que tout veut faire oublier ».

Le prévenu est enfin revenu sur la phrase qu'on lui reproche, « Je maintiens intégralement ce que j'ai écrit, indique-t-il. Mais je précise que ce "massacre" avait un caractère raciste, car les Algériens ont été victimes de leur apparence physique, de leur faciès. Quant à moi j'appelle cela un crime contre l'humanité ».

Jean-Luc Einaudi a été entendu au-delà de ses espérances. Après quatre jours de débats, vendredi 12 février, le ministère public, par la bouche du substitut Vincent Lesclous, a reconnu solennellement la réalité du « massacre » commis ce jour-là par des membres des forces de l'ordre « reniant leurs valeurs, se refusant à la discipline, jouets de la haine qui les a aveuglés ». Pour la première fois depuis les faits, un représentant de l'Etat emploie publiquement le terme de « massacre » pour qualifier un événement resté longtemps enfoui dans un coin de la mémoire collective. Jusque-là, seul le rapport commandé en 1997 par Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, au conseiller d'Etat Dieudonné Madelkern, évoquant la « répression très dure », avait officiellement admis que le nombre de morts parmi les manifestants algériens pouvait se monter à trente-deux. Pour sa part, Jean-Luc Einaudi évalue les victimes à plus de deux cents.

« Il y a eu un nombre important de morts », affirme le représentant du parquet. Des pauvres morts qui, pour certains d'entre eux, sont restés sur la conscience. C'était, pour la plupart, des gens simples et laborieux. Pour la plupart, ils resteront anonymes. Dans la rue et dans les centres d'identification certains des tueurs portaient des uniformes. Pour Vincent Lesclous, les premiers responsables de ce massacre sont en effet « les meurtriers eux-mêmes, qui ont vu jaillir le sang sous leurs coups », mais aussi « la hiérarchie intermédiaire [de la police] qui était sur les lieux, n'a pas arrêté les tueurs et n'a pas dénoncé les faits ».

« Le sang a appelé le sang » En revanche, en affirmant que la répression a été provoquée par « une houle de haine qui a submergé les hommes sur le terrain » et qu'« il n'y avait malheureusement besoin de soir-là ni d'ordres ni d'instructions », le substitut dédouane en partie Maurice Papon. « Il n'était ni le seul ni le premier responsable », indique-t-il, en s'interrogeant sur le caractère « suffisamment scientifique » de la démarche de Jean-Luc Einaudi. Vincent Lesclous critique principalement l'emploi du terme « sous les ordres », qui constitue selon lui un « jugement personnel non étayé ». M. Einaudi a utilisé des sources partielles, je ne dis pas partielles de prudence, insiste-t-il. Pour ne pas avoir ordonné d'enquête, avoir tu les exactions et ne pas avoir sanctionné, on peut mettre en avant une responsabilité du préfet de police, mais on ne peut pas dire que les forces de l'ordre ont agi sous ses ordres. Estimant que l'auteur de la phrase incriminée a « manqué de circonspection » et que la diffamation est établie, le représentant du ministère public a réclamé à son encontre une peine de principe.

Intervenant pour Maurice Papon



revenu au procès pour ce dernier jour d'audience, M. Jean-Marc Varaut s'est attaché à réduire en miettes les accusations de Jean-Luc Einaudi, présent comme « le seul à affirmer ce qu'il affirme, avec pour source essentielle les archives du FLN ». Il juge « peu crédibles » la plupart des témoignages cités par la défense et entendus, la veille, par le tribunal. L'historien Pierre Vidal-Naquet ? « Il ne sait rien et il est venu témoigner qu'il ne sait rien. » Les participants à la manifestation ? « Des membres du FLN modestes dans leurs déclarations. » Les témoins visuels ? « On a vu un photographe de l'Humanité plutôt discret. » Les sources policières ? « Des syndicalistes anonymes. » M. Varaut n'accorde de crédit au bout du compte qu'à deux témoignages, ceux de deux appelés du contingent qui « ont vu des violences, des matraquages, des actes inhumains ». « Le sang a appelé le sang et jamais on n'aurait dû arriver à ça, admet-il, mais un massacre implique une organisation. Ce soir du 17 octobre, il ne s'agissait pas d'un Sabra et Chatila, d'un Oradour. La police n'était pas préparée pour faire une Saint-Barthélemy. Ce n'était pas un massacre ! »

LE SILENCE FACE AUX BRUTALITÉS Pour l'essentiel, le conseil de Maurice Papon s'est appliqué à justifier la répression de la manifestation, indiquant que son client avait eu pour consigne de « tenir Paris ». Depuis le mois d'août, la fédération de France du FLN était passée à une action plus intense, annonçant des assassinats de policiers isolés, soutient-il. Elle voulait saper le moral des forces de l'ordre et contraindre les négociateurs français

à tout abandonner. Selon l'avocat, « la répression était légale dans son principe, rude par nécessité et affreuse par certaines de ses expressions. Pourtant le FLN a été démantelé et Paris a été libéré de la peur. A un prix lourd, mais à un prix sans doute nécessaire ».

Pour sa part, M. Pierre Mairat, conseil de Jean-Luc Einaudi, a insisté sur le rôle central de Maurice Papon. « C'était l'homme de la situation, l'homme de ceux qui, au gouvernement, voulaient que l'Algérie reste française, lance-t-il. Il avait la réputation d'être un homme dur, à poigne, doté d'une intelligence froide, désincarnée et sans état d'âme. » L'avocat rappelle notamment les structures mises en place par l'ancien préfet de police de Paris : les centres d'interrogatoires, « qui étaient en fait des centres de torture » ; la force auxiliaire de police, composée de harkis « chargés d'accomplir les basses besognes ». « Toutes les conditions étaient réunies en 1961 pour qu'il y ait un massacre. »

M. Mairat accuse Maurice Papon, qualifié de « négationniste », de « menteur » et de « bluffeur », d'être à l'origine de l'état d'esprit qui régnait alors dans la police parisienne, en choisissant le silence « face aux brutalités de ses troupes ». « C'était une forme d'ordre et déjà une responsabilité d'une extrême gravité. » Évoquant la répression de la manifestation, l'avocat considère qu'un préfet de police « est le seul chef, celui qui donne le ton, que tous les policiers regardent : s'il tempête, on se fait tout petit, mais si on sent qu'il ne sera pas fâché et s'il couvre les excès, alors tous les débordements sont possibles ». Jugement le 28 mars.

Acacio Pereira

Benjamin Stora, professeur d'histoire à l'université Paris-VIII

« L'une des rares fois depuis le XIX^e siècle où la police a tiré sur des ouvriers à Paris »

« Où en est la guerre d'Algérie lorsque les Algériens de France décident de manifester à Paris le 17 octobre 1961 ?

Le contexte est celui de la fin du conflit, puisque les négociations entre le général de Gaulle et le FLN sont entamées et qu'elles aboutiront cinq mois plus tard aux accords d'Évian. De Gaulle a fait le choix de l'autodétermination de l'Algérie depuis deux ans, mais il souhaite se présenter en position de force dans les négociations, où des questions fondamentales comme le sort du Sahara et le statut des pieds-noirs restent en suspens. Le FLN a exactement le même souci de rapport de forces. La Fédération de France, qui appelle à manifester, craint d'être oubliée et veut elle-même peser dans les discussions. Par ailleurs, c'est une époque où se développe une guerre franco-française. De Gaulle vient d'échapper à un attentat de l'OAS et doit faire face à la nervosité de ses troupes militaires et policières.

Tel est le climat, le 5 octobre 1961, lorsque le préfet de police de Paris, Maurice Papon, décide de soumettre les Algériens à un couvre-feu, leur interdisant ainsi de sortir le soir des ghettos de banlieue où ils sont confinés. Pour montrer leur refus de cette décision, la Fédération de France du FLN demande précisément aux Algériens de sortir des banlieues le soir du 17 et d'envahir les Grands Boulevards, les Champs-Élysées, le Quartier latin, autrement dit l'espace central de la métropole coloniale. L'effroi suscité par cette annonce explique la grande féroacité de la répression et l'attitude d'une partie de la presse, qui stigmatise « l'invasion nord-africaine » en plein Paris.

La manifestation constitue-t-elle une surprise pour la police ?

Pas réellement car elle est renseignée par ses indicateurs et ses

harkis qui patrouillent à l'intérieur de la communauté algérienne. D'où les dispositions prises pour empêcher l'entrée des Algériens dans la capitale. Des cordons de policiers ont été concentrés sur les ponts de Bezons et de Neuilly, principaux points d'accès vers Paris, qui vont devenir des lieux de tragédie.

Comment expliquez-vous le déclenchement de violence policière ?

La police est très nerveuse parce que des commissariats ont subi des mitraillages meurtriers commis par des Algériens. Il faut dire aussi que les policiers parisiens ont une tradition de violence par rapport à l'immigration algérienne. Le 14 juillet 1953, ils ont tiré sur des Algériens qui manifestaient avec la CGT, place de la Nation, pour célébrer la Révolution française, faisant six morts et cinquante blessés. Les balles de la police ont à nouveau fait des morts, le 9 mars 1956, lorsque des Algériens nationalistes ont manifesté contre les pouvoirs spéciaux [dispositif législatif obligeant tous les jeunes Français du contingent à aller combattre en Algérie].

Ces drames ont été effacés de la mémoire collective parce que la gauche était alors au pouvoir, mais ils annoncent le paroxysme du 17 octobre 1961. A cette date, les immigrés algériens sont perçus en France comme une cinquième colonne. Cette réputation est renforcée par leur statut ambigu. Ils ne sont considérés ni comme des Français à part entière bien qu'en possédant la nationalité, ni comme des Algériens puisque leur pays n'est pas reconnu. On les appelle « musulmans », « Nord-Africains », et cette étrangeté juridique exacerbe la logique du soupçon policier à leur égard. Enfin, la guerre d'Algérie a toujours été considérée comme une opération de maintien de l'ordre interne, comme une opé-



Benjamin Stora

ration policière. Les policiers se sentent donc investis d'une mission particulière.

Du côté du FLN, à quelle stratégie répond l'appel à manifester ?

Il s'agit de montrer sa force au cœur de Paris, à un moment où le général de Gaulle songe encore à une « troisième voie », intermédiaire entre le FLN et l'Algérie française. A cela s'ajoute la volonté de la Fédération de France du FLN d'exister au sein du nationalisme algérien. L'émigration en France est encadrée de façon presque coercitive, et le choix est fait de l'emmenner seule à l'affrontement politique, indépendamment de la gauche française, alors que celle-ci a fini par pencher largement pour l'indépendance algérienne. On peut s'interroger sur cette orientation : peut-être y a-t-il eu une sous-estimation de la détermination du général de Gaulle à s'imposer dans la négociation et à faire régner l'ordre.

Maurice Papon explique les morts du 17 octobre par des règlements de comptes entre factions algériennes rivales. Qu'en pensez-vous ?

L'argument ne tient pas la route une seconde. En 1961, le MNA, rival du FLN, a été battu politiquement et physiquement. Il a disparu en 1959 de la région parisienne. A l'époque dont nous par-

lons, le FLN a assuré son hégémonie politique sur l'immigration.

Mais n'existe-t-il pas des Algériens qui refusent de suivre les consignes du FLN ?

Bien sûr, il y en a toujours eu. Mais imaginer que l'on va profiter d'une manifestation en plein Paris pour tuer des gens qui rechignent à cotiser, c'est absurde. Les seuls règlements de comptes possibles en 1961 se situent entre les nationalistes et les harkis parisiens, ces brigades de « calots bleus » que Maurice Papon avait vus à l'œuvre lorsqu'il était préfet de police de Constantine en 1958, et transposé à Paris. Mais si des harkis sont entrés en action le 17 octobre, c'est aux côtés des policiers français, sûrement pas à l'intérieur des cortèges algériens.

Le choix de l'affrontement politique fait par le FLN, le 17 octobre, ne supposait-il pas des risques pour les manifestants ?

Franchement non. Cette stratégie relève plus de la méconnaissance de la société française que de la volonté d'envoyer les gens au casse-pipe. La Fédération de France pensait vraiment qu'une manifestation pacifique, avec femmes et enfants au cœur de Paris allait montrer à la face du monde la volonté d'indépendance du peuple algérien. La naïveté et la sous-estimation politique est totale de la part d'une direction politique qui est exilée en Allemagne. En tout cas, son intérêt n'est certainement pas d'ouvrir un second front violent en France. L'émigration est la principale source de financement des maquis algériens et il n'est pas question de la déstabiliser. C'est pourquoi l'argument de l'état de guerre en France, pour justifier de l'emploi de la violence, ne tient pas. La guerre n'existait pas en France mais en Algérie. Le 17 octobre, c'est tout simplement l'une des rares fois depuis le XIX^e siècle où la police a tiré sur des ouvriers à Paris.

La personnalité de Maurice Papon a-t-elle joué un rôle spécifique dans les événements ?

C'est un haut fonctionnaire dont la main ne tremble pas. A Bordeaux sous Vichy ou à Constantine, il a agi en homme d'ordre et d'autorité et continue de le faire en 1961. Le 17 octobre à Paris, je pense qu'il obéit à un ordre : rétablir l'ordre à tout prix et empêcher que Paris ne devienne une caisse de résonance du nationalisme algérien.

Qu'est devenue la mémoire du 17 octobre 1961 en France et en Algérie ?

Il y a longtemps que cette date est commémorée en Algérie comme la « journée de l'émigration ». Ce pays se légitime beaucoup par une histoire sur héroïque,

par des chiffres de martyrs. On présente le peuple comme un héros unique tout en masquant les hommes qui, comme Mohamed Boudiaf, ont mené la bataille mais ne sont plus en odeur de sainteté. Côté français, la date a été soigneusement dissimulée. Elle a ressurgi dans l'espace public en 1991, lorsque des enfants d'immigrés ont organisé une manifestation anniversaire. Les beurs recherchent l'histoire de leurs parents ainsi que leur propre généalogie dans la société française. Ils veulent à la fois être français et respecter la mémoire de leurs pères, et donc inscrire le 17 octobre dans l'histoire de France.

Propos recueillis par Philippe Bernard

CORRESPONDANCE

Une lettre d'Alain Carignon

A la suite de notre article intitulé « Alain Carignon encourt une nouvelle peine d'emprisonnement » (*Le Monde* du 16 janvier), l'ancien maire de Grenoble, qui fut également président du conseil général de l'Isère jusqu'en 1996, a souhaité apporter les précisions suivantes :

1. Je suis déclaré gestionnaire de fait d'une société d'économie mixte départementale (SEM), alors que la notion de gestion de fait répond à des critères définis par la loi et qui ne sont pas réunis en l'espèce. En effet, la SEM disposait d'un président-parlementaire, d'un directeur général, d'un conseil d'administration actif et pluraliste et je ne me suis pas immiscé dans sa gestion autrement que par des interventions classiques de président du conseil général.

2. Il m'est reproché d'avoir commandé, au titre de président du conseil général, à cette SEM

d'études, l'étude – justement – d'un circuit automobile qui n'a pas vu le jour, l'accusation estimant ces études injustifiées. Or ces études ont permis au conseil général, en renonçant finalement à ce projet, d'économiser la dépense de l'ordre de 300 millions de francs et le déficit annuel de l'ordre de 30 ou 40 millions de francs qu'aurait produit cette réalisation.

3. Il m'est reproché d'avoir « falsifié » un document ! (...) Sur la base d'une expertise des services financiers du département, j'ai adressé officiellement au président de la SEM une lettre détaillée pour refuser dans le bilan d'un contrat de concession une somme supérieure à 2 millions de francs qui imputait au conseil général des dépenses extérieures à l'objet de la concession. Si je n'avais pas récusé ces dépenses, j'aurais commis un délit.

Lambadel
paraîtra en co



سكراة الجاهلي

Jean-Christophe Cambadélis, numéro deux du PS, comparaitra en correctionnelle

Il est soupçonné d'avoir été employé fictivement par un gestionnaire de foyers d'immigrés

Un juge d'instruction parisien a décidé, mercredi 10 février, de renvoyer devant le tribunal correctionnel Jean-Christophe Cambadélis, actuel nu-

méro deux du Parti socialiste. Mis en examen, en 1996, pour « recel d'abus de biens sociaux », M. Cambadélis est soupçonné d'avoir perçu, entre

1993 et 1995, des salaires injustifiés d'un organisme gérant des foyers de travailleurs immigrés, présidé par un ancien cadre du Front national.

L'ACTUEL numéro deux du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis, a été renvoyé, mercredi 10 février, devant le tribunal correctionnel de Paris par le juge d'instruction parisien Henri Pons dans une affaire de rémunérations fictives. M. Cambadélis, aujourd'hui membre du bureau national du PS, chargé des relations extérieures et des fédérations, avait été mis en examen, le 6 novembre 1996, pour « recel d'abus de biens sociaux ».

La justice le soupçonne d'avoir perçu, entre 1993 et 1995, près de 500 000 francs de salaires injustifiés de l'AGOS, un organisme dépendant de l'Agence des foyers et résidences hôtelières privées (AFRP), dont le président, Yves Laisné, ancien cadre du Front national dans les années 70, est également renvoyé devant le tribunal pour « abus de confiance, abus de

biens sociaux et présentation de bilans inexacts ».

L'affaire débute, en 1993, après une mission de l'inspection générale des finances sur les conditions dans lesquelles l'AFRP a tenté, en 1992, d'investir des fonds importants dans une société propriétaire d'appartements gérés par le « 1 % logement ». L'analyse de cette opération, qui s'avéra être un échec, conduira à la découverte de pratiques irrégulières et à l'ouverture d'une information judiciaire. Subventionnée par le Fonds d'action sociale (FAS), l'AFRP qui encaissait les redevances des travailleurs immigrés, avait, en fait, servi à alimenter frauduleusement une société contrôlée par M. Laisné, la Cofimo. Spécialisée dans la création et la gestion de foyers de travailleurs immigrés et de personnes défavorisées, l'AFRP, en charge de 35 foyers, sera mis en li-

quidation judiciaire le 10 mai 1996.

Après son « raid » manqué, M. Laisné a fait appel, début 1993, à Jean-Christophe Cambadélis comme chargé de mission à mi-temps, chargé d'un travail de conseil en communication. L'actuel numéro deux du PS vient alors de perdre son mandat de député du 19^e arrondissement de Paris. Il perçoit grâce à cet emploi un salaire mensuel de 14 000 francs. Au cours de l'enquête, M. Cambadélis a assuré avoir fourni de réelles prestations à l'AFRP sans pour autant être en mesure de fournir de preuves tangibles de ce travail. Ces affirmations ont, semble-t-il, été confirmées par M. Laisné au cours de l'instruction.

Par ailleurs, la collaboration entre les deux hommes n'a pas manqué d'étonner au regard de leurs engagements politiques respectifs. Fondateur du Manifeste

contre le Front national et coauteur, en 1998, d'un ouvrage analysant le mouvement léniniste, M. Cambadélis paraissait peu enclin à travailler avec un ancien membre du comité central du Front national qui a quitté le parti d'extrême-droite en 1977. Interrogé par *Le Monde*, en 1995, M. Cambadélis avait souligné à propos de son employeur : « Il m'avait dit que, par le passé, il avait été violemment anticomuniste. Tout le monde a fait des erreurs de jeunesse ».

Régissant, vendredi 12 février, à l'annonce du renvoi de Jean-Christophe Cambadélis devant le tribunal, le secrétaire national du PS, François Hollande, a indiqué : « La justice doit passer. Elle établira s'il y a des raisons à une action pénale et s'il n'y a en pas, elle l'acquittera. »

Jacques Follorou

Sanctions aux RG des Yvelines après le saccage du bureau de Dominique Voynet

A LA SUITE de l'invasion du bureau de Dominique Voynet, la ministre de l'environnement par une centaine d'agriculteurs en colère, lundi 8 février, (*Le Monde* du 10 février), le directeur départemental des renseignements généraux (RG) des Yvelines, André Lacaze, devrait faire l'objet d'une mesure de sanction. Convoqué mardi 16 février par l'administration, il devrait être contraint de quitter son poste.

Alertés par la gendarmerie des risques de désordre liés à la manifestation des agriculteurs et de la cible que pouvait constituer Dominique Voynet, les RG des Yvelines sont soupçonnés de ne pas avoir transmis l'information rapidement à leurs collègues policiers parisiens. Selon une source policière, le renseignement des gendarmes avait cependant eu « au moins sept ou huit destinataires ».

DÉPÊCHES

■ **EXCISION** : l'avocat général Philippe Bilger a requis, vendredi 12 février, à la cour d'assises de Paris, sept ans de prison à l'encontre de Hava Gréou, une Malienne de cinquante-deux ans accusée d'avoir excisé quarante-huit fillettes. Vingt-six parents de victimes, poursuivis pour « complicité de violences volontaires sur mineures de quinze ans ayant entraîné une mutilation », se voient réclamer une peine de cinq ans d'emprisonnement avec sursis. Hava Gréou, qui est en détention provisoire depuis bientôt cinq ans, avait déjà été condamnée en 1994, à une peine d'un an d'emprisonnement avec sursis pour des faits similaires.

■ **ÉDUCATION** : de 3000 à 4000 enseignants d'Ile-de-France ont manifesté, vendredi 12 février à Paris, pour réclamer la démission du ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre, et l'arrêt de ses réformes. Ce défilé a réuni des professeurs du second degré dont la plupart défilaient sous la bannière de leurs établissements et d'autres derrière des banderoles syndicales (SNES, SUD, SGEN-CFDT, CGT, CNT). Selon le ministère, 14 à 18 % des enseignants de collèges et lycées d'Ile-de-France étaient en grève vendredi 12 février.

■ **AVANCHES** : cinq personnes, évoluant hors-piste sont mortes vendredi 12 février dans deux coulées de neige au Val d'Isère (Savoie). Aux Arcs, trois skieurs ont été ensevelis et à Val d'Isère, deux surfeurs ont trouvé la mort. Les deux avalanches, qui ont eu lieu peu après 15 h 00, se sont produites quatre jours après la catastrophe des hameaux du Tour et de Montroc, près de Chamoin (Haute-Savoie), qui a fait douze morts.

■ **AVIATION** : un Airbus A-320 d'Air France, avec 165 passagers à bord, a été heurté, vendredi 12 février, par un planeur au cours de la phase d'approche de l'aéroport de Montpellier (Hérault), sans faire de victime. L'accident s'est produit au-dessus du pic Saint-Loup, une montagne située à moins de dix minutes à vol d'oiseau de l'aéroport de Montpellier, et fréquentée par de nombreux planeurs en raison des vents portants.

■ **POLICE** : un rapport préconise d'affecter une partie des 13 000 CRS et des 17 000 gendarmes mobiles dans le département dits « sensibles ». Ce document de juillet 1998, commandé par Lionel Jospin et publié par *Libération* (samedi 13-dimanche 14 février), révèle que la mission originale de ces forces mobiles - en l'occurrence le maintien de l'ordre - ne représente plus que 13 % de l'activité des gendarmes mobiles et 18 % de celle des CRS.

Pascal Caux

Les chiffres de la délinquance de 1998 orientés à la hausse

APRÈS trois années de baisse, la délinquance a augmenté de 2,06 % en 1998, par rapport à 1997, selon les chiffres rendus publics, vendredi 12 février, par la police nationale et la gendarmerie. Le nombre de crimes et délits constatés s'est élevé à 3 565 525 en 1998 contre 3 493 442 en 1997. Malgré ce résultat, l'année 1998 reste la troisième « meilleure année » de la décennie après 1996 et 1997, a souligné Didier Cultioux, le directeur général de la police nationale.

Ces statistiques rassemblent les données collectées par les quelque 7 000 services de police et de gendarmerie, à partir des procès-verbaux de police judiciaire. Sur l'ensemble des faits enregistrés, 74,24 % l'ont été par la police nationale, et 25,76 % par la gendarmerie en charge des zones rurales et périurbaines. Les vols représentent près des deux tiers des infractions. Les infractions

économiques et financières constituent 8 %, les atteintes aux personnes 6,2 % et les autres infractions dont les stupéfiants, 21,47 %.

ILE-DE-FRANCE EN TÊTE

Les vols, qui étaient en baisse sensible en 1997 (-3,72 %), ont augmenté de 2,10 % en 1998 (+5,5 % pour les vols avec violence, sans arme à feu). Les infractions économiques et financières ont, quant à elles, diminué de 2,74 %. Les crimes et délits contre les personnes sont orientés à la hausse (2,78 %), tout comme les infractions à la législation sur les stupéfiants (6,78 %). Avec 1 105 000 doses saisies, l'ecstasy connaît la hausse la plus spectaculaire (458 %), confirmant ainsi les analyses de l'Observatoire géopolitique des drogues.

La délinquance de voie publique progresse de

1,31 %, représentant 55 % des crimes et délits. Les résultats de 1998 réaffirment également la hausse importante du nombre de mineurs mis en cause : elle est de 11,23 %, contre 7,38 % en 1997. En 1998, les mineurs représentent 21,77 % du total des personnes mises en cause contre 19,37 % en 1997.

La géographie criminelle conserve la même physionomie. Quatre régions - l'Ile-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes, Nord-Pas-de-Calais - regroupent 55,25 % de la totalité des faits constatés. En Ile-de-France, seuls les Hauts-de-Seine (-2,71 %) et le Val-d'Oise (-1,07 %) échappent au mouvement de hausse. En 1998, un peu plus d'une infraction sur quatre en métropole a été constatée en Ile-de-France.

Pascal Caux


EN FÉVRIER CHEZ CITROËN

ABS

PEINTURE MÉTALLISÉE

4 COUSSINS GONFLABLES DE SÉCURITÉ

AIR CONDITIONNÉ RÉGULÉ



Pour l'achat (1) d'une Xsara Clim 1.4i Coupé ou (2) d'une Xantia Clim 1.8i 16V, Tarif Cit. conseillé du 1/02/99 A.M. 99. Offre non cumulable réservée aux particuliers dans le réseau pastormat.

Modèle présenté : Xantia Clim 2.0i 16V avec options : 122 000 F.

XSARA CLIM 89 500 F

XANTIA CLIM 113 000 F

SAXO À PARTIR DE 49 900 F

(3) Citroën alloue 6000 F à la valeur de reprise de votre véhicule pour l'achat d'une Saxo 1.0i 8 portes neuve. La valeur de reprise est calculée en fonction du kilométrage et de l'âge du véhicule. Les avantages de la remise à l'état standard et d'un abaissement de 15 % pour l'achat d'une des trois voitures citées ci-dessus. Offre non cumulable, réservée aux particuliers, valable sur véhicule d'une cylindrée inférieure ou égale à la Saxo 1.0i 8 portes achetée dans les points de vente. Tarif conseillé du 1/02/99 A.M. 99. Modèle présenté : Saxo VTS 1.6i avec options : 88 100 F.

CITROËN TOTAL

LE PROCÈS DU SANG CONTAMINÉ

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 FÉVRIER 1999

La Cour s'interroge sur l'absence de sélection des donneurs de sang de 1983 à 1985

La circulaire de juin 1983 qui demandait l'exclusion des « groupes à risque » n'a jamais été appliquée, d'où le nombre de contaminations en France. « Ce serait une illusion de croire que les directives peuvent s'imposer sans heurts à la corporation libérale des médecins », a commenté M. Fabius

QUAND la passion et la colère grondent, faut-il répéter une vérité dix fois, cent fois pour qu'elle soit finalement entendue ? C'est ce que dit Michel Setbon aux juges de la Cour de justice, vendredi 12 février, qui voulait l'écouter au plus fort de l'affaire. Il y a six ou huit ans ? En 1991, ce chercheur au CNRS a achevé une enquête comparative, fruit de deux années de recherche portant sur la mise en place, en 1985, des politiques de dépistage systématique au cours de dons du sang dans trois pays européens : la Suède, la Grande-Bretagne et la France. Et sa conclusion tombe : « Il n'y a pas de relation de cause à effet entre la mise en place des tests de dépistage et les contaminations. »

Généralisé en août 1985 dans l'Hexagone et deux mois plus tard en Suède et en Grande-Bretagne, le dépistage obligatoire, explique ce chercheur, n'a pas empêché la France de comptabiliser un nombre infiniment plus important de contaminations par transfusions (treize fois plus de cas qu'en Grande-Bretagne). Pourquoi ? Michel Setbon rappelle qu'il existait, bien avant la mise au point des tests, « un autre moyen tout aussi efficace » de prévention des contaminations par transfusion : la sélection des donneurs de sang. Retenue dans les trois pays, cette disposition a donné lieu, en France, à l'établissement d'une circulaire du secrétariat d'Etat à la santé le 20 juin 1983, qui a été adressée aux centres de transfusion sanguine (CTS). La Grande-Bretagne et la Suède ont appliqué cette mesure d'exclusion des sujets « à risque » « de façon effective et rigoureuse ». La France ne l'a pas mise en œuvre.

LE MALADE ET LE MÉDECIN

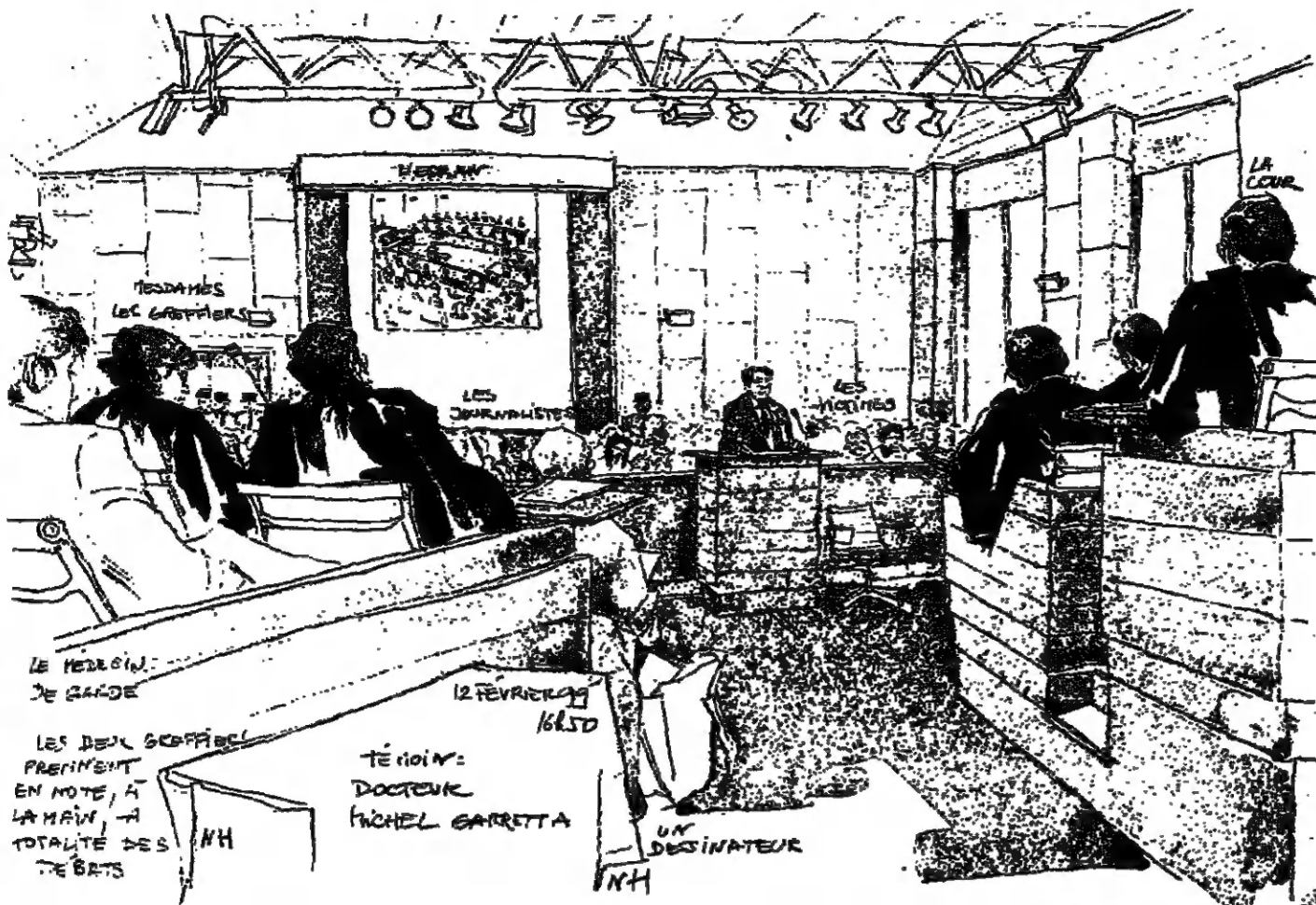
C'est précisément cette inapplication par la communauté transfusionnelle française qui est reprochée à l'ancien secrétaire d'Etat à la santé, Edmond Hervé. Le parquet général demande des comptes. Pourquoi cette circulaire n'a-t-elle pas été appliquée ? « Nous touchons à la relation singulière entre le malade et le médecin », explique Edmond Hervé. Soulignant qu'une circulaire de rappel a été adressée au CTS en janvier 1985, l'ancien ministre souhaite dire, plus généralement, combien l'interventionnisme étatique est généralement mal accepté, en France, par les médecins.

« Cette circulaire était aussi difficile parce qu'elle désignait des catégories à risque [NDLR : les homosexuels, les toxicomanes], ajoute le procureur général Jean-François Burgelin. Mais, à sa droite, l'avocat général Roger Lucas trouve l'explication un peu courte. Membre de la hiérarchie judiciaire, ce magistrat du parquet a, dit-il, lui aussi reçu « des directives du ministère de la justice sous forme de circulaires ». « Et dans les mois qui suivaient, affirme-t-il, je recevais toujours un rappel me demandant de faire un rapport sur [leur] mise en œuvre. »

De la part de l'avocat général, c'est peut-être en faire un peu trop. Le 13 janvier 1984, a déjà observé la cour, Myrtille Ezratty, directrice de l'administration pénitentiaire, nommée par la suite première présidente de la cour d'appel de Paris, a précisément signé une circulaire visant à encourager les collectes en milieu carcéral, qui furent l'une des principales causes de contaminations. Or, personne, ni au ministère de la justice ni à la santé, n'eut la présence d'esprit de relever la contradiction majeure entre cette circulaire et les précautions sanitaires édictées par la circulaire du 20 juin 1983.

Laurent Fabius, assis à l'aise dans son costume à nouveau gris clair après sa journée d'explications en marine profond, intervient. Si la hiérarchie judiciaire doit naturellement se plier aux directives d'Etat, dit-il en substance, « ce serait une assez grande illusion de croire que ces mêmes directives puissent s'imposer sans heurts à la corporation libérale des médecins ». Le procureur général rebondit et s'adresse à Michel Setbon : « La sélection française des donneurs a-t-elle été une dévotion médicale ou gouvernementale ? » Le chercheur fait cette seule observation : en 1983, dans aucun pays, pour cette mesure « technique », le politique n'était impliqué.

Ancien médecin au Centre national de transfusion sanguine (CNTS)



LE MÉDECIN DE GARDE

LES DEUX SCOPPEL PRÉSENTENT EN NOTE À LA MAIN LA TOTALITÉ DES DÉBATS

LE TÉMOIN DOCTEUR MICHEL GARRETTA

UN DÉSIGNATEUR

12 FÉVRIER 1999

16.50

NH

NH

NH

NH

NH

NH

NH

NH

NH

NH

NH

NH

NH

NH

NH

NH

nu de sa situation judiciaire. Contraint par la cour, il accepte de prêter serment. Par « respect envers les victimes » et parce qu'il est « un témoin innocent ».

CAUSES CULTURELLES

Bahman Habibi veut souligner deux « causes culturelles » du drame du sang contaminé en France. D'une part, « la tradition française d'intégration et de non-exclusion des personnes, forgée par l'école », qui « incite à ne pas marginaliser une couche sociale » : ce fondement est à la source,

selon lui, de l'inapplication, par les transfuseurs, de la circulaire de juin 1983 sur la sélection des donneurs de sang parce qu'ils souhaitaient conserver l'accès du don à tous. D'autre part, la trop grande prescription, en France, de produits sanguins : les États-Unis, affirme-t-il, consomment deux fois moins de globules rouges, six fois moins de plasma. Une tendance qui s'est orientée à la baisse après la révélation de l'affaire.

En mars 1985, la commission consultative de la transfusion san-

guine (CCTS) a commandé à ce médecin un rapport global sur le sida et la transfusion sanguine. Transmis le 30 mai 1985 à la Direction générale de la santé, puis au cabinet du premier ministre, quelques jours avant l'annonce du dépistage obligatoire, le document formulait trente recommandations, abordant tous les aspects du dossier (dépistage, chauffage, problèmes des stocks non testés, rappel des transfusés, etc.). « J'en ai également adressé une copie au conseil de l'ordre des médecins pour une diffusion auprès du corps médi-

Un procès « public, pas pour le public »

A l'ouverture de la quatrième journée d'audience, le président de la Cour de justice de la République, Christian Le Gunehec, probablement échauffé par les critiques concernant sa conduite des débats, a fait une courte mise au point expliquant sa vision personnelle de la procédure devant la Cour : « L'audience se tient selon les règles du procès correctionnel, a-t-il dit, c'est-à-dire que les juges sont des juges qui connaissent tous le dossier, et non des jurés. Nous sommes dans un procès public, pas dans un procès fait pour le public. Le seul but est que les juges puissent acquiescer une conviction. »

Fortement critiqué par les familles des victimes pour avoir laissé, jeudi 11, Laurent Fabius mener comme il l'entendait sa défense, le président Le Gunehec a estimé qu'il n'était pas dans les pouvoirs du juge d'interrompre la défense. « Le juge est un arbitre entre la défense et l'accusation. Il ne peut être un accusateur », a-t-il conclu.

Puis, tel un météore, le professeur Jean Bernard, quatre-vingt-deux ans, apparaît. Le procureur général Burgelin s'adresse à lui comme un ingénieur de Baikonour à la station Mir : « Professeur, vous m'entendez ? » En une courte intervention, l'hématologue de renom, qui personne ne songe à retenir, répond qu'il « ne [croit] pas beaucoup à la responsabilité des ministres ». Rivé à la déclaration du Comité national d'éthique qu'il présidait le 13 mai 1985, il évoque les « incertitudes » d'alors et la « rapidité des événements » à l'aune planétaire des vieilles maladies.

Reste à l'audience à prendre, avec la comparaison du docteur Jean-Pierre Allain, condamné à quatre ans de prison dont deux avec sursis, aujourd'hui professeur à l'université de Cambridge, et celle de Michel Garretta, comme un arrière-goût de « premier procès du sang » pour « tromperie sur la qualité substantielle » des produits délivrés aux hémodés.

Il reste trois témoins. Le président Le Gunehec suspend l'audience, puis béat. Il est cinq heures. Des juges-sénateurs s'éveillent. « Ah ! non. On arrête ! », crie l'un d'eux, excédé. Flottement, chahut et coup de sonnette de l'audience. Poignée de mains entre Laurent Fabius et un présentateur de journal télévisé. Et comme la Cour de justice « surplombe » se retire en week-end dans ses circonscriptions, le président Le Gunehec, perdu, n'a plus qu'à constater : « Bon. En bien, je crois que l'audience est vraiment suspendue. »

Jean-Michel Dumay
Dessin : Noëlle Herrenschildt

Michel Garretta invoque « une erreur collective »

A SON ARRIVÉE, on fait silence. Est-il un autre homme ? Michel Garretta, cinquante-quatre ans, ancien directeur général du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), était hier la figure emblématique et sans nuances de la contamination de la communauté des hémodés. Condamné à quatre ans de prison ferme et 500 000 francs d'amende pour tromperie sur la qualité des produits, il a été à nouveau mis en examen, en 1994, pour empoisonnement. Il est aujourd'hui, sans moustaiche, conseiller en recrutement.

D'emblée, il prévient : « Je ne veux pas prêter serment. J'ai déjà été jugé deux fois pour la même affaire, condamné, puis à nouveau remis en examen au mépris de l'autorité de la chose jugée. » L'homme à qui s'adressent ces propos ne l'ignore pas. Le président de la Cour de justice, Christian Le Gunehec, présidait la chambre criminelle de la Cour de cassation lorsqu'elle ouvrit la voie, en 1994, à de nouvelles poursuites contre le docteur Garretta. Le président l'interrompt : « La Cour de justice n'est pas en charge de vous juger. » Michel Garretta insiste : « Dans ma situation, je ne vois pas comment je pourrais prêter serment. Cela dit, j'ai toujours répondu aux questions. Il est essentiel qu'on puisse s'expliquer, dire ce qui s'est passé à ceux qui ont souffert. »

Il précise rapidement, pour remettre chacun à sa

place. « Mes interlocuteurs n'étaient pas les ministres, ni les conseillers des ministres. » Le CNTS était en contact, au sein du secrétariat à la santé, avec la direction générale de la santé (DGS). La parole est fluide. Le discours n'a pas changé. Mais l'écoute de ceux qui l'entendent ? Qu'il s'écarte des produits antihémodés et parle de la sélection des donneurs de sang, et certains découvrent qu'il avait donné instruction, dès juin 1983, pour que son centre suspende les collectes de sang « à risque » dans les prisons, quand d'autres ont continué de prélever en milieu carcéral jusqu'en 1986.

LA COMPRÉHENSION N'ÉTAIT PAS LA MÊME

S'agissant du chauffage des produits sanguins, Michel Garretta réaffirme que « la notion de contamination statistique était connue de tout le monde », résultat de la technique du « pooling » des plasmas. « Le ministère de la santé était informé de la même manière. » Quant aux médecins, « ils auraient pu prescrire des cryoprécipités [NDLR : produits issus de quelques donneurs seulement], mais ils ne l'ont pas fait, parce que la compréhension des risques n'était pas la même. » Enfin, alors que le CNTS avait la mainmise sur les importations de produits sanguins en France, Michel Garretta maintient qu'il n'était pas possible d'importer massivement des produits

chauffés ». De quoi justifier, jusqu'au 1^{er} octobre 1985, la double distribution d'extraits chauffés et non chauffés.

« Aujourd'hui, assure-t-il, on juge que c'est une erreur collective assumée par une dizaine de gens dont le métier était de sauver les hémodés. » Parmi les victimes, seule cette phrase provoque des remous. Alors on rappelle une lettre que Michel Garretta adressa, le 7 mai 1985, à la DGS. « Conscient que trois mois de retard signifiaient la mort de cinq à dix hémodés et d'un certain nombre de leur proche (...), l'équipe de direction du CNTS estime que c'est maintenant une urgence absolue d'interrompre la propagation de cette contamination chez les hémodés et leur famille. »

Cette lettre serait-elle arrivée au cabinet du ministre ? Au ministère ? L'avocat général suit pas à pas le cheminement des notes, de fonctionnaires en conseillers, et constate : « De dilution en dilution, il n'arrive plus guère d'information au ministre. Les conseillers ministériels sont peut-être le confort des ministres, mais ils deviennent franchement la malédiction des citoyens ! » Debout, Edmond Hervé ne dit mot. Michel Garretta regarde. Ce n'est plus son procès.

J.-M. Dy

« Ils nous auront sur leur dos toute leur vie »

« MENTEUR ! Menteur ! » Les cris fusent du premier rang du public de la Cour de justice de la République, où se tiennent une demi-douzaine de victimes reléguées là puisqu'elles ne peuvent se porter parties civiles. A chaque déposition à décharge, elles commentent ou insultent témoins ou prévenus. Seule la déposition de Michel Garretta les fige dans un silence glacé. Pour le reste, la réputation d'un professeur n'y fait rien. Vendredi 12 février, indignées par les témoignages de Luc Montagnier et de Willy Rozenbaum, elles ont entamé une action en justice. En prononçant même le mot de « négationnisme ».

L'Association française des transfusés (AFT) a déposé une plainte avec la victime Sylvie Rouy contre Luc Montagnier pour

« faux témoignage », et - conjointement avec l'Association française des hémodés - contre Willy Rozenbaum pour « délit de fausse nouvelle ».

Selon eux, Luc Montagnier a « menti » en affirmant à la barre que les ministres n'avaient pas été avertis par les experts de la question du non-rappel des receveurs. Quant à Willy Rozenbaum, qui soutenait les Inconvénients, à l'époque incriminée, d'un dépistage du sida trop précoce, il échappe à l'assignation pour « faux témoignage » parce qu'il se serait, selon le président de l'AFT, Olivier Duplessis, « prudemment et évasif sur ce point ».

En revanche, il lui est intenté, outre un procès pour « délit de fausse nouvelle », un référé d'heure à heure demandant la suppression de passages de son

livre paru chez Stock le 20 janvier. La vie est une maladie sexuellement transmissible et constamment mortelle.

AUCUN N'A CE RESSENTIMENT

Pourtant, à l'issue de sa déposition, jeudi 11 février, Willy Rozenbaum, conscient de l'émotion qu'il suscitait, était resté auprès des victimes, parvenant à instaurer ce qu'il croyait être un « dialogue calme ». « Les victimes les plus véhémentes sont minoritaires. J'ai à suivre des dizaines de patients contaminés par transfusion, aucun n'a ce ressentiment exprimé devant la Cour », ajoute-t-il.

Plus mesuré que les autres victimes, Yves Aupic s'est vu durement critiquer pour avoir dit publiquement son « trouble » à la suite de la déposition de Laurent Fabius, qui avait contesté le

contenu de l'arrêt de renvoi. Obligé de retourner à l'hôpital, il n'assistera pas à la suite du procès et n'entend pas entamer d'autres poursuites. « A quoi bon ? Je commence tout juste à revivre », dit-il.

Les autres, en revanche, sont déterminées à « épouser tous les recours possibles ». M^{rs} Jacques Vergès, avocat de trois victimes, avait déjà annoncé une procédure au civil contre les trois ministres (Le Monde du 11 février). Joëlle Bouchet (mère d'un hémodé) ou les époux Gaudin, qui ont perdu leurs enfants, ainsi qu'Agnès Cochin (mère d'un petit garçon mort à cinq ans) et sa sœur, le jurent : « Les ministres nous auront sur leur dos toute leur vie. »

Raphaëlle Bacqué et Marion Van Renterghem

Abonnez-vous à 360F par an + 7F de livraison GRATUITE

urs de sang de 1983

Le nombre de

des

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Maria-Françoise DELECROIX-BORGOMANO
Jean-Marc BORGOMANO
laissent à Mathilde et Paul
la joie d'annoncer la naissance
de leur petite sœur,

Aliz,

le 11 février 1999.

Le prieuré Saint-Germer,
60, rue M.-Duchemin,
60600 Clermont.

Anniversaires de naissance

— Très bonne fête,

Arthur.

La Puce qui t'embrasse beaucoup.

Décès

— Nous avons la douleur de part
du décès de

M^{me} Aline BRESIN,
née SZULDNER,

survenue le 11 février 1999, à l'âge de
soixante-dix-sept ans.

Les obsèques auront lieu le lundi 15
février 1999.

On se réunira à la porte principale du
cimetière parisien de Bagneux à 14 h 30.

De la part de :
Eveline et Albert Levy,
Serge et Nicole
seul enfants.

Michael, Corinne, Stanislas
Caroline,
ses petits-enfants,
De toute la famille
Et de ses nombreux amis.

— M^{me} Danielle Bouliet,
son épouse,

Carline Bouliet,
Gwendoline et Vianney Fontaines,
Tohy Bouliet (1),
Alexandrine Bouliet,
ses enfants,
ont la tristesse de rappeler à
Dieu de

Hénel BOULHET.

survenu le jeudi 11 février à son domicile.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le lundi 15 février à 12 heures en l'église
Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-7.

L'inhumation aura lieu à 14 heures au
cimetière de Garches (Hauts-de-Seine).

10, rue du Pré-aux-Cleres,
75007 Paris.

— Le président,
Les membres du conseil d'administration,
le personnel scientifique et l'ensemble du
personnel,
de l'Union centrale des arts décoratifs,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Henri BOULHET,
membre du conseil d'administration,

survenu le 11 février 1999.

La cérémonie sera célébrée
le lundi 15 février à 12 heures,
en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, à Paris-7.

— Lauris (Vaucluse).

M^{me} Maria Chevallier,
son épouse,

Ses enfants, petits-enfants,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

général
Georges CHEVALLIER,
maître de Lauris,
président de l'Association des maîtres
et adjoints à Canton, à Cadenet,
président de la société d'économie
mixte de la Durance,
commandeur
de l'ordre de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
chevalier des Palmes académiques,

survenu le 11 février 1999, à l'âge de
soixante-quatorze ans.

Son corps reposera à la mairie de
Lauris, à partir du lundi 15 février à
14 heures.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mardi 16 février, à 16 h 30, en l'église
de Lauris.

L'inhumation aura lieu au cimetière de
Lauris.

— Le président et les membres du
conseil d'administration de l'Institut
d'études slaves,

Le directeur du Centre d'études slaves,
ont la grande tristesse d'annoncer le

M. Aleksander GIEYSZTOR,
membre de l'Académie polonaise
des sciences,

associé étranger de l'Académie
des inscriptions et belles-lettres,
professeur honoraire
de l'université de Varsovie,
docteur honoris causa
de l'université Paris-Sorbonne,
membre d'honneur
de l'Institut d'études slaves
survenu à Varsovie, le 9 février 1999.

— Malgré son grand courage et l'amour
de tous les siens.

Hélène HAGLUND,
née JACQUES.

est décédée le 11 février 1999, à Orléans,
des suites d'un cancer.

Elle venait d'avoir cinquante ans.

Jeanne Jacques, née Laurent,
sa mère,

André J.,
son père,

Cécile Haglund et François Morin,
Erika Haglund et Sébastien Garcia,
filles et leurs compagnons,

Jean-François, André-Paul, René et
Vincent Jacques,
ses frères,

ainsi qu'Ariane Metzger,
Sandra Perraudin,
leurs enfants,

Hélène Cadou
et les familles Laurent et apprenantes,
Xavier Haglund
et les familles Fauré, Gaudier
et Haglund.

Les amis et les proches qui ont entouré
Hélène de leur présence et de leurs
pensées.

Tous se joignent à
Jean-Christophe Haglund,
son mari,
pour faire part de cette douloureuse perte.

Tous ceux et toutes celles qui désolent la
mort d'Hélène Haglund sont invités à
s'assembler, le samedi 13 février, à
16 heures, au temple d'Orléans, place
Saint-Pierre, Emport, qui accueillera
dans leur chagrin, et à l'accompagner au
cimetière de Bourges, à Orléans, où
elle sera inhumée.

« Es-tu là,
N'es-tu pas là,
Dans la chambre où rien ne bouge
Dans ma vie où tu respiras »
René-Guy Cadou

Cet avis tient lieu de faire-part.

J.-J. et J.-C. Haglund,
260, rue de la Source,
45160 Orléans.

— La famille et les amis de Janina
Sobczakowska (Sobczak), infirmière
volontaire du décès de leur chère et fidèle

Sophie MINCK.

remercient tous les amis de l'avoir
accompagnée à sa dernière demeure.

La-bas, les retrouvés.

Jacqueline, Nicole et Magalie
Ulanowska-Moyzies,
Dariusz Kozmowski-Bibes,
Marek et Marianna Kozmowski-
Bibes.

Kornelowski,
Manuel Goussard,
Claire Etcherrely.

Genève, Paris, Tel-Aviv.

— Florence et Denis Doria,
ses enfants,
Marie Doria,
sa petite-fille,
Estelle Heyraud,
sa sœur,
La famille
Et tous ses amis
ont la douleur de faire part du décès de

Marie MOULINIER.

survenu le 6 février 1999, dans sa quarante-
vingt-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité
familiale, le 10 février à Nice.

16, rue de Seine,
75006 Paris.

Nos abonnés et actionnaires, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions,
sont priés de bien vouloir
nous communiquer leur
numéro de référence.

— M. et M^{me} Vanweri Tran,
et leurs enfants,
Le docteur et M^{me} Tran Dinh Can
et leurs enfants,
Le docteur Tran Dinh Hung
et ses enfants,
Le docteur et M^{me} Tran Cong
et leur fils,
M^{me} Tran Dupuis,
ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Anne TRAN DINH LAN,

née Bruxelles (Belgique), le
10 février 1999, dans sa soixante-dix-
septième année.

Ils associent à sa mémoire

M. Henri TRAN DINH LAN,
son époux,
décédé le 5 septembre 1992.

Les cérémonies funéraires ont eu lieu
dans l'intimité, ce samedi 13 février, à
20 heures, à 11 heures à la Pagode Truc
Lam, 9, rue de Neuchâtel, 91140 Ville-
bon-sur-Yvette.

La cérémonie religieuse, LA Chung
Thap 49 ngay, sera célébrée le dimanche
28 mars, à 11 heures à la Pagode Truc
Lam, 9, rue de Neuchâtel, 91140 Ville-
bon-sur-Yvette.

3, rue de Sévres,
92100 Boulogne.

— M^{me} D. Couvreur, M. R. Creswell,
Leslie Varela, Ben, Justin,
Charlotte et Théo,
José et Pa. Varela, Alan et Cathy,
Ann et Sandrine Creswell,
Les familles Mor, Marguerite,
Saint-Jean et Pinard,
Michel Farry,
Ses amis d'Hossegor et d'ailleurs,
ont la douleur de faire part du décès de

Stéphane VALERA de SEILAS.

survenu le 10 février, à Capbreton.

La levée du corps aura lieu le 11 février
à 11 heures au funérarium d'.

Anniversaires de décès

— Le 14 février 1984,

Ede BOU ANICH

nous quitte.

Nous pensons chaque jour à toi,
Katy, Peter et Nathan.

— Nous pensons à

Fernande MENVILLE-DUBOIS

qui nous quitte
le 15 février 1985.

Communications diverses

Les entretiens
du troisième mercredi,
avec Jean Ambroise

« Les destins non accomplis »

Espace L'Harmattan,
21 bis, rue des Ecoles, 75005 Paris.
Mercredi 17 février 1999, à 20 h 30.
Entrée libre.

Soutenances de thèse

— Le 27 janvier 1999, avec la mention
Très Honorable avec félicitations,
Isabelle Dancie a été jugée digne du grade
de docteur de l'École des hautes études en
sciences sociales, spécialité sociologie,
après présentation et soutenance d'une
thèse de doctorat : « Le jeune enfant entre la famille
et l'école maternelle : grand récit ».

Le jury composé de : M. Chellig
(Rennes-II), Jean-Louis (INRP),
de M. Monique Hirschhorn
(Paris-V), Claude Javeau (Université libre
de Bruxelles), président, Monique de
Saint-Martin (Ehess).

Spécial

Alexandre,

Toi, mon amour, mon soleil, je t'aime.

Stephen.

Mon d'Amour,
je t'aime.

Erie.

Baboune-Valentine

Baboune-Valentine

cinquième édition d'« Amour-
Enoch ».

A suivre !

Je t'aime tout plein.

Boudéla,

Arnaud.

Alain pour

Claudette.

A la Saint-Valentin, je t'aime.

A la Saint-Amour, je t'aime toujours.

Cristina D.

Un beso para ti. [Armin.]

A mon roi de trêve.

Déjàmour.

Une pensée particulière de ton

pour ce jour.

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

DB à CK :
Je ne passais pas qu'un jour j'aimerais si
fort !

Marie,

Les petits du métro londonien
s'associent à moi pour te souhaiter
une bonne Saint-Valentin.
Dominique, qui t'aime.
Béziers.

Je rêve. Tes yeux brillants
et ton sourire d'enfant
Je pense toujours à toi
et à ton charme.
Je t'aime, très beaucoup.

Quelle journée merveilleuse
à trois jours de l'enfer ou du paradis.

A ma Zaborouette

que j'aime.

Didier.

De l'histoire d'abord.

Café sur le port.

De l'amour encore.

Ton flocon de neige.

Chaton,

Je t'aime au-delà de tout !

L. Chen.

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

« Je t'aime »

TEMPLE Square, la place sainte de l'Eglise mormone, le poumon de Salt Lake City (Utah). Entre 1853 et 1893, ce temple dresse ses robustes blocs de granit face à la gracieuse qui l'entourent. Toisant le tabernacle, un dôme oblong recouvert d'aluminium abrite plusieurs orgues en bois de pin. Près de 11 600 tuyaux. Ce sanctuaire mystérieux attire cinq millions de touristes de fidèles par an.

En journée d'hiver, le temple s'élève derrière les menaçants qui surplombent la couronne montagneuse de Wasatch. Il roide glace les mais ne perturbe pas Sœur Dandini. Sous un bonnet gris rigoureux, une jeune missionnaire mormone à visage emmitouflé dans une longue écharpe de laine. Elle dans les montagnes Mongolles, elle sait apprivoiser le blizzard. Comme les femmes mormones, elle effectue une mission spirituelle ici en offrant dix-huit mois de sa vie à l'Eternel. Elle choisit d'enseigner le gospel aux non-croyants.

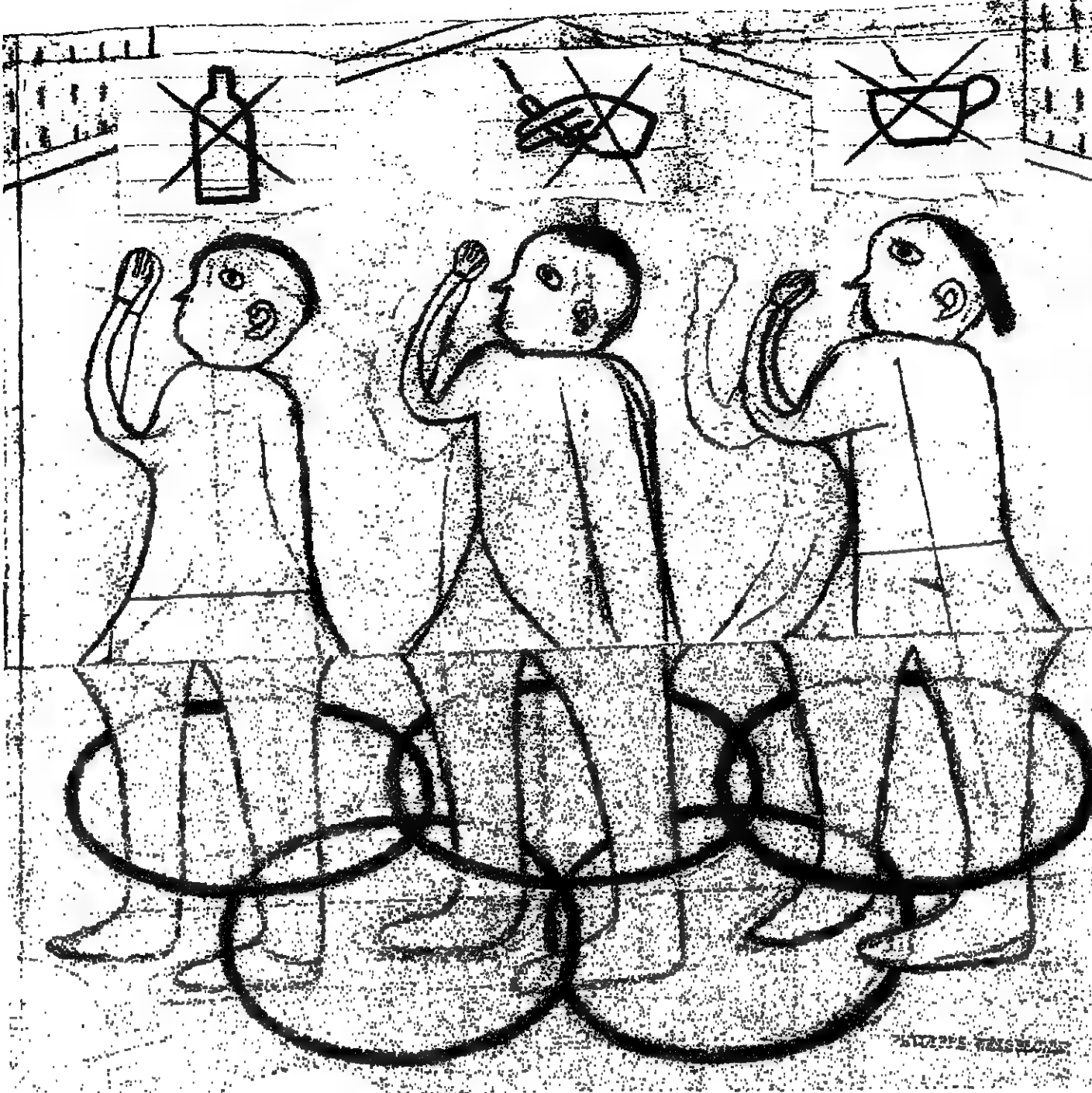
« Je suis sur le chemin de la foi, explique-t-elle. Je reviens d'une mission de quatre mois dans le Kentucky où je faisais du porte-à-porte pour prêcher la parole de Dieu. Et, curieusement, les gens questionnaient sur les Jeux olympiques. En mission, nous n'avons pas le droit de lire les journaux ou de regarder la télévision et je n'étais pas courant de cette histoire. Mais, là-bas, les gens parlaient que de ça : la corruption des JO mormons. »

A proximité du temple, l'ancien Utah Hotel abrite les somptueux bureaux administratifs de l'Eglise mormone. Dans sa ruche silencieuse, où les employés semblent glisser sur sol, plusieurs planisphères recensent la présence des mormons sur les continents à grand renfort de punaises. Le responsable des affaires publiques explique sa vision de l'olympisme. La chemise impeccable, l'œil énergique, il a la langue des solistes propagandistes. « Notre institution religieuse a resté dans la pureté olympique », dit Dan Rascon. Mais, depuis le début de l'affaire, la presse prend plaisir à faire des rapprochements entre notre Eglise et les révélations de corruption. Cet amalgame est injuste et déplacé. Dans son alvéole, un portrait du Christ, des photos de ses enfants, un organigramme de ses supérieurs hiérarchiques résumant son austère philosophie : travail, famille, religion.

« Tous les mormons ont éprouvé un sentiment de frustration quand le scandale a éclaté, continue-t-il dans un sourire forcé. Mais je crois que cette affaire est un indice. Le scandale a justement été dévoilé ici car les gens sont honnêtes. » Cette remarque paradoxale semble être devenue le nouveau credo des mormons, leur audacieuse théorie des « mains propres ». Il oublie pourtant que deux présidents démissionnaires du Comité d'organisation, Tom Uehling et Frank Joklik, étaient leurs. « Je pense que les mormons et le scandale financier n'ont rien de commun, tranche de côté Shelley Thomas, la vice-présidente du Salt Lake Organizing Committee (SLOC). Néanmoins, si nous avons décidé de rendre publiques les affaires louches du comité de candidature, l'esprit de moralité ambiante n'y a certainement pas étranger. »

Le rapport de trois cents pages de la commission d'enquête indépendante du SLOC, mardi 12 février, a confirmé le comité de candidature par 1,3 million de dollars (1,16 million d'euros) forme de cadeaux, traitements de faveur, présents en espèces, de bourses d'études, d'emplois pour leurs familles à vingt-quatre membres du CIO, afin de s'assurer leurs votes. Mais la responsabilité de ce système à pots-de-vin incomberait exclusivement à l'ancien président du comité de candidature, Tom Welch, et à son adjoint, Dave Johnson, qui ont été démis.

Shelley Thomas tente d'expliquer l'atmosphère qui règne à Salt Lake City depuis le début du scandale. « Il y a maintenant deux sortes de réactions dans la ville, commente-t-elle. Certaines personnes estiment que c'est une affaire terrible pour la réputation de Salt Lake City tandis que d'autres demandent qu'une chose : la vérité. Au SLOC,



Le péché olympique de Salt Lake City

« Nous pensons également que la vérité doit être révélée. » Ce de transparence, très caractéristique de l'éthique mormone, le triptyque organisation-travail-famille, risque toutefois de compliquer la tâche des organisateurs et sponsors des JO 2002.

Les dirigeants du SLOC s'inquiètent sans le dire du comportement qu'adopteront les sponsors américains Coca-Cola, Anheuser-Busch ou Merrill Lynch après les révélations des quatre autres enquêtes en cours, menées par le CIO, par le Comité olympique américain (USOC), par le procureur général de l'Utah et par le département de la Justice. Cette crainte légitime

« Les dirigeants du comité d'organisation faisaient tous partie de la crème de la crème locale. S'ils n'étaient pas mormons, ils acceptaient leur mainmise sur la ville »

semble d'ailleurs fondée puisque, sur les 1,4 milliard de dollars (1,25 milliard d'euros) du budget global des prochains Jeux d'hiver, plus de 600 millions ont été financés par des sociétés privées d'outre-Atlantique. Le tiers de la somme n'a été trouvé. Récemment, l'entreprise de télécommunications US West, bien implantée dans l'Utah, a gelé une participation de 3 millions de dollars (4,46 millions d'euros) attendant la suite des événements. Dans l'immeuble en briques rouges du Department of Community and Economic Development

Visiblement, les euphémismes ne règnent pas dans une ville où l'intégrité est la règle. Par rapport à d'autres métropoles des Etats-Unis, Salt Lake City n'avait jamais été associée à une quelconque histoire de corruption, poursuit David Winder. Ici, le caractère éthique des chefs d'entreprise est tout aussi important que leurs résultats trimestriels. Inattendue, l'affaire du SLOC a donc choqué la plupart des habitants. Certains n'hésitent pas à parler de « honte » ou de « humiliation ».

Les personnes interrogées demandent qu'on ne se laisse pas égarer

« C'est curieux, mais les gens sont devenus muets », s'amuse Correll. Journaliste chargé du dossier olympique au Salt Lake Tribune. En l'espace de quelques mois, la capitale de l'Utah a vu son image se dégrader dangereusement. L'épicentre d'un séisme qui menace dangereusement l'olympisme. Et, malgré un moral d'acier, les fidèles de l'Eglise de Jésus-Christ ont pris le relais. On parle plus volontiers du retour de l'Utah Jazz de Karl Malone, l'équipe locale de basket-ball, sur les parquets du Delta Center.

Le scandale olympique aurait-il été oublié ? « Non, c'est une honte, et personne n'oublie », s'indigne Steve, le barman catholique du Murphy's, un pub irlandais de State Street, l'artère principale. Personnellement, les histoires ne m'intéressent plus. Les JO devaient être la cerise sur le gâteau et, maintenant, on apprend que la cerise est empoisonnée. On apprend aussi que la corruption était une pratique courante à Sydney, Nagano ou Atlanta. En fait, Salt Lake City n'est pas si différente que ça, c'est vraiment nouveau... »

Depuis le début du siècle, en partie à cause de sa population majoritairement blanche et mormone, Salt Lake City véhicule une image d'homogénéité ethnique. Mais la capitale de l'Utah change de visage avec l'arrivée massive de nouveaux immigrants. De 1990 à 1997, d'après les statistiques du Census Bureau, les communautés

hispanique, afro-américaine et asiatique ont augmenté respectivement de 58 %, 45 % et 49 %. Les tribus indiennes ont vu leur nombre croître de 15 %. Deux raisons expliquent le métissage de la métropole. L'activité économique trépidante de Salt Lake City et son taux de chômage excessivement bas ont attiré de nombreux travailleurs étrangers. Et l'expansion de l'Eglise mormone dans les pays d'Amérique latine et d'Asie a logiquement entraîné des mouvements migratoires.

Avec plus de six millions d'habitants dans le monde, le nombre de mormons a plus que doublé depuis 1980. Dans l'Utah, les derniers représentent 70 % de la population de l'Etat, contre un peu plus de la moitié à Salt Lake City. Pourtant, malgré une homogénéité, l'Utah était une terre d'immigration à l'époque de l'or et du chemin de fer, avant l'arrivée des mormons, en 1847, sur les terres vierges des Indiens. Pour les leaders des actuelles minorités ethniques, les Jeux olympiques étaient perçus comme une aubaine, une promesse d'intégration.

Cette rapide transformation démographique de la ville s'est opérée sans générer de nouveaux problèmes. « Ici, je pense que la communauté dominante est réticente aux changements », note Jeon Kim, un émigré coréen qui a fait de Salt Lake City sa ville d'adoption depuis dix-sept ans. Quand j'étais plus jeune, je n'ai jamais entendu de remarques racistes. Ce n'est plus vrai maintenant. Mais à Salt Lake City présente un taux de criminalité

Réputée pour son intégrité morale, la communauté mormone, dont la ville de l'Utah est la capitale, refuse d'être associée au scandale financier des JO d'hiver de 2002

bas pour l'Amérique, la métropole mormone doit faire face, depuis quelques années, à des phénomènes de violence très particuliers. Le plus célèbre d'entre eux est certainement le Straight Edge, un puritanisme d'origine banlieusarde qui fait régner la « loi morale » dans les zones périphériques de la ville. Les revendeurs de drogue et les adolescents intolérants sont simples, intégristes. Ils ont érigé les principes mormons en loi de vie, une bataille quotidienne avec autrui. Avec violence, ils luttent ainsi contre les gens qui abusent de l'alcool, qui fument et qui ne sont pas mariés. Plusieurs groupes du Straight Edge existent aux Etats-Unis, les plus violents se retrouvent à Salt Lake City.

Plus étonnant d'effrayer les dignitaires du CIO, les organisateurs des JO de 2002 avaient même à écouler des affaires de violence urbaine. Mais, au moment où le gouverneur mormon de l'Utah, Mike Leavitt, tente de faire approuver une loi destinée à recruter un éventuel relais des sponsors en forçant la main à payer les riches potentiels olympiques, les langues commencent à se délier. Depuis peu, un groupe d'activistes fait pression sur le Congrès local pour demander une annulation des Jeux de 2002. « Les mormons ne veulent pas voir leur Eglise souillée par le scandale », les habitants ne veulent pas voir leurs impôts augmenter pour payer les pots cassés, explique un leader de Salt Lake City. Mais, si les leaders mormons avaient été opposés aux JO, rien n'aurait été possible. Ils ont même demandé à leurs fidèles de porter volontaires pour devenir bénévoles. Depuis deux siècles, ils ont fondé une société exclusive de deux vitesses. Ici, les mormons contrôlent tout en silence. Les non-mormons doivent l'accepter ou s'adapter.

Pour les habitants de Salt Lake City, le thème de l'exclusion de l'Eglise mormone d'ailleurs une remarque récurrente. « Ils ne boivent pas d'alcool, ni de caféine, ils ne fument pas, ils respectent autrui mais ils sont bêtards, inconscients », non, une société de copinage, ajoute Rod Davis, un ancien mineur qui a travaillé sous les ordres de Frank Joklik, le président démissionnaire du SLOC. Les dirigeants du SLOC faisaient partie de la crème de la crème locale. S'ils n'étaient pas mormons, ils acceptaient leur mainmise sur la ville. A mon avis, ils confondent intérêts personnels et amitiés de circonscription.

Comme pour s'affranchir des soupçons, le SLOC s'est doté, jeudi 12 février, d'un nouveau président. Mike Romney, un homme d'affaires mormon résident à Salt Lake City, a été élu à la présidence. Le gouverneur de l'Utah a élargi le comité d'organisation à cinquante personnes et a obtenu la démission de ses membres en raison des conflits d'intérêts manifestes. Leurs noms devaient notamment construire l'hôtel qui abritera le CIO, une annexe d'accès à l'un des sites retenus pour le ski alpin, l'anneau patinage de vitesse. « La corruption olympique n'a pas commencé à Salt Lake City », conclut le gouverneur, mais c'est ici qu'elle s'arrêtera. »

Paul Miquel
Dessin : Philippe W.



Il y a vingt-cinq ans, les autonomistes du FLB-ARB faisaient sauter un pylône de l'ORTF dans le Finistère, privant la région d'images télévisées. Quinze jours plus tôt, le conseil des ministres avait dissous leur organisation qui, aujourd'hui encore, n'a pas désarmé.

l'attentat - le plus spectaculaire depuis longtemps - vite revendiqué par le FLB-ARB (Front de libération de la Bretagne armée révolutionnaire bretonne). Cela n'empêchera pas plusieurs manifestateurs, mi-sérieux mi-goguenards, de noter la concomitance des exercices militaires de nuit-là, l'absence plénière l'hypothèse que l'explosion de l'antenne pourrait avoir été causée par un soldat distraité maniant mal la poudre officielle ou conduisant discernement un véhicule. Pourtant, l'affaire n'est pas drôle : le sous-chef de la zone de la PORTE, quarante-six ans, meurt quelques heures plus tard d'un infarctus cardiaque. Personne ne saura son décès exact, ou non, ni rapport direct à l'exploit du commando.

Roc-Trédouan n'est pas le signé de
mier ni le dernier des signés de
FLB. Le plastic, la dynamite et
tolamite parlent depuis 1964.
Bretons. Certains de ces
départements historiques, Lohr
Atlantique comprise bien évidem-
ment, les individus les plus dé-
terminés du mouvement
Breton ont fait ériger en Bre-
« contre » l'Etat français, usur-
pant de leur nom, étouffant et in-
rifiant l'histoire de leur peuple.
Alors que jusqu'alors Bretons
tout vides des bâtiments admini-
stratifs, symboles du pouvoir ja-
bin (casernes, perception, gendar-
meries, locaux préfectoraux,
agences où poteaux télé-
phoniques...), avec la destruction
de l'antenne de l'ORTF un nou-
vel échelon Breton franchi. C'est na-
tant la voix de l'Etat, donc, de la
logique des séparatismes, l'in-
strument de la propagande, l'in-
strument qui en ligne de mire
« terroristes », les hommes qui
ont toujours aimé Bretons
pourant, au point de cent
de milliers Bretons, les cen-
grammes de TV, les poseurs
bombes Bretons feront autant d'ac-
tisme que les censeurs.

Cet hiver-là, Louis de Funès
sène Lupin, ou la retransmis-
sion d'un match de rugby Galles-
France sont à ranger Bretons
sont amères. Mais, pour

« Ne »

CHRISTIAN GUYON
porte-parole ■ l'Union d'ac-
tique bretonne (UDB), ■ me-
ce parti depuis 1983. Herri-
lon ■ un ■ leaders
riques ■ depuis 1965. ■ e-
l'histoire, la philosophie et
pectives de cette organisation
puis sa fondation en 1964, ■
l'autonomie de ■ Bretagne.

« Etes-vous, autant qu'
passé, opposé ■ la violence ?
- Toujours autant aujour-
d'hui. La violence, c'est le ter-
risme, sont hors ■
Bretagne. ■ heurtent l'é-
■ la population, car ■
veulent pas d'affronter
l'Etat français. Nous ne ve-
lons pas opposer les identités bre-
tonne et française mais les additi-
ons des actes du FLB ou de l'
FLN ■ nos intérêts. De-
puis nous avons dénoncé ■
sisme politique.

- Dans vos commu-

la privation a été bon. « J'arrivais Ouessant quarante-huit heures après l'attentat pour mes vacances », raconte, aujourd'hui, un *général* de la première marine, qui se sentait comme drogué, en ce moment, *avant* de se laisser *prendre* à la vie sociale d'avant. Et avec quelle intensité ! Les salades se bécotaient, les histoires, les *des* échanges humains. Des *biologistes* sont même venus étudier cette mutation, mais jamais rien publié. Dommage... Étrange *la* même ! »

À Paris, la mise en pièces de l'émetteur provoque des commentaires indignés, condensés en vengueurs, qui diffèrent, guère, qu'ils viennent de la droite comme à gauche, ou du ministère de l'Intérieur. Les *«* vistes *«* stupides *«* une *«* gnée *«* fanatiques *«* qui pratiquent *«* la politique du pire *«*, pour Monde. L'Aurore fustige *«* font joujou avec *«* régionalistes *«* conclut : *«* Que *«* sottises *«* ministres *«* l'Intérieur, Raymond Marcellin, avertit : *«* L'agitation paraitrait sans autre *«* Cour *«* sûreté de l'Etat. Le *«* clémence *«* passé. *«*

MINISTRE de la police (plus que des collectivités territoriales) depuis 1966, Raymond Marcellin, Breton d'adoption depuis 1946, lui de quoi il parle, et si certains l'ont étonné par son Roc-Tréduon, il aura lui, plus probablement le motif surpris. Quel avait demandé exactement, le conseil des ministres (il obtint) en conseil des ministres la dissolution de quatre organisations autonomistes, basque, bretonnes.

Dans l'ouest, le FLB « concentré » ainsi qu'un nouveau FLB, plus radical et plus « gauche, apparut en 1973 : le FLB-LNS (« pour » libération nationale) et le socialisme. Un FLB newlook qui, « le débât » était sans doute noyé par n'importe quel service, police, et qui n'était pas l'héritier du « vrai FLB » des années 1966-1969, selon l'expression de Yann Fouert, figure historique, que contrevient, dans l'autonomisme breton depuis le milieu du siècle. Une chose sûre : Roc-Tréduon « se repose » du berger à la bergère.

La preuve ? L'existe tout.

Raymond Marcellin quitte

Le pyrrhus
après
Er 15
ministère
Béres
le gén
Guic

■■■■ quinze jours plus
 tard. C'est un livre publié en 1918
 (La Guerre politique, Plon), celui
 qui est plus qu'un député et pré-
 sident du conseil général du Var.
 ■■■■ racontera par le détail le
 déroulement de plusieurs réunions
 créées entre les services de police,
 notamment la DST, pour dis-
 cuter des soupçons, à l'époque
 ■■■■ aurait couvert, voire organisé,
 plusieurs attentats pour mieux
 confondre ses « adversaires ». Sa
 conclusion est sévère et claire :
 « Seul le ministère de l'Intérieur
 a des services montraient de l'Éta-
 ge », alors qu'ailleurs dans l'Éta-
 il vise aussi bien le président
 Georges Pompidou que les gardes
 ■■■■ sœurs René Pleven et Jean
 Taittinger — « on assiste à un
 concours de mollesse... d'atmosphère
 ■■■■ faiblesse... »
 Le dictionnaire ■■■■ connu, « Quand
 deux Bretons se rencontrent ils
 créent une association, quand
 ■■■■ sont trois ils ■■■■ créent deux »,
 ■■■■ aussi pour ■■■■ mouvements anar-
 chistes, légaux ou clandestins
 politiques ou bras armés. Depuis
 les premiers ■■■■ entants, en 1968
 scissions et rivalités s'enchaînent
 dont la police joue encore a




contre-
valut
but de

■

Roc-
met.
rellen
s'acc
nouve
qui al
Roger
post
pit, le
Oce
nals

Tu
ma
La
Un



blème de Roc-Tréaudon
l'attentat de février 1974.
69, Raymond Marcellin,
ministre de l'intérieur, Georges
ant, adjoint au maire de Brest,
général de Gaulle, Olivier
rhard et Georges Lombard,

de Bresl. Les cellules d'activistes, trois ou quatre membres au maximum, très mobiles, se connaissent en général pas. ■■■■ déposés près d'une borne kilométrique ou à vingt pas au nord-ouest d'un grand arbre, ■■■■ communique par code secret, très élaboré, avec Yano Goulet. ■■■■ en Irlande depuis qu'il a ■■■■ condamné à mort après la guerre, tantôt inspirateur réel, tantôt simple intendant ou comptable suprême ■■■■ attentats. Au cours de cette période flamboyante (1966-1974), ■■■■ rafles ■■■■ perquisitions pas dizaines succèdent aux attentats. L'un d'eux visait la villa de Francis Bouygues, près de Saint-Malo.

■ Les militants du FLB bénéficient bien d'une grâce présidentielle en 1969, mais la Cour de sûreté, l'Etat ■■■■ chôme pas, la cour ■■■■ la Santé, ■■■■ prisonniers hissent chaque matin ■■■■ couleurs bretonnes. Et tous ■■■■ activistes ■■■■ parmi lesquels des enseignants ■■■■ Imprimeurs, ■■■■ ouvriers, ■■■■ fonctionnaires, des militaires, ■■■■ journalistes ou des ecclésiastiques ■■■■ rêvent de ressembler ■■■■ hénri ■■■■ landais Padraig ■■■■ ■■■■ hénri ■■■■

de l'UDB

l'occupant anglais qui leur
l'être exécutés. C'était le dé-
NIRA.
la simusoide ~~Com~~
rédundum marque un ~~se-~~
immédiatement après, natu-
nement, la machine répressive
élère ~~sur~~ l'impulsion du
eau chef du SRP de ~~la~~
rivre ~~en~~ mars 1974, le Breton
r Le Taillanier, qui ~~a été~~
au jusqu'en 1981. Mais, ~~un~~ ré-
à poudre parle.
tobre 1975 ; les domiciles ren-
~~deux~~ députés ~~sont~~ visés.

me dissous,
mais j'existe toujours.
preuve !

~~un~~ plus tard, un jeune activiste
ne

té par l'explosion
tuée qu'il avait placée devant
caserne en construction et
jour'hui... ■■■■ en vente) à Ty-
nouvele (Finistère), juin 1978 :
l'œuvre infernale apothéose : la
B-ARB ■■■■ ■■■■ du
château de Versailles, endomma-
gés gravement plusieurs salles
nombreux tableaux célèbres.
En 1979 : la villa du commissaire
Tailhanter, les Côtes-du-
Nord... dynamitée. Vengeance,
fin des nez...
L'arrivée ■■■■ la gauche ■■■■ 1981
pourrait-elle une période d'apà-
nement ? Elle ■■■■ courte durée.
Dès octobre 1983, l'ARB annonce :
« Nous reprenons la lutte... » dé-
centralisation, ■■■■ avancées cultu-
elles ■■■■ linguistiques ■■■■ dé-
bouchent aujourd'hui sur un profusion
follement et une profusion
écrites - n'y

Initiatives ■■■ feront rien. Usines de volailles ici, rectorat, perception ou pendame-
ment ■■■ endommagés. Jusqu'à
l'action hautement significative
perpétrée le 30 octobre ■■■ à la
mairie ■■■ Belfort, bef ■■■ ministre
de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevè-
nement, des ■■■ les enquêteurs, mal-
gré quelques interpellations pré-
ventives, n'ont toujours ■■■ réussi
à découvrir ■■■ les ■■■, ni les
commanditaires, ni même les inspi-
rateurs politiques réels.

« ■■■ n'ont jamais ■■■ des
révolutionnaires, mais toujours des
révoltés », analyse un militant tou-
jours très engagé. La conscience
« nationale », pour emprunter ■■■
vocabulaire des partis auto-
nistes légaux - UDB, EMGAN et
POBL - « va plus loin que ■■■ senti-
ment ■■■ revendication iden-
titaires. Mais, alors que la mobilisa-
tion culturelle s'amplifie, ■■■
ce parti n'est représenté au
conseil régional. ■■■ divorce
peuvent naître des frustrations.
« Les ingrédients sont réunis pour
que ça reparte », prédit un auto-
niste qui connaît ■■■ murs de la
Santé.

F. Gr.

Suite ➤ *la première page*

Car l'Europe n'a pas encore son concept institutionnel. Ceux qui veulent la faire entrer de force dans le monde des nations sont ceux qui veulent en profiter pour attiser le nationalisme chauvin, travaillent dans le même sens : celui du dogmatisme et de l'aveuglement historique. Quelque chose se crée pourtant en train de naître, qui ne se définit ni par le « fédéralisme » Etats-nations (contradictoire en soi) ni par le « confédéralisme classique. Ce serait sans doute plus proche de la réalité si l'on parlait de « communauté » Etats-nations : forme empirique originale, caractérisée la phase actuelle de l'identité politique européenne, en qu'il conviendrait d'élancer vers une coopération encore plus renforcée dans les domaines économiques, sociaux, politiques et culturels. Il faut alors en même la construction européenne dans la nation : cette affirmation de l'Europe en cachette amènera un affaiblissement de l'identité européenne.

L'Etat-nation n'est le seul cadre de la démocratie pulvérisé et concrétisé. Sinon, elle n'aurait pas le marché qui respecte d'autant mieux les libertés démocratiques qu'il renforce la domination des oligarchies. Voilà pourquoi chaque avancée institutionnelle dans l'architecture européenne doit être précédée, accompagnée et soutenue par un dialogue entre les différents peuples, italiens, espagnols ou belges pour qui nous sommes la source de notre modèle républicain - non par orgueil nationaliste, mais parce qu'il est le résultat d'une lutte acharnée pour protéger socialement le citoyen français face aux puissances aveugles du marché ou du despotisme politique. Pour que l'Europe ne se transforme pas en un marché sans imagination ni cœur, pour qu'elle devienne un espace de construction démocratique des peuples, il faut lui donner un cadre qui respecte les valeurs de solidarité, de fraternité, de République.

Je me félicite donc pour la défense du modèle social français, parce que je crois qu'il est bon, parce que je suis convaincu qu'il peut plaire. Défendre ce modèle, qu'est-ce que cela veut dire pratiquement ? Sur le plan économique, cela signifie d'abord un pacte de solidarité et une croissance

Je le dis franchement : je veux une Europe différente, parce que celle du libéralisme détruit la société française

au-delà du pacte de stabilité. Parce que c'est la seule manière de lutter contre le chômage qui ronge l'Europe et qui est responsable de la résurgence de la xénophobie, du racisme, de l'antisémitisme, de la haine : le chômage.

Le traité d'Amsterdam fait l'emploi une « question d'intérêt commun » ? Eh bien, non : faisons la question. Le Livre blanc de la Commission, en 1993, proposait un programme de grands projets pour relancer la croissance, l'emploi et la compétitivité. La gauche républicaine fera vivre ce programme. Elle en fera le menu de l'Europe des peuples et des Etats responsables. Le traité de Maastricht dit : « La philosophie du présent traité est celle d'une économie de marché où la concurrence libre... » n'est qu'une philosophie. Au nom de la gauche républicaine, je dirai que la politique européenne est concurrence libre et non soumissionnement démanteler les services publics des Etats membres. Il nous faut, certes, adapter ces services à la période historique nouvelle : pourqu' alors, ne pas élaborer ensemble un cadre européen de protection des services publics des Etats membres ? On veut réduire les fonds structurels à mille proutexes. Je tiens pourtant qu'il n'ont jamais été aussi importants : utilisons-les pour renforcer les outils pour soutenir la création d'emplois dans les régions défavorisées.

On bavarde sans discontinuer sur l'indépendance de la Banque centrale. Ses dirigeants ont un grand dé-

faut, grave et parfois rédhibitoire : ils croient qu'on peut gérer les sociétés humaines comme un conseil d'administration. Ils se trompent. Pourquoi la question de la Banque centrale doit-elle être posée dans son essence fondamentale : sert-elle à gérer l'économie au détriment des sociétés ou doit-elle prendre en compte les problèmes sociaux qui résultent de sa gestion ? L'objectif de la Banque [] doit être celui de la lutte contre le chômage et pour l'emploi. Il faut que les [] s'efforcent de favoriser l'investissement industriel, la création d'emplois. Il ne faut pas penser seulement aux grands []. Il faut aussi intégrer les PME/PME dans la politique économique européenne digne de ce nom.

C'est pourquoi il nous faut une institution pour orienter l'activité de notre banque : un gouvernement économique européen qui incarne les droits des peuples face aux pouvoirs des puissances financières. Les dirigeants de la Banque centrale veulent éliminer les intérêts de l'Europe dans l'économie mondiale ? Qu'à cela ne tienne : qu'ils acceptent une parité stable avec le dollar, seule manière de le concurrencer, donc de favoriser le commerce extérieur européen et de protéger le proche et lointain et l'emploi !

On ~~est~~ démanteler l'une des seules politiques européennes qui ~~est~~ survécu à la mondialisation du libéralisme : la politique agricole commune. Il faudrait au contraire l'adapter aux exigences du ~~monde~~ qui vient en ~~répondant~~ son contenu en protégeant les paysans. ~~Il~~ favoriser la mise en ~~œuvre~~ d'autres politiques communes : ~~la~~ la recherche/innovation, les transports, l'environnement, la sûreté nucléaire, etc.

Mais cette communauté des intérêts implique nécessairement la recherche de l'équilibre interne de chaque nation et d'abord celui de la cohésion sociale. Pour moi, républicain de gauche, ouvert sur le monde, le combat pour le citoyen passe avant tout autre exigence. Je le dis franchement : Je veux une Europe différente pour que la vie de nos citoyens dans la société française. Ce qui m'importe, c'est l'intégration, ici, de nous, de ces dizaines, ces centaines, ces millions de jeunes laissés en rade par un système économique étriqué.

Il y a la précarité sociale qui s'étend, de plus en plus, aux femmes et aux jeunes, l'exclusion de couches de plus en plus importantes de la population. Il y a l'insécurité, la ghettoïsation, la violence des zones hors-droit, le désespoir, enfin, pour des gens stigmatisés et humiliés en raison de leur origine ou de leur

d'origine. La France hérite aussi de son passé colonial : elle doit l'assumer. Après tout, à cette demande d'intégration que les jeunes demandeurs de l'immigration expriment, n'est-ce pas le moindre des devoirs que la France réponde ?

Il ne faut pas que l'Europe se prétexte à l'oubli du passé : la France doit - et a intérêt - à maintenir ses relations préférentielles avec l'Afrique et les pays du pourtour méditerranéen. La politique d'aide au développement doit s'orienter vers l'intégration

**Je me battrai
pour ancrer
une simple idée
dans l'imaginaire
de nos concitoyens :
l'ordre économique
international dépend
aussi de nous**

sociale dans les sociétés du Sud afin de maintenir les populations chez-elles. Ce n'est pas un crime de lèse-majesté européenne que de demander aux autres pays européens de suivre l'exemple que le gouvernement Jospin a donné en proposant au Maroc, au titre de la solidarité, une reconversion d'une partie de ses efforts en investissements de codéveloppement ! Oui, il nous faut gérer les flux migratoires non en favorisant une

tores had in reverse

s
la
o
le
e-
le
o-
di-
je
ia
n-
n-
n-
o-

ul
ur
lu-
lus
n y
in
rs-
des
en
eur

communautarisation bureaucratique ■ politiques d'immigration et de sécurité, mais en mettant en œuvre des programmes ■ codéveloppement auxquels pourraient participer ■ Etats, ■ collectivités territoriales, ■ associations d'immigrés, les universités et instituts de formation

de formation. Les migrations vont continuer. Organisons-les. Favorisons la circulation et les séjours temporaires : c'est la meilleure manière de lutter contre l'immigration illégale, les employeurs clandestins, les **travailleurs** qui peuplent sans la misère humaine. Il nous faut sortir de la fausse alternative entre l'ouverture à l'Est et à l'Ouest. Nous devons plutôt favoriser les complémentarités : — industrielles, agricoles, — entre l'Est et l'Europe. Le Sud. Aujourd'hui, on prend trop souvent prétexte de la mondialisation pour justifier l'inaction devant un monde impitoyable.

Je me battai pour une idée, une simple idée, l'imaginaire des concitoyens ; l'ordre économique international dépend de nous ; il doit être au service des citoyens et non seulement du profit. Si, au combat, je puis réveiller le sentiment d'appartenance à la France chez ceux qui s'en excluent, le sentiment d'une communauté d'Européens chez ceux qui veulent livrer les nations aux seules lois du marché, le sentiment, enfin, de solidarité entre ceux qui, ailleurs, souffrent, alors, au-delà des frontières électoraux, j'estimerai avoir mérité de ceux qui me le mien.

Some Notes

par Claude Dargent

L'avènement en fanfare l'euro suivi par le Congrès en vue de la ratification du traité d'Amsterdam peut donner le sentiment que l'option européenne constitue un acquis irrévocable pour les Français. Mais concitoyens auraient définitivement accepté que l'Europe constitue désormais une de leurs collectivités politiques d'appartenance, à côté de la nation, de la région, du département et de la commune.

Les études d'opinion montrent que l'attachement à l'Europe est très inférieur à celui dont les Français témoignent à l'égard des autres collectivités territoriales. Il est douteux que la naissance d'une monnaie qui soit totalement virtuelle pour eux à l'heure actuelle ou une énième révision constitutionnelle bouleverse l'hérarchie.

Les enquêtes que réalise l'Observatoire international du politique partagent les mêmes régionales, établis, ambiguës, faible enracinement du sentiment européen dans l'opinion, par rapport à des collectifs politiques nationales. Au vu des dernières données disponibles, en 1997, 71 % des Français se déclarent « très attachés » et 36 % « plus attachés » à la France. Les 11 % observés pour les collectifs territoriaux français, de même ordre du grandeur, respectivement 51 et 33 pour la région, 51 et 33 pour le département, 51 et 29 pour la

commune. Dans aucun de ces quatre départements, la somme des personnes déclarant « pas très attachées » ou « pas attachées du tout » ne dépasse 20 %.

L'Europe détonne très largement dans ce tableau homogène : seuls 11 % des Français se déclarent « **attachés** » à l'Europe et 36 % « **plutôt attachés** ». En revanche, une majorité (51 %) « **dit pas** » **attachée** » ou « **pas attachée du tout** » à **cette** collectivité politique. Ces chiffres témoignent d'une grande stabilité par rapport à 1995, quand **cette** question avait été posée pour la première fois. L'attachement à l'Europe était même plutôt un peu plus fort - de 4 points.

Les Français, plus ou moins favorables à l'Europe, ne valorisent pas beaucoup cet objectif. Ils deviennent plus positivement réceptifs, surtout quand la montée en puissance de cette collectivité politique leur apparaît comme contradictoire avec des enjeux nationaux auxquels ils sont très attachés - à commencer par l'emploi.

L'Europe apparaît à la fois comme peu légitime et démocratique: voilà qui peut sembler beaucoup pour une institution qui prétend censurer les décisions prises au niveau national, un échelon bien mieux placé par les Français pour ces deux critères d'appréciation.

Claude Dargent ■ chargé
■ recherche au CNRS (Observa-
toire interrégional ■ politique).

Claude Dargent ■ chargé de recherche au CNRS (Observatoire interrégional de la politique).

SAISIR LES MEILLEURES OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENTS
C'EST ANTICIPER LES MOUVEMENTS DES MARCHÉS.
VOILÀ POURQUOI NOS MANAGERS SONT PRÉSENTS À NEW YORK,
LONDRES ET HONG KONG.

Chemin AXA Investment Managers
Paris pour gérer des actifs, c'est
bénéficier de l'expertise d'un
Groupe présent sur les principaux
marchés financiers. Qui vers
soyez une filiale ou un parti
culier, en France ou l'étranger.



laissez-vous conseiller par nos
stratégies d'investissements par
un partenaire solide expérimenté
finance internationale

Tel 01 80 3 800 100
Internet www.fisinvest.com

DERRIERE LES CHIFFRES, IL Y A DES HOMMES

ENTREPRISES

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 FÉVRIER 1999

CONSUMMATION Le marché de la livraison de repas à domicile, qui croît de plus de 20 % par an en France, suscite les convoitises. Le numéro un de la livraison de pizzas en

Espagne, TelePizza, ouvre ses premiers points de vente français, le 19 février à Paris. DANS UN MARCHÉ ENCORE FRAGMENTÉ, deux chaînes tirent leur épingle du jeu :

l'américaine Pizza Hut, numéro un dans le monde, et la française Speed Rabbit Pizza. Le numéro deux mondial du secteur, l'américain Domino's Pizza International, a mis des déboires

dans l'Hexagone mais veut continuer son développement. CE TYPE DE CONSUMMATION est majoritairement urbain et attire principalement les moins de 35 ans. Les deux tiers des

points de livraison en France sont concentrés en région Ile-de-France, PACA et Rhône-Alpes. 68 % des consommateurs qui ont recours à la livraison à domicile sont des hommes.

La France, nouvelle terre de bataille des géants de la pizza

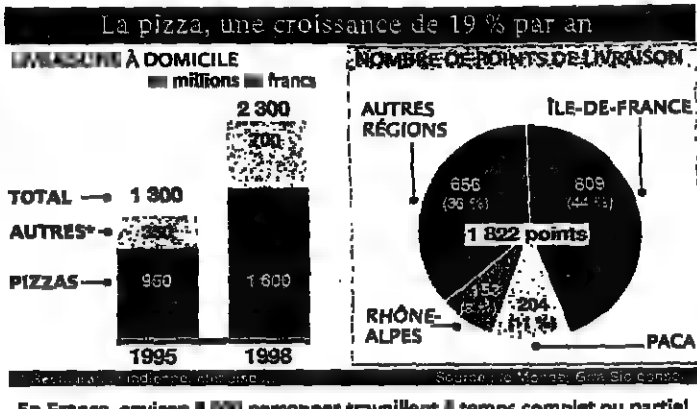
Le marché de la livraison à domicile, qui croît de plus de 20 % par an, attire les convoitises. TelePizza, le numéro un espagnol du secteur, ouvre ses premiers magasins, le 19 février, dans l'Hexagone. L'américain Pizza Hut, numéro un mondial, entend bien y rester leader

VENDREDI 19 FÉVRIER, les premiers points de vente de la chaîne espagnole de pizzas à domicile, TelePizza, devaient ouvrir à Paris. A l'emplacement d'anciens magasins de Domino's Pizza. La chaîne américaine Domino's Pizza International, numéro deux mondial, qui gère plus de six mille deux cents points de ventes dans soixante-trois pays, vient de connaître son premier grand revers en France. Le 12 décembre 1998, dix-neuf magasins ont été vendus par décision de justice à son

concurrent espagnol. Le géant américain avait choisi, pour développer la France, le système de la « master-franchise » : un partenaire local, l'occurrence l'entreprise Franca Americana, devait choisir les franchisés. L'affaire semblait prometteuse. La société d'investissement Apax Partners avait même décidé de prendre une participation d'un tiers du capital de l'entreprise. « Nous y étions cru », explique Rudolphe Lambert, directeur associé chez Apax. Cependant, Franca Americana a

visiblement connu des difficultés pour mettre en place le système Domino's. Michael Curran, directeur général de Domino's Pizza aux Etats-Unis. Relations difficiles avec les franchisés, formation insuffisante dans les magasins : « Nous avons rendu compte de certains problèmes l'an dernier et nous avons dépêché des experts américains du groupe », explique-t-on aux Etats-Unis. Visiblement trop tard. Franca Americana a été mise en redressement judiciaire fin 1998. Apax Partners a perdu plus de 10 millions de francs dans l'opération.

OPÉRATIONS DE MARKETING Domino's Pizza ne se considère pas vaincu pour l'instant. Hormis les points de vente rachetés par TelePizza, la chaîne dispose encore d'une quarantaine d'enseignes détenues par des franchisés. « Nous envisageons l'ouverture de dix à quinze sites en 1999 », comptons également investir dans une centrale d'achat », précise M. Curran. Sur le marché français, deux chaînes tirent leur épingle du jeu : l'américaine Pizza Hut et la française Speed Rabbit Pizza. Leurs stratégies sont différentes : l'anglo-saxonne s'appuie sur un réseau de restaurants (vingt-huit



France) pour renforcer sa marque ; la française, uniquement axée sur la livraison à domicile. « Nous ne cherchons pas à emporter, choisit pour son enseigne des emplacements passants pour renforcer son nom. Un marché très fragmenté, le numéro un mondial de la spécialité, Pizza Hut, présente en France depuis 1987, le leader incontesté avec 30 % de parts de marché. Cent points de vente existent à ce jour en France. La société américaine a bénéficié (26 millions de francs en 1998) après des résultats nuls en

1997. Longtemps propriété du groupe PepsiCo, l'enseigne a depuis 1997 été détenue par le groupe Tricon Global Restaurants, qui a engagé un plan de restructuration mondial pour réduire son endettement. L'antenne française a entamé la même opération. Premier axe d'attaque : le passage en franchise des points de livraison. Le groupe a propre et mobilisateurs de capitaux. La filiale a freiné son expansion en France, où aucun restaurant n'a été ouvert en 1998. Elle a préféré consolider ses positions en misant sur des opé-

ractions de marketing ciblées sur les deux millions de clients de base informatique », précise Roland Farcy, directeur général de l'enseigne en France.

STRATÉGIE INNOVANTE Face à ce mastodonte américain, la chaîne française Speed Rabbit, aux couleurs noir et jaune (cinquante points de vente), réussit à augmenter de façon régulière. Une douzaine d'unités ont été ouvertes en 1998 et son chiffre d'affaires (158 millions de francs, millions d'euros) a crû de 8 % à périmètre constant. L'entreprise, cotée au marché libre de la Bourse de Paris, a depuis trois ans mais devrait afficher un résultat équilibré en 1999. Pour obtenir des coûts d'achat de matières premières aussi avantageux que ses concurrents beaucoup plus importants, l'entreprise a diversifié ses activités. Elle propose désormais aux collectivités locales et, depuis 1998, aux grands de la distribution (comme Leclerc ou Continente) d'aider à la constitution de « coins pizza » dans des restaurants d'entreprise ou dans les galeries marchandes des centres commerciaux. « Plus de mille unités de ce type ont déjà été installées en France », précise Didier Rivière, PDG de Speed Rabbit Pizza.

Dans ce marché en concurrence, l'arrivée de l'espagnol TelePizza va-t-elle changer la donne ? Le nouvel entrant apporte une forte motivation pour partie par ses actionnaires habitués à un fort retour sur investissement. « Nous envisageons l'arrivée d'être le principal acteur de la restauration en France », n'hésite pas à affirmer l'Armijo, directeur de TelePizza-France. Les points de vente (ex-Domino's Pizza) devraient ouvrir à un rythme de quatre magasins par semaine à partir du 19 février. Les produits espagnols ont même été adaptés au marché français, argumente M. Armijo, en ajoutant de « moultarde et du fromage ». Le marché français, qui croît de près de 20 % par an, est devenu une nouvelle terre de concurrence.

Laure Belot
François Bostnavar

Un consommateur masculin et urbain

Homme, vingt-sept ans, urbain, célibataire et possédant des revenus moyens à supérieurs : tel est l'archétype du consommateur français de pizzas à domicile. Selon Denis Rivière, PDG de Speed Rabbit Pizza, le comportement des consommateurs (80 % hommes) varie avec l'âge : les moins de 25 ans sont les plus fréquents, mais peu fidèles, très sensibles aux prix. Pour les 25-40 ans, c'est le « dépannage (...) à l'occasion du match de football télévisé entre amis... ». Au-delà de cette tranche d'âge, les clients se font de plus en plus rares.

L'attitude du consommateur français reste marquée de celle de son homologue américain : « Alors que le client américain est flatté de reconnaître par le livreur grâce au système informatique de celui-ci qui a gardé en mémoire la dernière commande, l'Américain a le code d'accès à l'ordinateur », le Français, lui, se sent « épilé et fiché », analyse Bernard Bouthoul, du cabinet Gira-Sic conseil.

Le succès de TelePizza ou les bonnes recettes de Leopoldo

MADRID Le correspondant de l'agence de presse Reuters ne s'en est jamais douté, mais il est l'origine d'une des plus belles « success story » de l'Espagne : celle du groupe TelePizza, qui, non content d'avoir évincé tous ses concurrents, vient de conquérir la pizza à domicile, devenue reine dans la péninsule ibérique l'un des restaurants du monde qu'est McDonald's, et s'apprête à entrer sur le marché français (lire ci-dessus).

Le succès se résume à l'histoire d'un homme : Leopoldo Fernandez Pujals, le président-fondateur du groupe. Tout commence à Cuba, lorsque, devant la monnaie dévaluée, le jeune homme, la famille Leopoldo, qui n'est âgé alors que de treize ans, décide de l'abandonner. En 1960, huit ans plus tard, le jeune homme se rend en France, où il rejoint son père, un Vietnamien.

Man Leopoldo rêve d'autres batailles. Après des études de comptabilité et de finances en Floride, il supervise les ventes de son entreprise pour Procter & Gamble. Son succès n'étant pas à la hauteur de ses performances commerciales, il rejoint chez Johnson & Johnson. Et responsable du secteur latino-américain, il se souvient de ses origines espagnoles et décide de partir à Madrid, en 1981, où il devient directeur du marketing. C'est là qu'il conçoit l'idée des pizzas à domicile et commence à mettre son concept en œuvre. Il mise sur la qualité et parle sur l'entrée de la femme dans le marché du travail, qui va nécessiter une solution de dépannage pour nourrir la famille.

En 1987, il lance un premier négoce. Mais on jase vite chez Johnson & Johnson et la vie professionnelle de Leopoldo Fernandez Pujals doit s'arrêter. Il choisira TelePizza qu'il fonde définitivement le 21 octobre 1988, dans le quartier madrilène d'El Pilar, avec un capital initial de 10 millions de pesetas (environ 61 000 euros), mais une devise d'ambition qu'il ne lâche jamais : « Hoy que crece » (il faut grandir). Aujourd'hui, TelePizza (dont le chiffre d'affaires est d'environ 39 % des actions) compte près de 600 magasins dans cinq pays (Espagne, Portugal, Pologne, Chili, Mexique), donne du travail à 13 000 personnes et a réalisé 1998 avec des ventes qui représentent plus de 55 milliards de pesetas (environ 300 millions d'euros), soit 10 % de mieux qu'en 1997. L'entrée en France du groupe, en novembre 1998, fut un succès : depuis, les actions ont multiplié plus de dix fois leur valeur.

Américain Airlines : Bill Clinton invite les pilotes à cesser leur grève

QUELQUE 2 400 pilotes de la compagnie American Airlines ont cessé le travail depuis vendredi 12 février en se faisant porter malades. Leur syndicat, qui compte les 300 pilotes de l'Air, la quinzième compagnie aérienne des Etats-Unis, a décidé par American Airlines de décembre 1998, soient payés au même tarif : pour le moment, les pilotes de l'Air reçoivent une rémunération de 150 000 dollars par an (132 000 euros), la moitié de celle perçue par les équipages d'American Airlines. La compagnie américaine a annoncé, vendredi 12 février, l'annulation de 1 000 vols, plus d'un avion sur deux prévus pour la journée, et a engagé une nouvelle action en justice devant la refus de ses pilotes d'arrêter le travail. Jeudi, un juge fédéral avait pourtant demandé au syndicat des pilotes de ne plus encourager cette action. Mais un ordre de reprise du travail semble difficile à appliquer car il est pratiquement impossible de prouver que les pilotes absents ne sont pas réellement malades. Le président Bill Clinton a invité vendredi dans le conflit qui oppose le syndicat des pilotes à la deuxième compagnie aérienne dans le monde, « Je suis préoccupé par l'impact que ce conflit a sur le travail et sur les voyageurs », a déclaré dans un communiqué.

DÉPÊCHES **BRITISH AIRWAYS** : la compagnie aérienne britannique a confirmé, vendredi 12 février, la prise de participation à hauteur de 9 % dans le capital d'Iberia, dans le cadre de la privatisation de la compagnie espagnole. L'investissement sera compris entre 215 millions de livres (288 à 310 millions d'euros). American Airlines a également annoncé son intention d'acquiescer à 1 % d'Iberia. **BANQUE** : les établissements bancaires européens, dont le CCF, les Banques populaires, ont établi, vendredi 12 février, un accord de partenariat, sous le nom d'Euroclub, afin d'assurer un placement obligatoire géographiquement diversifié au sein de la zone euro. **ACIER** : le département du commerce américain a indiqué, vendredi 12 février, qu'il pourrait imposer des pénalités de douane aux importations d'acier en provenance du Brésil et du Japon, qu'il estime injustement bas. **AIR FRANCE** : les personnels de la maintenance à Roissy, en grève depuis près de cinq semaines, ont voté, vendredi 12 février, pour la suspension de leur mouvement. **BROSSARD** : le tribunal de grande instance d'Orléans (Loiret) a ordonné, vendredi 12 février, la libération des accès de l'usine Brossard-France de Pithiviers, bloquée par des piquets de grève depuis le 1er février. Les grévistes ont obtenu mais la production a été stoppée.

Joël Morio

Ecureuil Trésorerie

Sicav Monétaire pour rémunérer vos disponibilités

Mise en paiement le 17 février 1999 du dividende de l'exercice clos le 31/12/1998

Les revenus distribués de l'exercice sont répartis entre les actions C de capitalisation et les actions D de distribution, au prorata de leurs parts dans l'actif.

La Générale de l'Ecureuil Trésorerie, la Sicav, réunie le 28 janvier 1999, a approuvé l'affectation suivante des revenus :

- capitalisation pour les actions C ;
 - paiement d'un dividende net de 1,18367 € par action D.
- Le crédit d'impôt est nul.

Performance au 29.01.1999

(dividende net réinvesti pour les actions D)

Sur 1 an : 2,47 %

Valeur de l'action C : 50,69 € soit 332,50 F

Valeur de l'action D : 47,53 € soit 311,78 F

conseillers sont à votre disposition pour vous présenter la gamme complète des Sicav et FCP Ecureuil et notre Service de gestion personnalisé PORTEFEUILLE ECUREUIL.

CAISSE D'ÉPARGNE

Les Sicav et FCP Ecureuil sont gérés par Ecureuil Gestion, filiale de la Caisse d'Épargne et de la Caisse des dépôts. Retrouvez leurs valeurs liquidatives 24h/24 sur "SICAV EN LIGNE" au 08 36 68 09 00 (2x31 franc).

PLACEMENTS

LE MONDE | DIMANCHE 14 - LUNDI 15 FÉVRIER 1999

Les banques développent leur offre de PEP-assurance multisupports

Dopés par le succès récent remporté par les plans d'épargne populaire-assurance, les établissements financiers multiplient désormais les versions multisupports de ce placement. Reste à savoir ce que l'investisseur y gagne

JUSQU'ALORS quelque peu boudé par les épargnants, qui lui préféraient la version bancaire classique (le capital fructifie pendant au moins huit ans sur la base d'un fixe ou variable avec minimum garanti), le plan d'épargne populaire-assurance (vie) suscite depuis plusieurs années un véritable engouement. La part des souscripteurs (+20 %) a été de novembre 1998, selon les statistiques de la Banque (France). En 1998, les PEP-assurance ont couvert 46 % de notre collecte globale d'assurance-vie, alors qu'auparavant ils ne représentaient qu'un pourcentage très faible de l'activité, constate Marc Sallé, responsable des produits d'assurance au Crédit du Nord.

Les PEP-assurance ont couvert 46 % de notre collecte globale d'assurance-vie, alors qu'auparavant ils ne représentaient qu'un pourcentage très faible de l'activité, constate Marc Sallé, responsable des produits d'assurance au Crédit du Nord.

Un contrat d'assurance-vie ou de retraite, chacun des époux peut ouvrir son propre PEP, les PEP multisupports sont donc d'impôts (CRDS, CRDS, prélevés à l'issue du contrat) peuvent donner lieu à une sortie entièrement décaissée. Exception faite de la force majeure (décès, invalidité, fin des droits au chômage, liquidation judiciaire), toute sortie anticipée quatre ans après l'ouverture du contrat est soumise à une retenue fiscale de 15 % (hors CRDS) de prélevement social sur les gains qui passe à 15 % (hors CRDS) si le retraité se retire avant quatre ans après l'ouverture. Par ailleurs, les PEP multisupports échappent à la taxe de 7,5 % appliquée aux contrats d'assurance-vie dont les revenus dépassent 30 000 francs. Ils bénéficient du régime d'exonération des droits de succession en cas de décès du souscripteur (dans ce cas, les prélèvements sociaux ne sont pas dus).

Un PEP multisupport est un contrat d'assurance-vie qui permet d'investir dans plusieurs supports d'investissement (actions, obligations, immobilier, etc.). Les PEP multisupports sont donc d'impôts (CRDS, CRDS, prélevés à l'issue du contrat) peuvent donner lieu à une sortie entièrement décaissée. Exception faite de la force majeure (décès, invalidité, fin des droits au chômage, liquidation judiciaire), toute sortie anticipée quatre ans après l'ouverture du contrat est soumise à une retenue fiscale de 15 % (hors CRDS) de prélevement social sur les gains qui passe à 15 % (hors CRDS) si le retraité se retire avant quatre ans après l'ouverture. Par ailleurs, les PEP multisupports échappent à la taxe de 7,5 % appliquée aux contrats d'assurance-vie dont les revenus dépassent 30 000 francs. Ils bénéficient du régime d'exonération des droits de succession en cas de décès du souscripteur (dans ce cas, les prélèvements sociaux ne sont pas dus).

Un PEP multisupport est un contrat d'assurance-vie qui permet d'investir dans plusieurs supports d'investissement (actions, obligations, immobilier, etc.). Les PEP multisupports sont donc d'impôts (CRDS, CRDS, prélevés à l'issue du contrat) peuvent donner lieu à une sortie entièrement décaissée. Exception faite de la force majeure (décès, invalidité, fin des droits au chômage, liquidation judiciaire), toute sortie anticipée quatre ans après l'ouverture du contrat est soumise à une retenue fiscale de 15 % (hors CRDS) de prélevement social sur les gains qui passe à 15 % (hors CRDS) si le retraité se retire avant quatre ans après l'ouverture. Par ailleurs, les PEP multisupports échappent à la taxe de 7,5 % appliquée aux contrats d'assurance-vie dont les revenus dépassent 30 000 francs. Ils bénéficient du régime d'exonération des droits de succession en cas de décès du souscripteur (dans ce cas, les prélèvements sociaux ne sont pas dus).

Un PEP multisupport est un contrat d'assurance-vie qui permet d'investir dans plusieurs supports d'investissement (actions, obligations, immobilier, etc.). Les PEP multisupports sont donc d'impôts (CRDS, CRDS, prélevés à l'issue du contrat) peuvent donner lieu à une sortie entièrement décaissée. Exception faite de la force majeure (décès, invalidité, fin des droits au chômage, liquidation judiciaire), toute sortie anticipée quatre ans après l'ouverture du contrat est soumise à une retenue fiscale de 15 % (hors CRDS) de prélevement social sur les gains qui passe à 15 % (hors CRDS) si le retraité se retire avant quatre ans après l'ouverture. Par ailleurs, les PEP multisupports échappent à la taxe de 7,5 % appliquée aux contrats d'assurance-vie dont les revenus dépassent 30 000 francs. Ils bénéficient du régime d'exonération des droits de succession en cas de décès du souscripteur (dans ce cas, les prélèvements sociaux ne sont pas dus).

Une fiscalité avantageuse

Limités à un montant de 100 000 francs de versements (1,2 million par couple), les PEP multisupports sont donc d'impôts (CRDS, CRDS, prélevés à l'issue du contrat) peuvent donner lieu à une sortie entièrement décaissée. Exception faite de la force majeure (décès, invalidité, fin des droits au chômage, liquidation judiciaire), toute sortie anticipée quatre ans après l'ouverture du contrat est soumise à une retenue fiscale de 15 % (hors CRDS) de prélevement social sur les gains qui passe à 15 % (hors CRDS) si le retraité se retire avant quatre ans après l'ouverture. Par ailleurs, les PEP multisupports échappent à la taxe de 7,5 % appliquée aux contrats d'assurance-vie dont les revenus dépassent 30 000 francs. Ils bénéficient du régime d'exonération des droits de succession en cas de décès du souscripteur (dans ce cas, les prélèvements sociaux ne sont pas dus).

La reprise touche d'abord les logements vastes

APRÈS LE COUP DE FROID persistant de ces dernières années, l'immobilier d'habitation reprend ses couleurs. Les experts s'accrochent à l'embellie générale, tant dans l'ancien que dans le neuf. Camille 21, qui représente 12 % du marché immobilier tenu par les professionnels,

Après le coup de froid persistant de ces dernières années, l'immobilier d'habitation reprend ses couleurs. Les experts s'accrochent à l'embellie générale, tant dans l'ancien que dans le neuf. Camille 21, qui représente 12 % du marché immobilier tenu par les professionnels,

Après le coup de froid persistant de ces dernières années, l'immobilier d'habitation reprend ses couleurs. Les experts s'accrochent à l'embellie générale, tant dans l'ancien que dans le neuf. Camille 21, qui représente 12 % du marché immobilier tenu par les professionnels,

Après le coup de froid persistant de ces dernières années, l'immobilier d'habitation reprend ses couleurs. Les experts s'accrochent à l'embellie générale, tant dans l'ancien que dans le neuf. Camille 21, qui représente 12 % du marché immobilier tenu par les professionnels,

Après le coup de froid persistant de ces dernières années, l'immobilier d'habitation reprend ses couleurs. Les experts s'accrochent à l'embellie générale, tant dans l'ancien que dans le neuf. Camille 21, qui représente 12 % du marché immobilier tenu par les professionnels,

Après le coup de froid persistant de ces dernières années, l'immobilier d'habitation reprend ses couleurs. Les experts s'accrochent à l'embellie générale, tant dans l'ancien que dans le neuf. Camille 21, qui représente 12 % du marché immobilier tenu par les professionnels,

Après le coup de froid persistant de ces dernières années, l'immobilier d'habitation reprend ses couleurs. Les experts s'accrochent à l'embellie générale, tant dans l'ancien que dans le neuf. Camille 21, qui représente 12 % du marché immobilier tenu par les professionnels,

Après le coup de froid persistant de ces dernières années, l'immobilier d'habitation reprend ses couleurs. Les experts s'accrochent à l'embellie générale, tant dans l'ancien que dans le neuf. Camille 21, qui représente 12 % du marché immobilier tenu par les professionnels,

Après le coup de froid persistant de ces dernières années, l'immobilier d'habitation reprend ses couleurs. Les experts s'accrochent à l'embellie générale, tant dans l'ancien que dans le neuf. Camille 21, qui représente 12 % du marché immobilier tenu par les professionnels,

Après le coup de froid persistant de ces dernières années, l'immobilier d'habitation reprend ses couleurs. Les experts s'accrochent à l'embellie générale, tant dans l'ancien que dans le neuf. Camille 21, qui représente 12 % du marché immobilier tenu par les professionnels,

Après le coup de froid persistant de ces dernières années, l'immobilier d'habitation reprend ses couleurs. Les experts s'accrochent à l'embellie générale, tant dans l'ancien que dans le neuf. Camille 21, qui représente 12 % du marché immobilier tenu par les professionnels,

Après le coup de froid persistant de ces dernières années, l'immobilier d'habitation reprend ses couleurs. Les experts s'accrochent à l'embellie générale, tant dans l'ancien que dans le neuf. Camille 21, qui représente 12 % du marché immobilier tenu par les professionnels,

Des prix sages pour les chambres et les garages

Les autres biens suivent la même tendance à la hausse que les appartements. A Paris, les chambres de service enregistrent une augmentation de 15,8 % au troisième trimestre 1998 par rapport à la même période de l'année précédente. Toutefois, les prix restent sages : au premier trimestre 1998, le coût moyen des chambres de bonne à Paris était de 131 161 francs (111 euros) contre 185 000 francs en 1997.

Les autres biens suivent la même tendance à la hausse que les appartements. A Paris, les chambres de service enregistrent une augmentation de 15,8 % au troisième trimestre 1998 par rapport à la même période de l'année précédente. Toutefois, les prix restent sages : au premier trimestre 1998, le coût moyen des chambres de bonne à Paris était de 131 161 francs (111 euros) contre 185 000 francs en 1997.

Les autres biens suivent la même tendance à la hausse que les appartements. A Paris, les chambres de service enregistrent une augmentation de 15,8 % au troisième trimestre 1998 par rapport à la même période de l'année précédente. Toutefois, les prix restent sages : au premier trimestre 1998, le coût moyen des chambres de bonne à Paris était de 131 161 francs (111 euros) contre 185 000 francs en 1997.

Les autres biens suivent la même tendance à la hausse que les appartements. A Paris, les chambres de service enregistrent une augmentation de 15,8 % au troisième trimestre 1998 par rapport à la même période de l'année précédente. Toutefois, les prix restent sages : au premier trimestre 1998, le coût moyen des chambres de bonne à Paris était de 131 161 francs (111 euros) contre 185 000 francs en 1997.

Après le coup de froid persistant de ces dernières années, l'immobilier d'habitation reprend ses couleurs. Les experts s'accrochent à l'embellie générale, tant dans l'ancien que dans le neuf. Camille 21, qui représente 12 % du marché immobilier tenu par les professionnels,

Après le coup de froid persistant de ces dernières années, l'immobilier d'habitation reprend ses couleurs. Les experts s'accrochent à l'embellie générale, tant dans l'ancien que dans le neuf. Camille 21, qui représente 12 % du marché immobilier tenu par les professionnels,

Après le coup de froid persistant de ces dernières années, l'immobilier d'habitation reprend ses couleurs. Les experts s'accrochent à l'embellie générale, tant dans l'ancien que dans le neuf. Camille 21, qui représente 12 % du marché immobilier tenu par les professionnels,

Après le coup de froid persistant de ces dernières années, l'immobilier d'habitation reprend ses couleurs. Les experts s'accrochent à l'embellie générale, tant dans l'ancien que dans le neuf. Camille 21, qui représente 12 % du marché immobilier tenu par les professionnels,

Après le coup de froid persistant de ces dernières années, l'immobilier d'habitation reprend ses couleurs. Les experts s'accrochent à l'embellie générale, tant dans l'ancien que dans le neuf. Camille 21, qui représente 12 % du marché immobilier tenu par les professionnels,

Après le coup de froid persistant de ces dernières années, l'immobilier d'habitation reprend ses couleurs. Les experts s'accrochent à l'embellie générale, tant dans l'ancien que dans le neuf. Camille 21, qui représente 12 % du marché immobilier tenu par les professionnels,

Hawaï midi, Paris minuit... Banque Directe ouvre jour et nuit.

"Je me simplifie la vie"
Vous effectuez 24h/24 toutes vos opérations bancaires sans jamais vous déplacer et sans attendre. Et pour cela, vous choisissez le moyen qui vous convient le mieux (téléphone, Internet ou Minitel), sans abonnement.

"Je gagne de l'argent"
Vos virements, vos prélèvements et vos petits découverts autorisés sont gratuits. Vous bénéficiez des tarifs les plus bas du marché. Et en plus, nous comptons vous rapporter.

"J'obtiens sans délai les meilleures réponses"
Vous demandez ? Nous traitons ? Temps réel par des Conseillers experts. Pour tous vos projets spécifiques, nos spécialistes vous proposent des solutions adaptées à votre situation personnelle.

GRATUIT
votre Carte Bancaire
Découvrez tout ce que Banque Directe
0801 032 032
www.banquedirecte.fr
Pour en profiter, indiquez le code C18

"Banque Directe"
la banque directe de Paribas

سوق من الاجل

REVUE DES ACTIONS

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

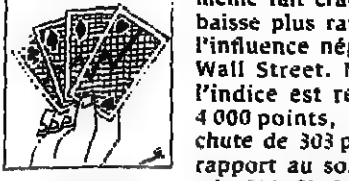
Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Paris s'intéresse de nouveau aux valeurs cycliques

DURANT la semaine écoulée, la Bourse de Paris a poursuivi son lent mouvement à rebours. En cinq séances, l'indice CAC 40 a reculé de 2,09 %, à 4 060,36 points.



VALUEURS

Au fur et à mesure que s'éloigne l'effet auto, le marché parisien cherche un nouveau moteur.

La fusion de la Société générale et de Paribas, qui avait emballé le marché au premier jour du mois de février, a été suivie par une chute des deux valeurs.

Les rumeurs (non confirmées) d'une contre-offre sur la Société générale de la part d'ABN-Amro sur Paribas de la part d'AXA de la BNP, n'ont guère fait bouger les cours des deux cibles visées.

Au début de l'année, l'avènement de l'euro avait concentré l'intérêt des investisseurs sur les grandes valeurs faisant partie d'un indice européen.

Depuis trois semaines, l'intérêt s'est déplacé vers les valeurs cycliques. En effet, du palmarès des hausses depuis le début de l'année, on retrouve Metaleurop (+34,9 %), Usinor (qui a perdu 27,9 % malgré sa sortie de l'indice CAC 40), Eramet (+25 %), Imetal (+23,8 %), Bouygues Offshore et Alsacienne (+20,4 %).

Ces valeurs, délaissées durant la seconde partie de l'année 1998, étaient tombées à de très faibles niveaux de valorisation. Leurs multiples de capitalisation des bénéfices pour 1999 étaient compris entre 5 et 7.

Dans le même temps, les valeurs à la cote parisienne (France Télécom, L'Oréal, Vivendi...) se négociaient à des multiples supérieurs à 30, voire 40 pour L'Oréal.

Les investisseurs ont donc opéré un rééquilibrage de leurs portefeuilles. Les grands cabinets d'analyse (Société générale ou J.P. Morgan) ont contribué à ce renversement de tendance en recommandant à leurs clients de privilégier les valeurs cycliques.

En revanche, les valeurs pétrolières, cycliques par excellence, échappent encore à ce retour en force. Les nouvelles en provenance du secteur incitent toujours au pessimisme.

Jeudi 11 février, le groupe anglo-néerlandais Royal Dutch a annoncé un effondrement de 11 % de son résultat pour l'exercice 1998. Les cours des deux majors françaises, Elf Aquitaine et Total, ont aussitôt plongé. En une semaine, l'action Elf a perdu 11,4 % et Total a reculé de 4,6 %.

Les cours des valeurs parapétrolières au plus bas. A 39,9 euros, le titre de Géophysique a été divisé par quatre en huit mois.

Cette semaine, l'Etat français a tenu un rôle central sur les marchés. La mise en Bourse de 20 % (dans un premier temps) du capital d'Air France a rencontré un grand succès. L'offre de titres aux particuliers a été souscrite dix fois.

Le prix de l'action a été arrêté à 14 euros (91,83 francs). Jeudi 11 février, l'Etat a officiellement la privatisation du producteur de nickel, en transférant sa participation de 54,5 % dans les mains de la Cogema (qui détient 30 % du nouvel ensemble), du groupe Sima (34 %) et des collectivités territoriales néo-calédoniennes (pratiquement 6 %).

Après une suspension des cotations, jeudi 11 février, l'action Eramet a gagné 10,3 % durant la séance du vendredi 12.

L'Etat a été pressé par Jean Peyrelevade, président du Crédit lyonnais, de signer au plus vite le décret de privatisation. Enfin, les syndicats du Crédit lyonnais ont accepté, jeudi, un projet de rapprochement de l'établissement (dont le capital est porté par la Caisse des dépôts pour le compte de l'Etat) avec le groupe des Caisse d'épargne.

du palmarès des hausses depuis le début de l'année, on retrouve Metaleurop (+34,9 %), Usinor (qui a perdu 27,9 % malgré sa sortie de l'indice CAC 40), Eramet (+25 %), Imetal (+23,8 %), Bouygues Offshore et Alsacienne (+20,4 %).

Ces valeurs, délaissées durant la seconde partie de l'année 1998, étaient tombées à de très faibles niveaux de valorisation. Leurs multiples de capitalisation des bénéfices pour 1999 étaient compris entre 5 et 7.

Dans le même temps, les valeurs à la cote parisienne (France Télécom, L'Oréal, Vivendi...) se négociaient à des multiples supérieurs à 30, voire 40 pour L'Oréal.

Les investisseurs ont donc opéré un rééquilibrage de leurs portefeuilles. Les grands cabinets d'analyse (Société générale ou J.P. Morgan) ont contribué à ce renversement de tendance en recommandant à leurs clients de privilégier les valeurs cycliques.

En revanche, les valeurs pétrolières, cycliques par excellence, échappent encore à ce retour en force. Les nouvelles en provenance du secteur incitent toujours au pessimisme.

Jeudi 11 février, le groupe anglo-néerlandais Royal Dutch a annoncé un effondrement de 11 % de son résultat pour l'exercice 1998. Les cours des deux majors françaises, Elf Aquitaine et Total, ont aussitôt plongé. En une semaine, l'action Elf a perdu 11,4 % et Total a reculé de 4,6 %.

Les cours des valeurs parapétrolières au plus bas. A 39,9 euros, le titre de Géophysique a été divisé par quatre en huit mois.

Cette semaine, l'Etat français a tenu un rôle central sur les marchés. La mise en Bourse de 20 % (dans un premier temps) du capital d'Air France a rencontré un grand succès. L'offre de titres aux particuliers a été souscrite dix fois.

Le prix de l'action a été arrêté à 14 euros (91,83 francs). Jeudi 11 février, l'Etat a officiellement la privatisation du producteur de nickel, en transférant sa participation de 54,5 % dans les mains de la Cogema (qui détient 30 % du nouvel ensemble), du groupe Sima (34 %) et des collectivités territoriales néo-calédoniennes (pratiquement 6 %).

Après une suspension des cotations, jeudi 11 février, l'action Eramet a gagné 10,3 % durant la séance du vendredi 12.

L'Etat a été pressé par Jean Peyrelevade, président du Crédit lyonnais, de signer au plus vite le décret de privatisation. Enfin, les syndicats du Crédit lyonnais ont accepté, jeudi, un projet de rapprochement de l'établissement (dont le capital est porté par la Caisse des dépôts pour le compte de l'Etat) avec le groupe des Caisse d'épargne.

du palmarès des hausses depuis le début de l'année, on retrouve Metaleurop (+34,9 %), Usinor (qui a perdu 27,9 % malgré sa sortie de l'indice CAC 40), Eramet (+25 %), Imetal (+23,8 %), Bouygues Offshore et Alsacienne (+20,4 %).

Ces valeurs, délaissées durant la seconde partie de l'année 1998, étaient tombées à de très faibles niveaux de valorisation. Leurs multiples de capitalisation des bénéfices pour 1999 étaient compris entre 5 et 7.

Dans le même temps, les valeurs à la cote parisienne (France Télécom, L'Oréal, Vivendi...) se négociaient à des multiples supérieurs à 30, voire 40 pour L'Oréal.

Les investisseurs ont donc opéré un rééquilibrage de leurs portefeuilles. Les grands cabinets d'analyse (Société générale ou J.P. Morgan) ont contribué à ce renversement de tendance en recommandant à leurs clients de privilégier les valeurs cycliques.

En revanche, les valeurs pétrolières, cycliques par excellence, échappent encore à ce retour en force. Les nouvelles en provenance du secteur incitent toujours au pessimisme.

Jeudi 11 février, le groupe anglo-néerlandais Royal Dutch a annoncé un effondrement de 11 % de son résultat pour l'exercice 1998. Les cours des deux majors françaises, Elf Aquitaine et Total, ont aussitôt plongé. En une semaine, l'action Elf a perdu 11,4 % et Total a reculé de 4,6 %.

Les cours des valeurs parapétrolières au plus bas. A 39,9 euros, le titre de Géophysique a été divisé par quatre en huit mois.

Cette semaine, l'Etat français a tenu un rôle central sur les marchés. La mise en Bourse de 20 % (dans un premier temps) du capital d'Air France a rencontré un grand succès. L'offre de titres aux particuliers a été souscrite dix fois.

Le prix de l'action a été arrêté à 14 euros (91,83 francs). Jeudi 11 février, l'Etat a officiellement la privatisation du producteur de nickel, en transférant sa participation de 54,5 % dans les mains de la Cogema (qui détient 30 % du nouvel ensemble), du groupe Sima (34 %) et des collectivités territoriales néo-calédoniennes (pratiquement 6 %).

Après une suspension des cotations, jeudi 11 février, l'action Eramet a gagné 10,3 % durant la séance du vendredi 12.

L'Etat a été pressé par Jean Peyrelevade, président du Crédit lyonnais, de signer au plus vite le décret de privatisation. Enfin, les syndicats du Crédit lyonnais ont accepté, jeudi, un projet de rapprochement de l'établissement (dont le capital est porté par la Caisse des dépôts pour le compte de l'Etat) avec le groupe des Caisse d'épargne.

du palmarès des hausses depuis le début de l'année, on retrouve Metaleurop (+34,9 %), Usinor (qui a perdu 27,9 % malgré sa sortie de l'indice CAC 40), Eramet (+25 %), Imetal (+23,8 %), Bouygues Offshore et Alsacienne (+20,4 %).

Ces valeurs, délaissées durant la seconde partie de l'année 1998, étaient tombées à de très faibles niveaux de valorisation. Leurs multiples de capitalisation des bénéfices pour 1999 étaient compris entre 5 et 7.

Dans le même temps, les valeurs à la cote parisienne (France Télécom, L'Oréal, Vivendi...) se négociaient à des multiples supérieurs à 30, voire 40 pour L'Oréal.

Les investisseurs ont donc opéré un rééquilibrage de leurs portefeuilles. Les grands cabinets d'analyse (Société générale ou J.P. Morgan) ont contribué à ce renversement de tendance en recommandant à leurs clients de privilégier les valeurs cycliques.

En revanche, les valeurs pétrolières, cycliques par excellence, échappent encore à ce retour en force. Les nouvelles en provenance du secteur incitent toujours au pessimisme.

Jeudi 11 février, le groupe anglo-néerlandais Royal Dutch a annoncé un effondrement de 11 % de son résultat pour l'exercice 1998. Les cours des deux majors françaises, Elf Aquitaine et Total, ont aussitôt plongé. En une semaine, l'action Elf a perdu 11,4 % et Total a reculé de 4,6 %.

Les cours des valeurs parapétrolières au plus bas. A 39,9 euros, le titre de Géophysique a été divisé par quatre en huit mois.

Cette semaine, l'Etat français a tenu un rôle central sur les marchés. La mise en Bourse de 20 % (dans un premier temps) du capital d'Air France a rencontré un grand succès. L'offre de titres aux particuliers a été souscrite dix fois.

Le prix de l'action a été arrêté à 14 euros (91,83 francs). Jeudi 11 février, l'Etat a officiellement la privatisation du producteur de nickel, en transférant sa participation de 54,5 % dans les mains de la Cogema (qui détient 30 % du nouvel ensemble), du groupe Sima (34 %) et des collectivités territoriales néo-calédoniennes (pratiquement 6 %).

Après une suspension des cotations, jeudi 11 février, l'action Eramet a gagné 10,3 % durant la séance du vendredi 12.

L'Etat a été pressé par Jean Peyrelevade, président du Crédit lyonnais, de signer au plus vite le décret de privatisation. Enfin, les syndicats du Crédit lyonnais ont accepté, jeudi, un projet de rapprochement de l'établissement (dont le capital est porté par la Caisse des dépôts pour le compte de l'Etat) avec le groupe des Caisse d'épargne.

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

Table with 2 columns: Action, Diff. (in %).

LES PERFORMANCES DES SICAV OBLIGATAIRES

(Les premières et dernières de chaque catégorie) 5 février

Table with 5 columns: Libellé, Organisme promoteur, Rang, Perf. 1 an, Rang, Perf. 5 ans, Val. en euros.

OBLIGATAIRES FRANÇAISES DE CAPITALISATION

Performance moyenne sur 1 an : 7,99 %, sur 5 ans : 32,77 %

Table with 5 columns: Libellé, Organisme promoteur, Rang, Perf. 1 an, Rang, Perf. 5 ans, Val. en euros.

OBLIGATAIRES FRANÇAISES COUPONS MULTIPLES

Performance moyenne sur 1 an : 7,60 %, sur 5 ans : 32,67 %

Table with 5 columns: Libellé, Organisme promoteur, Rang, Perf. 1 an, Rang, Perf. 5 ans, Val. en euros.

OBLIGATAIRES FRANÇAISES INTERNATIONALES

Performance moyenne sur 1 an : 7,56 %, sur 5 ans : 34,83 %

Table with 5 columns: Libellé, Organisme promoteur, Rang, Perf. 1 an, Rang, Perf. 5 ans, Val. en euros.

0 803 800 100 PLACEMENTS FINANCIERS

Vos questions. Nos réponses de professionnels.



AXA INVESTMENT MANAGERS

www.axa-investment-managers.com

Table with 2 columns: Libellé, Valeur.

Table with 2 columns: Libellé, Valeur.

Table with 2 columns: Libellé, Valeur.

Table with 2 columns: Libellé, Valeur.

Table with 2 columns: Libellé, Valeur.

Table with 2 columns: Libellé, Valeur.

Table with 2 columns: Libellé, Valeur.

Table with 2 columns: Libellé, Valeur.

Table with 2 columns: Libellé, Valeur.

Table with 2 columns: Libellé, Valeur.

Table with 2 columns: Libellé, Valeur.

Table with 2 columns: Libellé, Valeur.

Table with 2 columns: Libellé, Valeur.

Table with 2 columns: Libellé, Valeur.

Table with 2 columns: Libellé, Valeur.

Table with 2 columns: Libellé, Valeur.

Table with 2 columns: Libellé, Valeur.

Table with 2 columns: Libellé, Valeur.

Changement de climat pour les sicav obligataires

L'AFFAIRE paraissait entendue. Sans attendre les niveaux records de 1998, l'année 1999 semblait s'annoncer sous les meilleurs auspices pour les sicav obligataires.

Le ralentissement de la croissance en Europe et aux Etats-Unis, la récession au Japon et la chute de l'inflation dans la zone euro ont fait baisser les taux. Cette détente, bien que légère, a permis aux investisseurs de profiter de la baisse des taux.

En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives. En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives.

En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives. En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives.

En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives. En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives.

En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives. En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives.

En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives. En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives.

En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives. En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives.

En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives. En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives.

En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives. En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives.

En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives. En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives.

En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives. En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives.

En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives. En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives.

Changement de climat pour les sicav obligataires

L'AFFAIRE paraissait entendue. Sans attendre les niveaux records de 1998, l'année 1999 semblait s'annoncer sous les meilleurs auspices pour les sicav obligataires.

Le ralentissement de la croissance en Europe et aux Etats-Unis, la récession au Japon et la chute de l'inflation dans la zone euro ont fait baisser les taux. Cette détente, bien que légère, a permis aux investisseurs de profiter de la baisse des taux.

En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives. En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives.

En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives. En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives.

En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives. En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives.

En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives. En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives.

En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives. En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives.

En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives. En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives.

En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives. En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives.

En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives. En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives.

En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives. En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives.

En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives. En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives.

En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives. En moyenne, les performances des sicav obligataires ont été positives.

Baisse du taux directeur nippon à un plancher historique de 0,15 %

L'institut d'émission japonais a décidé, vendredi 12 février, d'assouplir une nouvelle fois sa politique monétaire. Cette mesure est destinée à enrayer la remontée des rendements des obligations

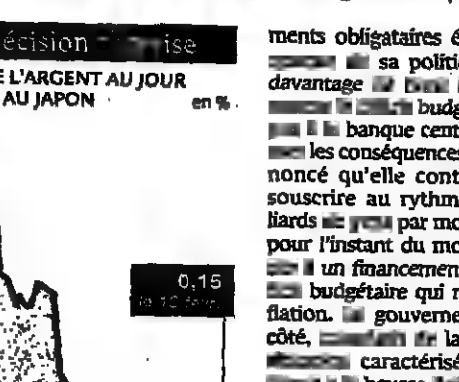
A la surprise générale, le conseil de la Banque du Japon a décidé, vendredi 12 février, d'assouplir une nouvelle fois sa politique monétaire. L'objectif fixé : le taux de l'argent à court terme ramené de 0,25 % à 0,15 %.

Lors d'une conférence de presse, le gouverneur de l'institut d'émission, Masaru Hayami, a déclaré qu'il espérait que cette mesure allait permettre d'enrayer la hausse du taux d'intérêt à long terme dans l'archipel.

En cinq mois, le rendement des emprunts d'Etat nippons a été multiplié par près de quatre. La banque centrale japonaise a, en revanche, affirmé qu'elle n'avait pas l'intention d'intensifier ses achats d'em-

prunts d'Etat, comme lui demandaient le gouvernement nippon à Washington. Ce refus a déçu les opérateurs et provoqué, vendredi, un net recul des marchés obligataires aux Etats-Unis et en Europe.

L'ABAISSEMENT de 0,25 % à 0,15 % du taux à court terme annoncé, vendredi 12 février, par la Banque du Japon constitue le premier assouplissement de sa politique monétaire depuis septembre 1998. L'institut d'émission a toutefois précisé que cette-ci ne constitue pas une nouvelle fois sa politique monétaire. L'objectif fixé : le taux de l'argent à court terme ramené de 0,25 % à 0,15 %.



La Banque du Japon a décidé, vendredi 12 février, d'assouplir sa politique monétaire. Le taux de l'argent à court terme a été ramené de 0,25 % à 0,15 %.

La Banque du Japon a décidé, vendredi 12 février, d'assouplir sa politique monétaire. Le taux de l'argent à court terme a été ramené de 0,25 % à 0,15 %.

Cette mesure d'assouplissement, dont le gouvernement de la banque centrale, Masaru Hayami, a annoncé qu'elle n'était qu'une première étape, a été accueillie avec une certaine réserve par les investisseurs. L'objectif fixé : le taux de l'argent à court terme ramené de 0,25 % à 0,15 %.

La Banque du Japon a décidé, vendredi 12 février, d'assouplir sa politique monétaire. Le taux de l'argent à court terme a été ramené de 0,25 % à 0,15 %.

La Banque du Japon a décidé, vendredi 12 février, d'assouplir sa politique monétaire. Le taux de l'argent à court terme a été ramené de 0,25 % à 0,15 %.

La Banque du Japon a décidé, vendredi 12 février, d'assouplir sa politique monétaire. Le taux de l'argent à court terme a été ramené de 0,25 % à 0,15 %.

Marché international des capitaux : souci de diversification

LE MARCHÉ des capitaux internationaux a été marqué, vendredi 12 février, par une baisse des rendements des obligations. Cette mesure est destinée à enrayer la hausse du taux d'intérêt à long terme dans l'archipel.

La Banque du Japon a décidé, vendredi 12 février, d'assouplir sa politique monétaire. Le taux de l'argent à court terme a été ramené de 0,25 % à 0,15 %.

La Banque du Japon a décidé, vendredi 12 février, d'assouplir sa politique monétaire. Le taux de l'argent à court terme a été ramené de 0,25 % à 0,15 %.

La Banque du Japon a décidé, vendredi 12 février, d'assouplir sa politique monétaire. Le taux de l'argent à court terme a été ramené de 0,25 % à 0,15 %.

Les places boursières sous le sceau de l'hésitation

LES INVESTISSEURS ont été marqués, vendredi 12 février, par une baisse des rendements des obligations. Cette mesure est destinée à enrayer la hausse du taux d'intérêt à long terme dans l'archipel.

La Banque du Japon a décidé, vendredi 12 février, d'assouplir sa politique monétaire. Le taux de l'argent à court terme a été ramené de 0,25 % à 0,15 %.

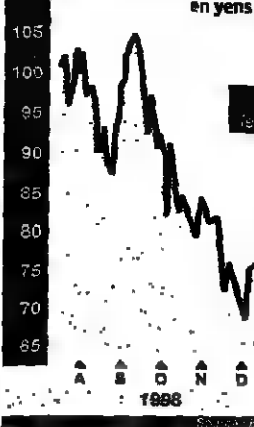
La Banque du Japon a décidé, vendredi 12 février, d'assouplir sa politique monétaire. Le taux de l'argent à court terme a été ramené de 0,25 % à 0,15 %.

La Banque du Japon a décidé, vendredi 12 février, d'assouplir sa politique monétaire. Le taux de l'argent à court terme a été ramené de 0,25 % à 0,15 %.

MATIÈRES PREMIÈRES

Nouveau recul du caoutchouc

COURS À KOBE



LES GRANDS ALÉPHES internationaux sur les produits de caoutchouc ont été marqués, vendredi 12 février, par une baisse des rendements des obligations. Cette mesure est destinée à enrayer la hausse du taux d'intérêt à long terme dans l'archipel.

M. Strauss-Kahn veut une BCE plus transparente

Le ministre français de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, a réclamé, vendredi 12 février, plus de transparence de la part de la Banque centrale européenne (BCE). « Je pense qu'une banque centrale, même pour une monnaie majeure, ne peut pas être opaque », a-t-il déclaré.

Le ministre français de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, a réclamé, vendredi 12 février, plus de transparence de la part de la Banque centrale européenne (BCE). « Je pense qu'une banque centrale, même pour une monnaie majeure, ne peut pas être opaque », a-t-il déclaré.

Les places boursières sous le sceau de l'hésitation

LES INVESTISSEURS ont été marqués, vendredi 12 février, par une baisse des rendements des obligations. Cette mesure est destinée à enrayer la hausse du taux d'intérêt à long terme dans l'archipel.

Les places boursières sous le sceau de l'hésitation

LES INVESTISSEURS ont été marqués, vendredi 12 février, par une baisse des rendements des obligations. Cette mesure est destinée à enrayer la hausse du taux d'intérêt à long terme dans l'archipel.

TOKYO	NEW YORK	PARIS	LONDRES	FRANCFORT
NIKKEI	DOW JONES	CAC 40	FT 100	DAX
+ 0,54%	- 0,17%	- 2,10%	+ 1,63%	- 3,94%

LES INVESTISSEURS ont été marqués, vendredi 12 février, par une baisse des rendements des obligations. Cette mesure est destinée à enrayer la hausse du taux d'intérêt à long terme dans l'archipel.

TOKYO	NEW YORK	PARIS	LONDRES	FRANCFORT
NIKKEI	DOW JONES	CAC 40	FT 100	DAX
+ 0,54%	- 0,17%	- 2,10%	+ 1,63%	- 3,94%

LES INVESTISSEURS ont été marqués, vendredi 12 février, par une baisse des rendements des obligations. Cette mesure est destinée à enrayer la hausse du taux d'intérêt à long terme dans l'archipel.

سكنى من الامل

AUJOURD'HUI

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 FÉVRIER 1999

MODES DE VIE Mardi 16 février marque le début de l'année du Lapin (ou du Lièvre, ou encore du Chat selon les communautés) dans le calendrier chinois et indochinois.

■ D'ABORD CÉLÉBRÉ en petits comités par des communautés plutôt portées à la discrétion, le Nouvel An chinois prend peu à peu le caractère haut en couleur de régions d'ori-

gine, signe que l'intégration collective ne pose que peu de problèmes. ■ L'INTÉRÊT PORTÉ par le public français à la culture extrême-orientale dépasse largement le cadre de

cette fête, comme le démontre le succès grandissant rencontrés par les produits gastronomiques, les articles d'ameublement, de décoration, ou les vêtements, par exemple.

■ LE « FENG SHUI » lui-même, vieille « science » qui tend à harmoniser les rapports de l'homme et du son environnement, connaît une audience croissante.

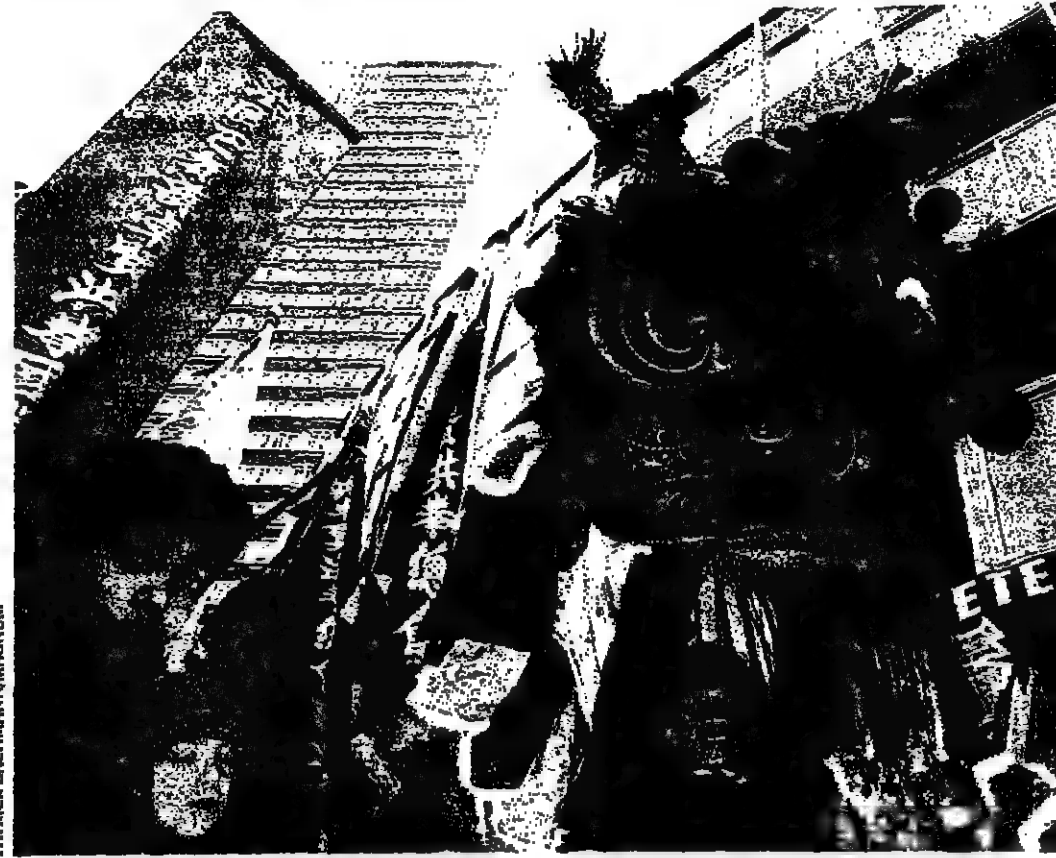
Les fêtes du Nouvel An chinois dépassent les frontières de la communauté

Le mardi 16 février commence l'année du Lapin. Longtemps organisées dans la discrétion, les célébrations rencontrent aujourd'hui un intérêt croissant, qui traduit l'engouement des Français pour la culture extrême-orientale

MARDI 16 FÉVRIER, s'ouvrira le Nouvel An chinois, placé sous le signe du Lapin, après l'année du Tigre, en attendant celle du Dragon, qui débutera le prochain millénaire. En France, la portée de cette fête, au caractère avant tout familial, mais dont la célébration donne lieu à des manifestations de rue, en couleur, s'étend un peu plus chaque année vers la communauté chinoise ou indochinoise.

Hier, l'immigration par des populations réputées socialement peu extraverties, un événement, qui avait empreint d'exotisme, s'est largement sorti de

quelques billets, à l'occasion de pétards, font désormais partie « événements à ne pas manquer ». La popularité du Nouvel An chinois est l'intérêt croissant que rencontre, en France, la culture extrême-orientale en général, et chinoise en particulier, bien que le distingué échappe parfois aux non-initiés. Elle témoigne aussi d'une volonté de visibilité de la part d'une communauté dont l'intégration dans la société française paraît s'effectuer sans trop de heurts. « Ce changement est en partie la conséquence des mesures de régularisation d'immigrés chinois, »



Le dragon défile entre les tours du quartier Italie, le « Chinatown » parisien.

Lapin, Lièvre ou Chat ?

L'année qui débute le 16 février 1999 se prendra fin le 4 février 2000 sera placée sous le signe du Lapin (ou dit plutôt l'année du Lièvre à Taiwan et au Japon, l'idéogramme étant le même pour les deux animaux). Pour les Vietnamiens, il s'agit de l'année du Chat. Les signes du zodiaque chinois sont au nombre de douze : Rat, Boeuf, Tigre, Lapin, Dragon, Serpent, Cheval, Mouton, Singe, Coq, Chien et Sanglier. « Comme le vent la légende, le seigneur Bouddha aurait assigné une année à chacun des animaux venus lui rendre hommage au moment de mettre fin à son séjour terrestre », rappelle Théodore Lau dans son livre des horoscopes chinois (Picquier poche, 99 francs, 200 p.).

À Paris, plusieurs cortèges sont prévus. Dans le 3^e arrondissement, samedi 13 février, à 11 heures (de la rue du Temple à la mairie). Dans le 13^e, dimanche 21 février à partir de 13 heures (départ du Stadium de l'avenue d'Ivry). D'autres animations doivent avoir lieu à Belleville, et en banlieue, à Bagnolet notamment.

L'ombre, l'indifférence ou indirectement, un nombre grandissant de Français de souche s'y intéressent. Dans les guides touristiques de Paris, la visite des « quartiers chinois » (le 3^e et le 13^e arrondissement) sont ainsi mentionnées.

Le défilé du Nouvel An, avec sa danse du dragon qui, devant chaque magasin, « avale » une sauterie contenant une enveloppe rouge où le commerçant aura glis-

sié un billet, est l'un des événements les plus populaires de la région de Wenzhou, dans l'est de la Chine. « À une certaine époque, nombreux étaient ceux qui, en situation irrégulière, étaient dépourvus de papiers. Cela ne leur permettait pas d'organiser des manifestations de rue. » « Il y a encore trois ans, les Chinois de l'arrondissement vivaient en parallèle, assure Michel Chaudenson, adjoint (sans étiquette) au

maire adjoint du 3^e arrondissement. Seuls les enfants étaient à l'aise ; les parents, même immigrés de la troisième génération, restaient en retrait. »

Selon lui, c'est lorsque la mairie a proposé d'organiser le Nouvel An chinois, en 1997, que tout s'est débloqué. La méfiance, voire la peur, à l'égard de tout ce qui pouvait ressembler à l'administration, s'est dissipée, ajoute-t-il, responsable de l'animation de la population d'origine chinoise participant aux bro-

chettes et aux danses du 15 juillet. Dans le 13^e arrondissement, elles sont organisées depuis une dizaine d'années, les habitants du Nouvel An chinois sont devenus une attraction. Plusieurs jours, les restaurants sont pleins à l'occasion de ces fêtes qui marquent aussi une reconnaissance institutionnelle. Le défilé au son duquel de jeunes asiatiques, chinois et français de souche se livrent à des démonstrations de kung-fu et de tai-chi-chuan accueille les élus locaux et s'immobi-

lise, en signe de respect, devant les bâtiments officiels et les écoles.

« Les populations provenant du Sud-Est asiatique sont celles qui s'inscrivent le plus rapidement sur les listes électorales et dans lesquelles les mariages mixtes sont les plus fréquents », rappelle Jacqueline Costa-Lascoux, juriste et sociologue, coauteure de Paris 13^e, l'immigration d'Asie (éditions Autrement). Le chercheur, qui souligne les « très bons résultats scolaires » des jeunes d'origine asiatique, met en évidence la « stratégie d'adapta-

tion » de ces populations qui « se positionnent sur les secteurs professionnels où la concurrence française n'est pas trop importante ».

Traditionnellement spécialisés dans la restauration, ceux qui représentent la partie la plus visible de la plus populaire des communautés asiatiques, la maroquinerie, la bijouterie et la confection, les immigrés chinois ont aussi l'essor des services informatiques, du tourisme et des instituts de beauté.

Dans le 13^e arrondissement en particulier, les cabinets-conseil juridiques ou financiers sont multipliés. On parle de la distribution du négoce, notamment lesquelles s'illustre le groupe de l'immigration Tang, dont la société, fondée en 1976, se situe parmi les grandes entreprises françaises de distribution.

Si le regard porté sur la communauté chinoise change, celle-ci change aussi. « Les nouvelles générations, nées en France, n'ont pas la même façon de voir les choses que leurs parents, estime Yi Hui, qui qu'ils travaillent, ils veulent quitter la famille et parfois vivent en concubinage, ce qui est mal accepté. Ils continuent de manger asiatique, mais ne parlent plus la langue. »

Dans les mariages chinois de France, observe le journaliste spécialiste de l'immigration chinoise Dominique Schramm, il n'est pas rare que la future épouse arrive en robe blanche. L'une rouge, comme l'exige la tradition, et l'autre blanche, selon la coutume traditionnelle, cette coutume est en principe réservée de droit. Les jeunes Chinois, poursuit-il, ont beaucoup évolué, mais ils restent, en général, très attachés au fonctionnement familial. Cela signifie qu'au sein de la famille, il faut toujours être prêt à se rendre service. »

Jean-Michel Normand

Les balbutiements du feng shui en France

ILS ÉTAIENT INQUIÈTES, des clients difficile à supporter pour une « esthétique-relaxologie ». Les affaires ne marchaient pas très fort, et les clients ne venaient pas dans la boutique qu'elle venait de racheter à Paris. Mais, depuis qu'elle a appliqué quelques principes du feng shui, la situation a changé. Il y a quatre mois, elle a appliqué le principe de l'alignement de l'individu, c'est incroyable, mais le téléphone a commencé à sonner, les clients viennent, bref ça marche.

Les autres employées de cette boutique d'une cinquantaine d'années ont réagi avec scepticisme devant la volonté de leur patronne de bouger les meubles, d'ajouter quelques plantes vertes, un carillon chinois et des poissons rouges, mais elles ont dû se rendre à l'évidence : les affaires repartent. Et Lisa s'est rendue, jeudi 11 février, au Salon des pratiques douces, afin de s'inscrire à un stage organisé par l'association Feng Shui France, et d'écouter Simon Brown.

Cet Anglais d'une quarantaine d'années vient de publier en France son livre sur la bonne influence du feng shui (éditions Hachette pratique), ouvrage qui s'est classé à la parution dans les meilleures ventes de livres pratiques d'après le palmarès publié par Livres Hebdo. Pourtant, le feng shui en est à ses balbutiements en France, à la différence de la Grande-Bretagne, où il s'est imposé via Hong-kong. Depuis des sociétés comme British Airways, Marks and Spencer ou Bodyshop en utilisent les principes. Mais ce n'est pas tout.

particuliers qui ont recours au feng shui pour aménager leur maison. Blazer bleu marine, chemise jaune et sac à main orange, Simon Brown a révisé les grands principes du feng shui dans une atmosphère baignée par les essences aromatiques. L'idée de base est que l'environnement, jusqu'aux plus petits détails de l'ameublement et du décor, influe sur l'énergie de chacun, le chi.

Pour augmenter les ventes, rien de tel que les couleurs mauve, violette ou rouge, et les formes pointues

Le feng shui permet d'organiser le décor pour que chacun bénéficie au maximum de ses possibilités. « Quand j'ai commencé à m'intéresser au feng shui, j'ai cherché à comprendre pourquoi certains commerces avaient du succès, explique Simon Brown. La chaîne Mulberry a fait preuve de beaucoup d'intelligence dans son design. Les couleurs rouge, le jaune et le blanc, attirent les clients et les formes à angles droits créent une atmosphère dure et empêchent de s'attarder trop longtemps. »

Les couleurs sont donc fondamentales dans

le feng shui, de même que les formes et les matériaux. Mais l'orientation d'un bâtiment compte aussi dans la disposition des meubles. Elles sont aussi importantes sur « la circulation du chi ». Pour Simon Brown, l'élément le plus important d'une maison est le lit, dont l'emplacement peut se déterminer à l'aide d'une boussole. Mais de l'éclairage à la disposition des miroirs, de la date du déménagement jusqu'à l'ombre portée par le bâtiment, rien n'est laissé au hasard. Si une maison doit être un havre, un lieu de travail ou d'une autre nature. Simon Brown a été le consultant de British Airways pour la construction d'un nouvel immeuble accueillant près de 3 000 salariés. Il recommandait des objectifs : pour augmenter les ventes, rien de tel que les couleurs mauve, violette ou rouge et les formes pointues. L'énergie y sera plus active. Pour évoluer dans un environnement concurrentiel, il privilégie les couleurs blanches et brillantes et les formes dures. L'atmosphère y sera combattante, presque agressive.

Son livre, très riche de conseils pratiques, précise « ce que vous pouvez faire pour le feng shui, (...) art de dessiner votre maison pour connaître le bonheur, la santé et la prospérité » : d'un meilleur sommeil à une nouvelle carrière, de la conception d'un enfant à l'amour et la passion, rien n'est oublié. L'association Feng Shui France, créée en 1998, revendique déjà 4 000 adhérents.

Michèle Aulagnon

Les consommateurs ont l'esprit zen

LA VISIBILITÉ des films du Nouvel An chinois est l'un des signes de la conséquence du succès rencontré des produits de consommation d'origine ou de culture asiatique. Carrefour, comme d'autres grandes enseignes, mène ces jours-ci une opération commerciale de grande envergure en proposant non seulement des plats cuisinés, des bonbons, des bibelots japonais ou des meubles laqués, mais aussi des voyages en Extrême-Orient, des vêtements en soie, du mobilier de jardin en bambou, des jeux électroniques inspirés des mangas (bandes dessinées) japonais.

Depuis quelques années, le consommateur français apprécie de plus en plus les plats cuisinés chinois. Les nouilles chinoises commencent à concurrencer les pâtes italiennes et la livraison à domicile de produits japonais est en plein essor. Très prisé ces temps-ci dans le monde de l'habillement, le « look chinois » attire un public plus nettement masculin dans la décoration d'intérieur, où l'art de vivre sino-japonais fait un tabac. La palette est large, du minimalisme zen au kitsch volontaire et à l'installation d'une atmosphère chinoise

pratique l'aromathérapie et les massages.

Controversé, le succès du feng shui (discipline chinoise à organiser la maison selon « les courants d'énergie naturelle ») recrée en tout état de cause l'aura actuelle de la culture venue du Sud-Est asiatique. Les valeurs telles que les arts martiaux sont toujours populaires auprès des jeunes. Sur un autre registre, les ateliers de calligraphie et des séances de méditation chinoise. Plus modestement, le restaurant l'Etoile de Belleville organise l'intention de ses clients à travers la musique traditionnelle avec l'association Chinois de France, Français de Chine.

Mondialisation et disparition des frontières révèlent les tendances nationales ou régionales, que l'on retrouve au sein de la scène, relève Vincent Grégoire, du bureau de style Nelly Rodi. En Extrême-Orient, l'art de vivre occidental, et notamment français, lui aussi très prisé, connaît un regain d'intérêt. Les exportations de produits de luxe.

J.-M. N.

Le Monde
interactif

<http://www.lemonde.fr>

Toute l'actualité de la bourse, des nouvelles technologies, du cinéma, des livres, du sport...

Deux jeunes issus de cette filière ont fait leurs débuts internationaux au Tournoi de Paris

afin de permettre à des jeunes fragilisés de pratiquer un sport de haut niveau tout en poursuivant des études. Meheddi Khaldoune, champion

de France seniors (-81 kg), et Anthony Rodriguez, vice-champion d'Europe juniors (-73 kg), sont issus de cette structure, unique en France.

la **14** **15** **16** **17** **18** **19** **20** **21** **22** **23** **24** **25** **26** **27** **28** **29** **30** **31** **32** **33** **34** **35** **36** **37** **38** **39** **40** **41** **42** **43** **44** **45** **46** **47** **48** **49** **50** **51** **52** **53** **54** **55** **56** **57** **58** **59** **60** **61** **62** **63** **64** **65** **66** **67** **68** **69** **70** **71** **72** **73** **74** **75** **76** **77** **78** **79** **80** **81** **82** **83** **84** **85** **86** **87** **88** **89** **90** **91** **92** **93** **94** **95** **96** **97** **98** **99** **100**

la **14** **15** **16** **17** **18** **19** **20** **21** **22** **23** **24** **25** **26** **27** **28** **29** **30** **31** **32** **33** **34** **35** **36** **37** **38** **39** **40** **41** **42** **43** **44** **45** **46** **47** **48** **49** **50** **51** **52** **53** **54** **55** **56** **57** **58** **59** **60** **61** **62** **63** **64** **65** **66** **67** **68** **69** **70** **71** **72** **73** **74** **75** **76** **77** **78** **79** **80** **81** **82** **83** **84** **85** **86** **87** **88** **89** **90** **91** **92** **93** **94** **95** **96** **97** **98** **99** **100**

la **14** **15** **16** **17** **18** **19** **20** **21** **22** **23** **24** **25** **26** **27** **28** **29** **30** **31** **32** **33** **34** **35** **36** **37** **38** **39** **40** **41** **42** **43** **44** **45** **46** **47** **48** **49** **50** **51** **52** **53** **54** **55** **56** **57** **58** **59** **60** **61** **62** **63** **64** **65** **66** **67** **68** **69** **70** **71** **72** **73** **74** **75** **76** **77** **78** **79** **80** **81** **82** **83** **84** **85** **86** **87** **88** **89** **90** **91** **92** **93** **94** **95** **96** **97** **98** **99** **100**

la **14** **15** **16** **17** **18** **19** **20** **21** **22** **23** **24** **25** **26** **27** **28** **29** **30** **31** **32** **33** **34** **35** **36** **37** **38** **39** **40** **41** **42** **43** **44** **45** **46** **47** **48** **49** **50** **51** **52** **53** **54** **55** **56** **57** **58** **59** **60** **61** **62** **63** **64** **65** **66** **67** **68** **69** **70** **71** **72** **73** **74** **75** **76** **77** **78** **79** **80** **81** **82** **83** **84** **85** **86** **87** **88** **89** **90** **91** **92** **93** **94** **95** **96** **97** **98** **99** **100**

la **14** **15** **16** **17** **18** **19** **20** **21** **22** **23** **24** **25** **26** **27** **28** **29** **30** **31** **32** **33** **34** **35** **36** **37** **38** **39** **40** **41** **42** **43** **44** **45** **46** **47** **48** **49** **50** **51** **52** **53** **54** **55** **56** **57** **58** **59** **60** **61** **62** **63** **64** **65** **66** **67** **68** **69** **70** **71** **72** **73** **74** **75** **76** **77** **78** **79** **80** **81** **82** **83** **84** **85** **86** **87** **88** **89** **90** **91** **92** **93** **94** **95** **96** **97** **98** **99** **100**

la **14** **15** **16** **17** **18** **19** **20** **21** **22** **23** **24** **25** **26** **27** **28** **29** **30** **31** **32** **33** **34** **35** **36** **37** **38** **39** **40** **41** **42** **43** **44** **45** **46** **47** **48** **49** **50** **51** **52** **53** **54** **55** **56** **57** **58** **59** **60** **61** **62** **63** **64** **65** **66** **67** **68** **69** **70** **71** **72** **73** **74** **75** **76** **77** **78** **79** **80** **81** **82** **83** **84** **85** **86**

quartier de façon positive. En 1998, Mehmedovic est devenu, à seulement dix-huit ans, champion de France seniors en catégorie moins de 81 kg et a participé au championnat du monde juniors. Il est potentiellement un colosse impressionnant des spécialistes. Anthony Rodriguez, vice-champion d'Europe juniors moins de 73 kg, compte parmi les plus grands espoirs du judo français. Ses espoirs passés, c'est une lueur d'autres internationaux avant eux, par son parcours unique en France: l'école technique de

pour créer une section sport-études classique. Nous, au contraire, nous avons d'abord créé le secteur sportif, et nous y avons ajouté le scolaire. Quand un jeune rejoint l'école, nous premièrement lui donnons le goût de redonner le goût des études, car il n'est pas question qu'il ne revienne qu'au lycée.

Depuis la création, une cinquantaine d'élèves, âgés de dix à vingt ans, sont passés par l'ancien technique du club pour préparer leur bac professionnel, leur BEP ou comptabilité ou le vente, tout en pratiquant le judo de façon intensive. Les cours sont très rigoureux au dojo même, les enseignants viennent des clubs de haut niveau publics ou privés. Les élèves, desquels on exige une attitude exemplaire, ont également des entraînements de judo par jour et une préparation physique personnalisée. « Ils ne m'ont pas échappé dans l'enseignement traditionnel, mais

Déceptions françaises

La première journée du Tournoi international de la Ville de Paris a été décevante pour le judo français, vendredi 12 février, au stade Pierre-de-Coubertin, avec **deux victoires et une défaite** au podium pour 30 judokas au départ dans les cinq catégories au programme. C'est la junior de **Florian Coudane** (Seine-et-Marne), Anne-Sophie Mondière, vingt ans, qui a **survécu l'honneur**. Troisième aux derniers championnats d'Europe de sa catégorie, elle a **confirmé un potentiel intéressant** en **une troisième place** grâce à **un superbe ippo** face à la Britannique Rogers. Mais le plus attendu, Loub Benbouaddoud, champion d'Europe des 66 kilos, n'a pu monter sur le podium. Il s'est fait **surprendre en demi-finale de tableau**, après moins de cinq **combats**, par l'ex-champion du monde **Yukimasa Nakamura**, et fut vainqueur japonais Yukimasa Nakamura, tandis que la championne du monde des **lourds**, Christine Ciotot, **était battue d'entrée** par la Sud-Coréenne **Sook-lee**.

reprend FERRAZ Sanchis. *Ne se sont que deux ou trois par cours, et cela change tout.* »



Cette année, Anthony Rodriguez a quitté l'école technique pour rejoindre le centre d'entraînement de l'Impse, à Paris. Mehdi Khaledouni rejoindra la rentrée prochaine, après avoir achevé son BAC de comptabilité. « Avant d'être à l'école technique, je faisais les cours pour aller courir ou faire du judo », raconte-t-il. Une fâcheuse habitude que le champion du France a dû abandonner. Le dojo est aussi sa salle de classe.

Gilles Van Rode



VAIL (Etats-Unis)
de **■** envoyé spécial
L'objet du délice **■ ■ ■ ■ ■**
mesure **■ ■ ■ ■ ■**
à s'y méprendre **■** ce nouveau type
de **■** « tal-
lés », si larges
en spatule « ta-
ton », **■ ■ ■ ■ ■**
patu, qu'il révo-
lutionne les
sports de neige.

sentés au départ des stations avec ces mini-ski incongrus. Dans une discipline épargnée par les récentes innovations technologiques qui ont **gagné** le **ski** géant ou la **descente**, cette initiative aurait pu être à la fois **innovante** et **performante**. En effet, grâce notamment à Thibault Garnier, **trésorier** des **premiers** **places**

« Ça ressemble, au roller, annonce Christophe Aubournet, responsable du département course chez Sakumoto. Tu laisses venir les pieds, ils reviennent. En fait, tu suis le matériel, tu n'es pas obligé comme avec des skis classiques de provoquer des allègements, des pivotelements en fait, ils appuient-redont, bref de brutaliser le skieur ».

Pour l'instant, les fabricants français Salomon, Rossignol et Dynastar ont une longueur d'avance sur leurs concurrents étrangers avec leurs modèles raccourcis, même si Atomic et  en ce  même dans la course, ils croient d'autant comme fer que l'avenir du skieur, et du ski en général, passe par ces mini-skis.

sur des pentes pas trop raides et des neiges douces, chez les garçons la prudence est de **50 km/h** que **50 km/h** leaders, comme **50 km/h** Amiez, qui n'ont pas hésité à le essayer, leur présidant un néel avant pour peu que les fabricants radicalisent la conception et la fabrication de leurs modèles pour les adapter aux exigences du slalom moderne qui se joue à **50 km/h** sur des pentes sévères et verglacées. Le message a été parfaitement reçu.

« Nous ne sommes qu'au début de l'histoire sur le plan technique, reconnaît Christophe Aubonnez. En imaginant que sur Pechéle de performance la Coupe du monde représente le niveau 5, nous sommes au niveau 1 ou 2. Il nous faut encore du temps. Mais nous progressons très vite. » Si vite que l'entraineur des slalomeurs français, Stefano Delmasso, ne serait pas étonné que, dès 2000, certains coureurs  adopteront des skis raccourcis  Coupe du monde.

Film Channel

SKI rrique est Super-axe Equipe V, mais tout le monde l'appelle « 168 ». Ce ski apparenté modèles « extrême carve » qui autodirigent toutes les andaces de trajectoires et de rayons de courbe est l'une des vedettes des discussions de comtois de Vail.

Ce sont principalement les salonneurs, seldes au bagage technique plus fruste, qui adoptent ■■■ plus faciles à manier et très tolérants en cas de faute. Ils prennent ■■ autre plus de plaisir, avec le sentiment de « jouer ». ■ Ces stils sont très sécurisants, explique Stéphane Sorrel. ■■ permettent ■■■ évolution souple et des mouvements très déliés dans une discipline où priment pour ■■ meilleurs l'engagement ■■ l'agressivité. ■■

DÉMARCHE MARKETING

Au-delà de la concurrence technique à laquelle se livrent les fabricants de skis, c'est toute une démarche marketing qui se profile. La référence au roller n'est pas innocente. Il faut séduire les jeunes.

Reste à savoir si les skis courts vont réussir l'examen du haut niveau. Si chez les filles, et la réussite de Florence Masnadà le prouve, ils ont leur raison d'être, notamment

DÉPÊCHES
■ **FOOTBALL:** un dispositif télé-

VAILL (Etats-Unis) **envoyé** sp
Lasse Kjus est un drôle de bon
nuageux ■ perdent souvent dans
sions ■ joie ■ résumé il de sim
pistes ■ Vail, au Colorado, ■ ski
l'habitude ■ moquer ■ froides
En revanche, quand il s'agit d'év
manes sportives, plus personne n
le chauve triste. Vendredi ■ ré
course époustouflante, le champion
porté le slalom géant ■ champion
mais il s'est une nouvelle ■ int
samba sur ■ podium.

concentration » pensant au record de Pirmin Zurbruggen, a-t-il brièvement arrêté après son tour de piste. « Mais il faut se surpasser ! » dit-il. C'est sa meilleure performance en géant depuis longtemps. « Ma joie est immense. » Devançant d'à peine cinq centièmes ~~Frank~~ ~~Matti~~ Matti Büchel - auteur d'une ~~très~~ exemplaire, le séide du Liechtenstein - il bien ~~leur~~ créer « la surprise des championnats du monde... » ~~Le~~ Kjus a gagné la course dans le dernier mur vertigineux où soignent ~~les~~ courbes

C'est d'ailleurs sur **la** dernière bosse que la plupart des **cadors** **sur** **richiens** » (Hermann Maier, dit Benjamin Racht) ainsi que le Norvégien Kjetil Andre Aundne ont péché. **Maier** la première fois, encore membre de la « Wunder Mannschaft » **et** **par** **la** suite le podium. Le **Norvégien** Locher s'est emparé du **podium** pour offrir une deuxième médaille à son pays **norvégien** que le premier Français, Raphaël Burtin, finit à **la** **place**. Avec **ce** **triumph** titre mondial, **Kjus** pourrait maintenant contester au multiple champion olympique de **la** fond, Bjorn Dælie, le statut de héros national norvégien. « Impossible, répond-il, sérieusement. Il est impensable de **être** **fondateur** dans mon pays. »

Paul Miguel

Le Rallye de Suède s'achève dimanche 14 février

STOCKHOLM
de leur correspondant
Puis, la réputation taciturne
Finlandaise, le mystère
(Mitsubishi) et le muet un bon
question à tous les ans.
Comment expliquer la réussite des pilotes
nordiques dans les épreuves
de rallye automobile ? Joint dans
du Suède, qui a obtenu jeudi 12 fé-
vrier et le 13, le deuxième dimanche
en février, le champion du monde
de la discipline, grondeur plus
tapote portable. « Ça n'est pas un
mélange d'expérience, de chance et
de concentration, finit-il par dire.
En fait, il n'y a plus tellement de
différences aujourd'hui entre les Nor-
diques et les autres : le monde
se donne le fond et c'est plus dur

pilotes septentrionaux s'est eff-
 flochée depuis la fin des ann-
 nées 80, leur palmarès en est im-
 meuse par son impressionnant :
 un vingt des titres
 deux aux Suédois. Ayant décro-
 ché les trois dernières, Tommi Ma-
 kinen s'est déjà imposé en digne
 des Juha Karankunen
 (quatre titres), Ari Vatanen, Timo
 Salonen et Klaus Miettinen.
 Autant de noms qui suscitent
 5 noms de Finlandais,
 sans parler du titre champion
 du monde arraché au dernier par

C'est lors que Tommi Makdne évoque son enfance que se dessinent les raisons du succès norvégien. Fils d'agriculteurs, il apprend la conduite « dès l'âge de sept-huit ans » sur les longues routes « à deux roues », dans des véhicules « impropres au pays », car ils n'existent pas en Suède. La police ne peut aussi pas trop le solliciter, affirme-t-il. Les jeunes conducteurs emmenés pendant six longs mois de l'année, les jeunes conducteurs s'agrippent naturellement à la conduite en glissade, qu'ils pratiquent aussi sur les lacs gelés. Il existe d'ailleurs un test de conduite « glacé lors des examens » de passage du permis de conduire.

ORIGINE RURALE
 Cette aptitude à contrôler un véhicule à la limite de l'adhérence confère aux Nordiques un avantage non négligeable sur leurs rivaux méditerranéens : environ 80 % des épreuves du championnat du monde se déroulent sur neige ou sur terre.

Le jeune Tommi Mäkinen est initié à la mécanique par ses frères, comme tant de jeunes qui, dans les forêts et sur les immenses régions forestières, passent le plus clair de leur temps libre les mains dans le cambouis. Ce n'est pas pour rien que les pilotes des Nord-

diques ayant réussi ■ volant sont d'origine rurale. Un vifier dont seuls ■ plus talentueux parviendront à s'extraire pour réaliser une carrière internationale ■ discipline ■ populaire. ■ l'argent contribue évidemment ■ faire la différence au-delà d'un ■ ni ■ concourir doit, ■ principe. ■ ■ porée du plus grand nombre. Ces ■ ne sont-ils pas pénétrés d'égalitarisme, héritage ■ social-démocratie scandinave ?

Ainsi les voitures participant à certaines épreuves doivent-elles passer à un certain niveau, les « courses du peuple », doivent-elles pas aller plus de 3 500 couronnes (390 €). Et toute personne a le droit de racheter l'un de ces véhicules à la fin de la ligne d'arrivée franchie... « Une façon de limiter les coûts », explique Thomas Lindberg, journaliste au magazine suedois *MotorSport*.

PAS DE BÉNEVOLENCE

Autre spécificité nordique, les règlements : plus ambitieux l'échelon national, un pilote finlandais doit réussir ses preuves dans des rallyes interdisant les quatre roues motrices et, surtout, les circuits de montagne. Plus exigeants donc « ce qu'apprend à réagir très vite et à improviser dans toutes les situations », se félicite Risto Laine, porte-parole de la Fédération nationale de sport automobile (AKK).

... conduite « aveugle »
abandonnée en Suède il y a une
bonne dizaine d'années. Ce n'est
pas la seule raison de la
perte de vitesse par rapport à
volants nordique. « La Finlande
le seul pays monde doté d'un vrai
système d'aide », jeunes pilotes et
copilotes », affirme Jukka Kivimäki,
en charge de ce programme créé il
y a cinq ans. « L'AKK. Apprendre à
choisir matériel, à réagir en
course, à prendre notes de
route : l'ancien copilote de
Alen, avec lequel il remporta six
Rallyes en 1000 lacs (Finlande),
met son savoir-faire à la disposition
des jeunes pilotes », poulains,
27 ans.

Il ■■ crémère aussi sur ■■ rai-
les du championnat du monde,
leur faisant ouvrir la route à ses co-
■ pour le compte des meilleurs
■■■ ceux-ci ne partent en re-
connaissance. Ces graines de
champion peaufinent leur prépara-
tion physique ■■ psychologique lors
de stages biannuels, l'Institut des
sports de Vierzelm. A ■■ pro-
gramme s'ajoute un petit ■ plus -
mystérieux, qui se trouve dans
gènes ■ Finlandais ■■ sin.
capacité ■■ surpasser dans
difficultés, Tommi Mäki-
nen ■■ qu'■ arrive
matériellement ■ quand le besoin
s'en fait sentir ■■ le me sens alors
habitué d'une force nouvelle ■■
sur-tout il.

Antoine Jacob

BAROQUE : un concept rebelle à la définition.
VERTIGES DU BAROQUE : un dossier qui vous
emmène au royaume de la sensibilité
exacerbée et de l'exaltation des sentiments
amoureux et politiques.

Et aussi :
Les mondes de Jean Giono

M UNE PUBLICATION DU MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

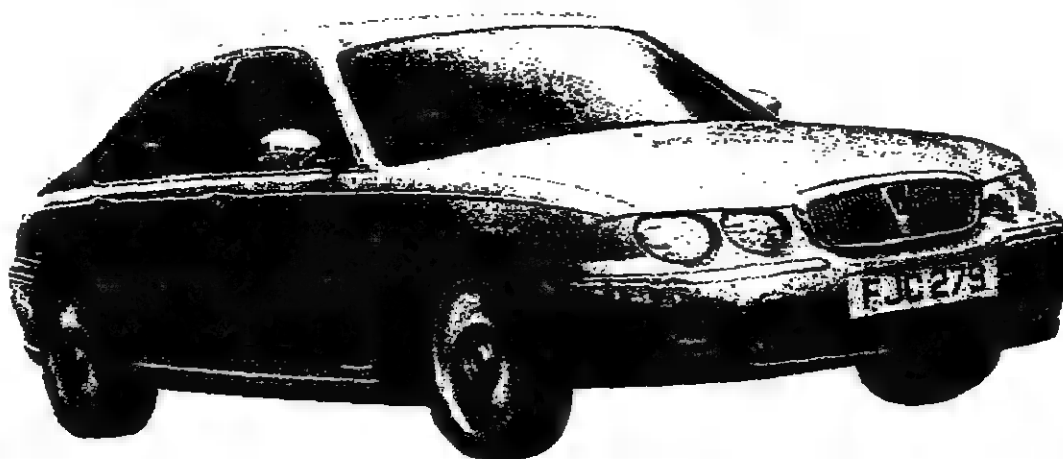
De ce modèle dépend la renaissance de la marque anglaise, propriété de l'allemand BMW

Le constructeur allemand a apporté une base roulante inédite, un très bon moteur Diesel, un essieu arrière, l'électronique et son souci de la qualité

Rover, marque britannique au passé plutôt tumultueux, s'appareille à jouer un rôle décisif : il va tout. Du destin de la nouvelle Rover 75, première berlinette de la firme depuis une bonne vingtaine d'années, dépend très largement celui de Rover, désespérément installée dans le désert depuis son rachat par BMW, en 1994.

Les déboires de cette délicate greffe anglo-germanique ont contraint Bernd Pischetsrieder à quitter, il y a tout juste une semaine, la présidence de la firme.

Dommage, le profil manque un peu de dynamisme. Pour y remédier, les stylistes ■■■ opportunistes ■■■ soulignent ■■■ flancs d'un trait de chrome, à hauteur de ■■■ poignée ■■■ porte. Pas très convaincant. A l'intérieur, l'espace est ■■■ et l'ambiance cosy ■■■ des plastiques rembourrés, une débauche de ■■■ noyer et de confortables sièges ■■■ rétro ■■■ aux coutures arrondies rappelant, précisent les initiés, ceux de ■■■ Ro-



Un nouveau Land Rover Discovery

La Rover 75 est une voiture

Discovery

D'ici à l'arrivée, prévue dans

d'autres continuent à voter ou en sait trop pourquoi - le souvenir des

(36 267 €). Disponible à partir du mois de juin. . . .

DETAILLANT - GROSSISTE
VEND ■■■■ PARTICULIERS
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

MOBECO
 • 239 à 247, rue de Belleville
 Paris 19ème - M° Télégraphe
 • 50, avenue d'Italie
 Paris 13ème - M° Place d'Italie
01.42.08.71.00
 7 jours sur 7
VENTES PAR TÉL. POSSIBLE

du timbre

Chez votre marchand de journaux

au sommaire du numéro de février

Le 1^{er} janvier 1999, le dernier inventaire sur les reliques avant d'inéluctables réformes ? Jacques Rocard, Balladur et Jean-Louis Leleu s'est attelé à la tâche.

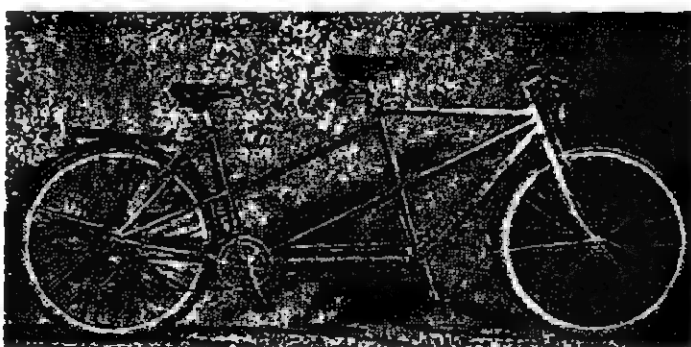
Revivez mois après mois
les principaux événements
de l'année passée.

Plus : Les Clés de l'info
4 pages pour décoder l'actualité

Le passager, n'ayant aucune visibilité, doit ~~laisser~~ une totale confiance à son pilote, qui doit lui donner les ordres au bon moment : accélérer, accuser le choc d'une tornade, se ~~mettre~~ en danseuse, changer de vitesse. ~~Il~~ spécifie qu'il faut danser les partenaires à partager le ~~moment~~

Florence Serpette

★ La Maison du vélo de Paris propose à tous la découverte de la bicyclette et du monde d'apprentissage du vélo en toute sécurité, qu'il est possible de louer (225 francs la journée, 34,30 €). Renseignements : 01-42-81-24-72 ou 01-43-20-26-02.



DETAILLANT - GROSSISTE
VEND ■■■ PARTICULIERS
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

TOUJOURS LES GRANDES MARQUES AUX MEMBERS' PRIZE

Recommandé par Paris Pas Cher, Paris Chaudron, etc...
MATELAS • SOMMIERS
 fixes ou relevables - toutes dimensions.
 SWISSFLEX - TRÉCA - EPEDA - PINELLI
 STAMMERS - DUNLOPILLO - BULTEX - etc...
 Garantie 5 et 10 ans

Canapés - Salons - Clic-Clac -
 CHAIRS - TISSUS - ALCANTARA
 Stalder - Daverio - Gaudin - Sufren etc...
 5500 m2 d'occupation
 LUNDINSON GRATUITES SUR TOUTE LA FRANCE

MOBECO
 • 239 à 247, rue de Belleville
 Paris 19ème - M° Télégraphe
 • 50, avenue d'Italie
 Paris 13ème - M° Place d'Italie
01.42.08.71.00
 7 jours sur 7
VENTES PAR TÉL. POSSIBLE

Le Monde
DES PHILATELISTES

Chaque mois
toute l'actualité

du timbre

Chez votre marchand de journaux

LE CARNET DU VOYAGEUR

prévisions pour le 15 février à 0 heure T

Louer un costume pour mardi gras ou un carnaval

CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 FÉVRIER 1999

ART CONTEMPORAIN Du 11 au 16 février, la France est l'invitée d'honneur de l'Arco, la foire d'art contemporain de Madrid. Catherine Trautmann, ministre de la

culture, Lionel Jospin, premier ministre, et Jacques Toubon, ancien ministre de la culture, s'y sont successivement rendus. Vingt-neuf pays sont représentés. LES ORGA-

NISATEURS L'Arco est par la suite à l'honneur des pays d'Europe. Et ils font appel à des critiques ou à des conservateurs de musée pour participer à la sélection des

posants. VINGT des trente-sept exposants français ont été sélectionnés par le critique Nicolas Bourriaud, qui est, nous a-t-il déclaré, intéressé par « les artistes de [sa] génération,

d'où qu'ils viennent », et estime que si, aujourd'hui, la scène artistique française est « excellente », c'est « parce que les étrangers y participent à nouveau ».

Les artistes français sont présents en force à la foire de Madrid

La France invitée d'honneur de l'Arco, la foire d'art contemporain qui se tient dans la capitale espagnole du 11 au 16 février, participe avec éclat à la manifestation et montre sa vitalité comme son intérêt pour les arts plastiques et la création

ARCO, l'internationale d'art contemporain de Madrid. Parc d'expositions Juan-Carlos I, pavillons 1 et 7, 28042 Madrid. Tél. : 00-34-91-722-50-17. Jusqu'au 16 février, 12 heures à 21 heures. Entrée de 2 000 à 3 000 pesetas (12 € à 18 €). Catalogue 5 000 pesetas (30 €), version CD-ROM disponible.

MADRID

de notre envoyé spécial

C'est une première. Pas l'Arco, qui en est à sa dix-huitième édition. Mais trois ministres français, deux en exercice, visitant une foire d'art contemporain à l'étranger, cela ne s'était jamais vu. Catherine Trautmann, ministre de la culture, Lionel Jospin, premier ministre, et Jacques Toubon, ancien ministre de la culture, se sont succédés le mercredi 10 février, lorsque l'infante d'Espagne, son épouse inaugurant la foire. L'après-midi, le premier ministre français Lionel Jospin déboulait au chef du gouvernement espagnol, José María Aznar. Le troisième ministre, Jacques Toubon, qui, s'il n'est plus aux affaires, est un amateur averti d'art contemporain. Chaque année, les Madrileños pensent moins aux Pères blancs qu'aux armées napoléoniennes qui les envahirent autrefois, la presse espagnole est parfois sévère, témoignant ici d'un certain agacement, pointant là ce qu'elle juge une forme d'arrogance.

« J'ai souhaité », dit Catherine Trautmann, « en venant à Madrid, manifester ma gratitude à l'égard de la ville d'origine de la foire, un rôle primordial à jouer à l'égard de la culture. Nous avons, le département des affaires internationales et l'Association française d'action artistique, mis les moyens qu'il fallait pour [les] soutenir. »

Jacques Toubon, dont c'est aussi la première visite à la foire de Madrid, se félicitait d'avoir « inauguré la première formule d'aide aux galeries dans la foire, à l'occasion d'un événement de grande envergure. Nous devons, en tant qu'État d'esprit exportateur, mais utilisant les instruments de l'institutions des pays, l'exporter, il ne faut pas avoir l'esprit de missionnaire ».



Lionel Jospin et José María Aznar (au premier plan) visitent l'Arco.

« Afrique. » Et pourtant : devant la déferlante française, les Madrileños pensent moins aux Pères blancs qu'aux armées napoléoniennes qui les envahirent autrefois, la presse espagnole est parfois sévère, témoignant ici d'un certain agacement, pointant là ce qu'elle juge une forme d'arrogance.

COCORICO OBLIGE

« Français partout, la foire (trente-sept exposants, dont vingt sélectionnés par le critique Nicolas Bourriaud) dans la ville, où ils vont se nicher jusque sur les panneaux Décaux : Pierre Joseph y a installé ses sérigraphies qui remplacent les habituelles publicités par des visions décalées de Superman, Blanche-Neige ou de Cupidon. Yann Kersalec a illustré de rouge et d'or mouvant la verrière de la d'Atocha. Annette Messager bénéficie, au Parque del Retiro, de sa première rétrospective d'Espagne... »

A l'Arco, il y a quelques regards, principalement les gal-

ristes parisiens habitués à la foire, pour dire que l'agitation n'est qu'un coup de marketing qui remplacera pas leurs années d'expérience et risque au contraire de leur nuire en focalisant l'attention sur de jeunes galeries vite venues, vite reparties. Il y a les déjà vétéran de la scène internationale, comme la Parisienne Nathalie Obadia, scandalisée par la vision partielle de l'art français donnée, revendiquée, par Nicolas Bourriaud. Il y a des représentants de vingt-neuf pays, de l'Allemagne à Venezuela, en passant par la Colombie et les États-Unis,

dont, cocorico oblige, on ne parlera pas cette année. Il y a aussi cette satanée mauvaise langue qui fait, Musée Reina Sophia, passer sans un regard des invités français devant une rétrospective de Chillida, qu'on n'a pourtant pas l'occasion de voir de notre côté des Pyrénées, pour s'entasser mieux dans la coconsacrée à l'excellent Pierrick Sorin ou à l'exposition Man Ray apportée par le Centre Georges-Pompidou.

Mais il y a aussi cette présence massive - quinze manifestations à Madrid, mais aussi à Barcelone, Séville ou Bilbao -

produit son effet : révélera beaucoup la vitalité de la scène artistique française. Très soutenue par l'État, elle bénéficie de la présence de personnes privées.

En témoigne cette initiative de l'Association pour le développement international de l'art français (Adiaf), une association de collectionneurs présidée par Gilles Fuchs, l'ancien patron de Nina Ricci, qui s'est donné pour objectif « d'aider les artistes, vivant et travaillant dans ce pays, à reprendre la place qui leur revient ».

LES POULAINS DES COLLECTIONNEURS

Les collectionneurs concernés ont donc organisé à Madrid une exposition de leurs poulains, une « France, une nouvelle génération ». Claude Closky et Christophe Vigouroux, en passant par Vincent Corpet, Guillaume Elie, Xavier Veilhan, en révèle les choix étranges, proches de ceux des institutions culturelles, ce qui ricaner certains marchands qui n'hésitent pas à leur conférer, fournisseurs attitrés du public comme du privé.

« Rien n'est pire que d'exposer nos querelles microchloines », dit Jacques Toubon. Saluée par nos ministres, la vague française sur l'Espagne est une initiative trop rare pour n'être pas louée. Pour Catherine Trautmann, « c'est une expérience dont il faudra tirer le bilan ». L'heure, les quelques coups diplomatiques, les quelques sensibilités froissées, le résultat est globalement positif.

Parcours madrilène

● Rétrospective Annette Messager. Palacio Velazquez-MNCARS, Parque Retiro, Madrid. Tj. 10 h à 18 h. Fermé mardi. Jusqu'au 19 avril.
● Man Ray, photographies, 1919-1948. Musée national Reina-Sofía (MNCARS), calle Isabel 52. Tj. 10 h à 21 h. Fermé le mardi. Jusqu'au 23 avril.
● Pierrick Sorin, Los Mirones (les voyeurs). MNCARS. Jusqu'au 11 février.
● Xavier Veilhan, vidéo. Rétrospective. MNCARS. Du mercredi au samedi de 19 h à 21 h. Jusqu'au 13 mars.
● « Ecran », les artistes et le cinéma. MNCARS. Les vendredi et samedi. Du 5 au 29 mai.
● « Jeux de miroirs » en photographie, collections du FNAC. Canal Isabel-II, calle Santa-Engracia 125. Tj. 10 h à 14 h, de 17 h à 20 h 30. Fermé le lundi. Jusqu'au 15 août.
● « France, une nouvelle génération », collections privées françaises présentées par l'Adiaf. Circulo de Bellas-Artes, calle Alcalá 42. Du mardi au vendredi, de 17 h à 21 h, le samedi et dimanche de 11 h à 14 h. Fermé le lundi. Puis au Musée d'art moderne de Sintra, du 15 août au 15 août.
● Dominique Perrault. Museo de Fomento, calle de la Castellana 67. Tj. 10 h à 14 h et de 17 h à 21 h. Fermé le lundi. Jusqu'au 21 mars.

Nicolas Bourriaud, commissaire de la sélection

« La scène nationale est excellente, parce que les étrangers y participent à nouveau »

COFONDATEUR de la revue *Perpendiculaire*, Nicolas Bourriaud, trente-trois ans, anime la revue *Documents sur l'art* et a été considéré l'un des chefs de file de la jeune critique française. « Dans quelles circonstances a-t-elle confié la sélection des galeries françaises à cette année ? » - Chaque année, l'Arco est un événement, l'honneur, le commissaire local. Les Espagnols ont l'Association française d'action artistique (AFAA) à la fin de 1997, et ce sont eux qui ont proposé ma candidature. L'expérience m'intéressait d'autant plus que je n'avais jamais vu la situation artistique de notre pays depuis longtemps. Je suis parvenu par les artistes de ma génération, d'où qu'ils viennent, et leur nationalité m'importe peu. Mais il se trouve qu'on a la chance de l'Arco d'une scène

nationale excellente, aujourd'hui. Peut-être parce que les étrangers y participent à nouveau. Il est étonnant de voir l'Arco d'entre nous, vient faire leurs débuts en France. Nous sommes au rôle de plaque tournante, nous nous sommes perdus. L'Ecole de Paris, les deux guerres, c'était cela, ce brassage : il faut renouer avec cette tradition-là. Quels ont été vos critères de choix ? - Ce qui m'intéresse aujourd'hui, ce sont les artistes qui sortent du monde clos de l'art. Ceux apparus dans les années 1980 questionnent la société dans laquelle ils vivent. Attention ! L'art purement sociologique m'ennuie. Et d'un autre côté, l'art ne doit pas être un symptôme, mais un vécu. Il me semblait également nécessaire de présenter l'actualité française d'une manière cohérente.

Je voulais éviter le saupoudrage, qui aurait fait moins de mérites, mais me rendrait plus pertinent, et aussi montrer l'hétérogénéité de la création d'aujourd'hui. Ce n'était pas simple : l'Arco est une foire commerciale, j'avais donc à choisir des galeries, autant que des artistes. Il y en a de très bonnes, j'ai écartées parce que les artistes qui m'intéressent chez eux ne travaillaient pas dans leur pays... Le 4 février, le supplément culturel du journal *ABC* a publié un entretien dans lequel vous tenez des propos terribles sur l'art espagnol, ce qui a déclenché une polémique. Qu'est-ce que votre position ? - J'ai demandé un droit de réponse. La journaliste a refusé. L'entretien s'est déroulé en espagnol, langue que je parle correctement, mais je

suis découvert un vocabulaire que j'ignorais. « Sepulcro », par exemple, pour désigner l'art de l'art dans ce pays... Il y a là une certaine malveillance, qui veut montrer, sinon des défauts, des faiblesses, du moins une polémique dirigée contre le comité de sélection d'Arco. Et aucun de ceux qui connaissent mon travail ne pourra croire que j'ai pu dire, comme ce journal me le prête, que rien d'intéressant ne s'est produit en France depuis 1960, à l'exception de Bertrand Lavier. C'est évidemment absurde. Et même si je pensais le plus grand mal de la situation espagnole, ce qui n'est certainement pas le cas, je ne suis pas assez stupide pour m'en aller à un journal nationaliste, quelques jours avant le vernissage de la foire.

Propos recueillis par Harry Bellet

Un rendez-vous européen ouvert aux talents neufs

MADRID de notre envoyé spécial « La foire est bonne, très bonne même », dit le marchand parisien Daniel Lelong. Membre du comité organisateur de la FIAC, il va lancer dans le petit jeu des comparaisons. Mais l'Arco apparaît cette année comme une excellente foire d'art en Europe. Ce n'y a-t-il pas les chefs-d'œuvre peints du XX^e siècle de la sculpture moderne de Cologne. Si l'on y tient boutique, on y vendra difficilement des artistes qui ne seraient pas espagnols. Si l'on est esthète, on se pincera le nez devant quelques œuvres de jeunes très jeunes artistes qui ont parfois des airs de déjà-vu. Et pourtant, ce qui fait la qualité première de l'Arco, c'est précisément qu'elle présente du nouveau, du frais, sinon de l'alternatif. Et des galeries internationales : quinze portugaises, dix-

huit latino-américaines, par exemple. Elles ont été invitées les années précédentes, comme la Foire d'Art contemporain de la région du Pacifique. Les prochains pays à l'honneur seront successivement l'Italie, la Grande-Bretagne, l'Australie, la Suisse, le Canada et, en 2005, la Californie et la région du Pacifique. Un tour du monde qui s'écartera volontiers des sentiers battus. Les organisateurs tiennent à cette diversité. Ils n'ont pas hésité à faire appel à des critiques à des conservateurs de musées, situation impensable en France, pour participer à la sélection des exposants. La Foire présente ainsi un « Programme nordique » confié à Elisabet Haglund, directrice du Kommun Konstnärsmuseum de Suède ; un programme d'avant-garde, « Cutting Edge », établi par trois critiques ; un regard sur l'Europe de l'Est, « East Wind/West Wind », proposé par

Lorand Hegyl, directeur du Musée Ludwig de Vienne. Et encore la section « Project Media », où vingtaine d'artistes ont voulu confier chacun un stand. Enfin, l'espace « Arco Electronica/Media Art » expose les installations vidéo, multimédia, et les infographiques. **ACQUISITIONS INSTITUTIONNELLES** Dans leur souci de faire de Madrid, chaque mois de février, une plaque tournante de l'art contemporain, les organisateurs multiplient les invitations et les rondes. On y trouve les responsables culturels les plus en vue du moment, comme Harald Szeemann, et des représentants des institutions les plus actives, comme l'X-Art Foundation et Blast de New York. Tami Cameron, directeur du Museum of New York, a été nommé responsable des acquisitions de la Fondation Arco, qui a pour

vocation de procéder à des achats dans la foire pour un montant total de 20 millions de pesetas (1,2 million d'euros). La galeriste Nathalie Vallois, parmi d'autres, en a bénéficié. La condition : les œuvres sélectionnées doivent être nées entre 1955 et 1970. D'autres institutions espagnoles ont annoncé des budgets réservés à la foire, pour un montant d'environ 10 millions de pesetas (783 millions d'euros). Si les galeries échappaient à cette sélection publique, elles peuvent toujours espérer se consoler en séduisant un des 90 collectionneurs privés invités à la foire, comme les Français Jean Brolly ou Marin Karmitz : ils sont reconnaissables puisque l'organisation leur a pourvu d'un badge rouge fort voyant, estampillé d'un « A ». Comme Arco, ou comme Argent.

Il B.

GRAND JURY
RTL Le Monde LCI

FRANÇOIS
LEOTARD

Débat animé par
OLIVIER MAZEROLLE

avec PATRICK JARREAU - LE MONDE
et PIERRE-LUC SÉGUILLON - LCI

DIMANCHE
18H30

SUR
RTL & LCI

Marcel Maréchal, directeur du Théâtre du Rond-Point Renaud-Barrault

« Je n'aurais eu aucun regret si l'on avait demandé à un jeune créateur de me succéder »

MARCEL MARÉCHAL dirige le Théâtre du Rond-Point Renaud-Barrault depuis le 1^{er} janvier 1995. Son mandat, de deux ans, a été renouvelé une première fois en 1997. Il arrive à échéance le 31 décembre 1999. Le 1^{er} décembre 1998, Dominique Wallon, directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles au ministère de la culture et de la communication, a reçu Marcel Maréchal pour lui annoncer que son contrat ne serait pas renouvelé une seconde fois, et que, en conséquence, il devrait quitter le Théâtre du Rond-Point à la fin de l'année.

« Selon vous, quelles raisons ont motivé la décision de mettre fin à votre mandat ? »

« Parce qu'on veut donner le Rond-Point à Francis Huster. Au ministère, on m'a fait comprendre d'un geste que la décision venait d'en haut. Le bruit court depuis une dizaine d'années que Jacques Chirac a promis à Francis Huster de lui donner un théâtre public. J'ai senti qu'il n'y avait rien à faire. J'ai dit que je rendrais les clés le 31 décembre. »

« Le ministère avance que le bilan de votre gestion n'est pas complètement positif, aussi bien sur le plan économique que public. Il y a donc des problèmes de fréquentation et d'argent. »

« On a effectivement commencé, en 1995, avec un spectacle qui n'a pas très bien marché, *La Trilogie des Colifortins*. Mais, depuis, nous sommes en constante progression. Cette année, nous avons eu un très beau succès avec *Tchin-Tchin*, et nous en avons un actuellement avec *Réver peut-être*. D'ailleurs, nous faisons 40 % de recettes propres sur un budget global de 30 millions de francs, alors que dans les contrats triennaux il est recommandé d'avoir au moins 30 % de recettes propres. »

« Comment expliquez-vous que le ministère vous ait demandé de ne plus faire de productions jusqu'à la fin de votre mandat. N'est-ce pas précisément pour combler un trou financier important ? »

« Il y a des difficultés financières. Je ne les nie pas, mais elles sont dues à un déficit structurel. Ce déficit s'explique par le coût social de la passion de la Crie au Rond-Point et de la Maison des cultures du monde, et à moi-même une mise en examen. Celle-ci s'est soldée par un non-lieu, mais elle a été très désagréable. »

« Effectivement, nous avons perdu 1,5 million de francs par rapport à nos prévisions de 1995. Cela veut dire que nous sommes responsables d'un déficit de 1,5 million de francs. Il est possible de récupérer cette somme dans la gestion d'un contrat triennal. Si nous avions toute production financée par des subventions, c'est pour retrouver l'équilibre financier à la fin 1999. Mais, comme nous sommes dans les lieux jusqu'à cette date et que nous ne voulons pas mettre au chômage technique tout le personnel de la maison, nous avons trouvé une production indépendante pour monter les prochains spectacles, *Les Trois Mousquetaires* et *Savannah Bay*. »

« Pourquoi ? »

« Quand nous sommes arrivés, nous avions dans les lieux une société de restauration dont le contrat n'avait pas été dénoncé par notre prédécesseur, Chérif Kaznadra. Nous avons dû traiter avec cette société, qui n'a pas payé ce qu'elle nous devait en location, frais... ce qui a causé un manque à gagner important dans le budget. Il faut ajouter une quinzaine de

procès qui nous ont opposés à cette société et qui ne sont pas encore totalement terminés. Ces procès ont valu à Robert Abraché, qui était président de la Maison des cultures du monde, et à moi-même une mise en examen. Celle-ci s'est soldée par un non-lieu, mais elle a été très désagréable. »

« Il y a donc un déficit de 5 millions de francs, sans compter les pertes dues aux spectacles qui ont mal marché ? »

« Effectivement, nous avons perdu 1,5 million de francs par rapport à nos prévisions de 1995. Cela veut dire que nous sommes responsables d'un déficit de 1,5 million de francs. Il est possible de récupérer cette somme dans la gestion d'un contrat triennal. Si nous avions toute production financée par des subventions, c'est pour retrouver l'équilibre financier à la fin 1999. Mais, comme nous sommes dans les lieux jusqu'à cette date et que nous ne voulons pas mettre au chômage technique tout le personnel de la maison, nous avons trouvé une production indépendante pour monter les prochains spectacles, *Les Trois Mousquetaires* et *Savannah Bay*. »



Marcel Maréchal devra quitter le Théâtre du Rond-Point à la fin de l'année.

« Qu'envisagez-vous pour l'avenir ? »

« Je quitte le Rond-Point sans trop de regrets parce que je considère que c'est un ovni dans le théâtre public à Paris. Il a une mission de type rive gauche, alors qu'il se trouve en plein cœur du triangle d'or de la rive droite. Mon rêve était d'en faire un théâtre populaire, au sens noble du terme. Je n'y suis pas arrivé. Je voudrais un autre lieu, mais on ne me fait aucune proposition, ce que je trouve profondément blessant. Je n'ai pas

encore l'âge de la retraite. Je me sens l'énergie de diriger un théâtre qui soit en rapport avec ma carrière. Sans nier les qualités de mon successeur, je trouve que le choix de Francis Huster ne s'impose pas, culturellement et artistiquement. De ces deux points de vue, il n'a pas encore fait ses preuves. Je n'aurais eu aucun regret si l'on avait demandé à un jeune créateur de prendre ma succession. »

Propos recueillis par Brigitte Salino

L'Elysée dément avoir imposé la nomination de Francis Huster

FRANCIS HUSTER succédera-t-il à Marcel Maréchal au Théâtre du Rond-Point Renaud-Barrault, à la demande expresse de Jacques Chirac ? Christine Albanel, conseillère pour l'éducation et la culture à la présidence de la République, dément que l'Elysée ait imposé cette nomination qui, selon Marcel Maréchal, serait l'origine du non-renouvellement de son contrat. En revanche, Christine Albanel confirme que « la présidence de la République souhaite que Francis Huster prenne la direction d'un théâtre public important. Ce n'est pas forcément le Rond-Point. Ce peut être Chaillot ou un autre. Tout le monde sait que Jacques Chirac aime bien Francis Huster, et qu'il avait pensé à lui pour la Comédie-Française, quand Jean-Pierre Miquel est arrivé en fin de mandat, en 1998. Mais, à l'époque, les conditions n'étaient pas réunies, en raison en particulier de la cohabitation ». Chris-

tine Albanel précise que, pour l'instant, la présidence de la République n'a pris aucun contact avec Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication.

Interrogé sur la nomination de Francis Huster, Dominique Wallon, directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles, au ministère de la culture et de la communication, reste sur la réserve. « Ce n'est pas à moi d'annoncer ni de commenter quoi que ce soit. Il est évident qu'il faut mettre en place un projet qui redonne du dynamisme au Rond-Point. Mais cette question est délicate : le Théâtre du Rond-Point fait l'objet d'une convention d'exploitation qui lie la Ville de Paris, propriétaire du théâtre, et l'Etat. Cette convention doit être rediscutée en 2000. Nous allons parler avec Marcel Maréchal de la possibilité de lui trouver un autre lieu. Mais nous ne sommes pas encore en mesure de lui faire une

proposition ferme. Cette proposition peut ne pas venir de l'Etat seul. »

Né en 1937, Marcel Maréchal a commencé à faire du théâtre à la fin des années 50, à Lyon, où il a successivement dirigé le Théâtre du Cothurne (de 1960 à 1968), puis le Théâtre du Huitième (de 1968 à 1975). Il s'est ensuite installé à Marseille, d'abord au Théâtre du Gymnase (de 1975 à 1981), puis au Théâtre national de la Créée, qu'il a créé et dirigé avec un succès incontesté jusqu'à ce qu'il prenne la direction du Théâtre du Rond-Point, en 1995. Il joue en ce moment dans deux pièces, l'une à 18 h 30, *La Maison du peuple* de Louis Guilloux (un de ses auteurs-fétiches, avec Jacques Audiard et Jean Vauthier), l'autre à 20 h 30, *Réver peut-être*, de Jean-Claude Grumberg. Tél. : 01-44-95-98-00.

B. Sa.

Le retour de Terrence Malick crée l'événement au Festival de Berlin

BERLIN de notre envoyé spécial

C'est avec la présentation du film allemand *Almè* et *Jaguar*, de Max Färberböck, une histoire d'amour entre deux femmes dans l'Allemagne en guerre, que s'est ouvert le quarante-neuvième Festival international du film de Berlin. La cérémonie d'ouverture, fait unique, a été présidée par le chancelier allemand, Gerhard Schröder. Il a prononcé quelques mots d'encouragement à destination du cinéma allemand, dont la situation économique et esthétique appelle davantage des souhaits que des paroles de satisfaction. La compétition officielle a donc commencé avec un film espagnol que l'on oubliera vite, une découverte française et un événement.

Le film espagnol, c'est *Entre las Piernas* (littéralement *Entre les jambes*), de Manuel Gomez Pereira. Débutant comme une comédie érotique, le film bifurque vers le récit policier avec la découverte d'un cadavre. En voulant jouer sur tous les tableaux, de la satire au suspens, le film de Manuel Gomez Pe-

reira succombe sous la vulgarité de son ironie.

Karnaval, de Thomas Vincent, situe son récit sur quelques heures, durant le carnaval de Dunkerque. L'air, un jeune homme, tombe amoureux de Béa, qu'il a aidée un soir à transporter son mari ivre mort. Il retente sa chance auprès d'elle le lendemain, durant les festivités carnavalesques. Ce qui est remarquable dans le film de Thomas Vincent, c'est la façon dont il parvient à maintenir une tension presque insupportable. Les débordements diaboliques semblent fournir ici un terrain favorable au surgissement de l'incident brutal (raciste ou passionnel) qui ne se réalise jamais. Quelques complaisances vénielles n'empêchent pas *Karnaval* d'être, d'ores et déjà, une révélation du festival.

REFLEXION PHILOSOPHIQUE

L'événement, c'est bien sûr le film de Terrence Malick, *The Thin Red Line*. Malick revient avec l'adaptation d'un roman de James Jones (l'auteur de *Tout ce qu'il y aura des hommes*), situé pendant la

guerre du Pacifique. Par sa longueur (presque trois heures), par sa structure, par ses partis pris narratifs, *The Thin Red Line* fait figure d'objet atypique dans la production américaine contemporaine. Entassément verbeux de mélodrames individuels (les voix off) que l'on entend sur la bande-son sont celles des divers personnages), ce film se veut une réflexion philosophique. C'est par la répétition et le ressassement, par la façon dont le film provoque parfois une sensation d'ennui, que le cinéaste rend perceptible sa vision extrêmement personnelle, quoique non exempte d'emphase : il perçoit dans l'humanité une grande âme collective alternativement en osmose et en conflit avec l'indifférence de la nature.

Si l'on examine l'ensemble des sélections et le Forum, dirigé par Ulrich Gregor, on note la domination du cinéma asiatique. Le festival témoigne une fois de plus de sa vitalité actuelle, même si les premiers films asiatiques découverts cette année ne bouleversent pas les hiérarchies établies. A. de Mori

Jean-François Rauger

Les droits d'auteur renforcés

EN ADOPTANT le 10 février le projet de directive européenne sur le droit d'auteur et les droits voisins dans la société de l'information, le Parlement européen a tiré une épingle du pied des producteurs de disques, des sociétés d'auteurs et des artistes. Ce texte, amendé par un rapport rédigé par Roberto Barzanti (socialiste italien), devra être soumis au Conseil des ministres. Il étend la législation existante aux nouvelles technologies de communication, notamment à Internet, où le flou juridique laissait planer des doutes sur la pérennité des droits à rémunération attachés à la propriété intellectuelle et artistique menacés par le piratage. Le vote au Parlement de Strasbourg marque la victoire des dé-

fenseurs du « contenu » contre les opérateurs, menés par l'Alliance pour un futur numérique (British Telecom, France Télécom, Nokia, Philips, Bull...) et ayant trouvé des alliés dans les usagers - des bibliothèques aux franc-tireurs de la musique sur le Net - tous partisans de la gratuité. Les députés ont été sensibles aux artistes. Conduits par la chanteuse grecque et députée européenne Nana Mouskouri (PPE, conservateurs) et le musicien français Jean-Michel Jarre, ils étaient venus s'exprimer la veille du vote à Strasbourg après avoir remis, à la mi-janvier, au président du Parlement, José María Gil-Robles, une pétition signée par quatre cents artistes européens.

Artistes et industriels du disque demandaient d'exercer le droit exclusif d'interdire ou d'autoriser la diffusion d'une œuvre sur le Net. Le Parlement européen leur donne en partie satisfaction. Autre point positif, la directive prévoit d'appliquer à la copie privée le système de rémunération (une taxe sur les supports vierges) en vigueur dans tous les pays de l'Union européenne - sauf l'Irlande, le Royaume-Uni et le Luxembourg. Un amendement prévoit que les radiodiffuseurs sont autorisés à créer des services on line sans aucune autorisation, à condition d'utiliser pour cela leurs « archives » - une notion floue.

La partie n'est pas gagnée, mais elle est bien commencée

Véronique Mortaigne

Marc-Olivier Dupin démissionne du CA de l'Orchestre de Paris

LE COMPOSITEUR Marc-Olivier Dupin, directeur du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris, vient de démissionner du conseil d'administration de l'Orchestre de Paris. Dans la lettre de démission qu'il a adressée à Michel Prada, président du conseil d'administration de l'OP, et à Dominique Wallon, directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles au ministère de la culture et de la communication, Marc-Olivier Dupin explique que tant la réflexion sur l'avenir de l'institution symphonique d'un point de vue musical et social que le projet et le rôle d'un futur directeur musical étaient occultés lors des conseils d'administration de l'institution parisienne.

Théâtre des Célestins de Lyon

Fêtes Vénitiennes

Mardi 16 février

Place des Célestins, Rue Emile Zola

Renseignements : 04 72 77 4000

A l'Est, quoi de nouveau ?

Galleries. Pèlerinage dans le désert de la rue Louise-Weiss, dans le 13^e arrondissement parisien

POUR RESTER BRANCHÉ, le pèlerinage dans le désert de la rue Louise-Weiss, où les espoirs de vie de quartier sont pour l'instant déçus, semble indispensable. Presque une fois par mois, rythme auquel les six galeries éphémères s'exposent, ensemble, ne feraient pas forcément figure d'événement. Ainsi de l'accrochage de la galerie Air de Paris, où l'on voit un pot de fleur de Carsten Holler, un panneau *Bienvenue à Twin Peaks* de Philippe Parreno et un miroir de Liam Gillick qui décuple le nombre de pièces présentées, les- quelles ne sont pas nouvelles, mais signées par des artistes très demandés.

A Art Concept, le show de photos qui, de Ben à Wegman en passant par Boltanski et Robert Cumming, fixe des petits instants de dévotion du corps et du geste est plus amusant. Il a aussi le mérite de nous faire découvrir le Néerlandais Bert Sissling entre papa et maman, avec qui il forme une trinité pour le moins chargée.

Chez Almine Rech, la réunion de Nicky Hoberman, Inez Van Lamsweerde et Milos Manetas se tient. Les trois artistes ont des préoccupations communes : les images diversément fabriquées du monde de l'enfance. Celles, glacées, des petites filles modèles de Lamsweerde, photographe championne du silicône et du retouchage à l'ordinateur, sont inquiétantes. Celles d'Hoberman, qui vous peint ses gamines blafardes entre deux eaux, frisent le cauchemar. Quant à Manetas, il les plonge dans un bain numérique qui les décompose et invite à prendre en compte la corrosion du regard à travers les jeux vidéo. Côté expositions individuelles, on peut s'attarder dans le *Bureau augmenté* de Michel François, une

installation qui investit toute la galerie de Jennifer Flay, en intégrant téléphones, dossiers, courriers et ordinateurs. Un tas de pièces de monnaie jonchent le dessous d'un bureau, des médicaments en gélules recouvrent le dessus d'un autre. L'espace de travail est ponctué d'images parasites et de flashes. Le tout forme l'assez surprenante métaphore d'un cerveau sur le point de disjoncter.

Le vent de Californie qui nous arrive avec Jim Shaw (galerie Praz-Delavallade) est plutôt léger, les monstres et les petites horreurs que l'artiste se plaît à montrer étant sans conséquence. Shaw puise dans l'imagerie de la science-fiction, dans les films de série B et la BD. Tour à tour illustrateur, sculpteur de masques affreux et peintre de rêves au format de couvertures de polars, Shaw aime la « sous-culture » qui lui permet de refléter la société. Ce copain de Mike Kelley, qui a fait partie du même groupe de musique bruyante, les Destroy All Monsters, n'en a pas la trempe ni la férocité.

TITILLANTS INCONUS

A l'est de la Scène Est et son enfilade de galeries, il y a Ivry, le Crédac et son sous-sol de béton, où, avec une belle constance, sont présentés de jeunes artistes à peine connus, et où il est rare qu'il n'y ait rien à se mettre sous la dent. Le Centre d'art accueille deux expositions. L'une est intitulée « Avec ou sans titre ». Elle réunit cinq peintres : Aldo Caridda, Michel Guillet, Baptiste Roux, Miguel Sancho et Eglé Viloux, qui ont entrepris, chacun à sa manière, d'« activer » la peinture sans recourir à la figuration. Un exercice périlleux qui ne va pas de soi par les temps qui courent, où le risque est grand de laisser un



La sous-culture, dominante chez le Californien Jim Shaw.

fort goût de déjà-vu, quel que soit l'habit dans lequel dame peinture se coule. Ici entre mur et mobilier peints, panneaux de tissus à rayures, à carreaux, à pois ou à fleurs et glacées organiques.

L'autre exposition, plus titillante, montre, à sa façon, comment les artistes traitent la fable et la métaphore. Une bonne douzaine de vidéastes, dessinateurs et installateurs s'y retrouvent autour d'un prétexte original : la « Légende dorée de Jacques de Voragine », dont les récits, au XIII^e siècle et pour un sacré bout de temps, ont fourni à l'imaginaire populaire matière à idolâtrer les martyrs et les saints. Comme aujourd'hui les médias fournissent matière à idolâtrer Marilyn et Diana ? L'occasion d'une ou deux découvertes. Par exemple les jumelles indiennes de Londres, Amrit et Rabindra

D. K. Kaur Singh, qui montrent leur famille, faisant coïncider modernité occidentale et traditions orientales. En mettant la tête dans les patios enchantés et des hot dogs sur le barbecue d'un jardin plein de déesses et de fleurs divines, leurs peintures imitent la manière des miniatures anciennes.

Geneviève Breerette

* 20-34, rue Louise-Weiss, Paris 13^e. Galeries Art Concept (tél. : 01-53-60-90-30) ; Air de Paris (tél. : 01-44-23-02-77) ; Emmanuel Perrotin (tél. : 01-42-16-79-79) ; Praz-Delavallade (tél. : 01-45-83-71-90) ; Almine Rech (tél. : 01-45-83-71-90) ; Jennifer Flay (tél. : 01-44-06-73-60). Jusqu'au 6 mars. Le Crédac, Centre d'art d'Ivry, 93, rue Georges-Gosnat, 94200 Ivry. Tél. : 01-49-60-25-06. Jusqu'au 28 février.

Stéphane Braunschweig démêle les fils du « Marchand de Venise »

LE MARCHAND DE VENISE, de Shakespeare. Mise en scène : Stéphane Braunschweig. Avec Hugues Quester, Bruno Pesenti, Michel Fau, Emmanuel Renon, Nicolas Pirson, Hélène Lussier, Claire Aveline, Stéphanie Ronget.

THÉÂTRE DES BOUFFES DU NORD, 37^e, boulevard de la Chapelle, Paris, 10^e. M^e la Chapelle. Tél. : 01-46-07-34-50. Du mardi au samedi, à 20 heures ; dimanche, à 16 heures. De 70 F à 130 F. Jusqu'au 27 février (puis à Valenciennes, Saint-Brieuc, Cherbourg, Caen, Reims, Toulouse, Metz, Chartres et Dunkerque). Durée : 3 heures.

Il y a quatre siècles déjà se posait la question du titre : *Le Marchand de Venise* ou *Le Juif de Venise* ? L'appari- tion de Shylock avait retenu si profondément les spectateurs qu'ils avaient retenu le juif et effacé le marchand. Pourtant, la pièce est imprimée en 1600 sous le titre de *L'Histoire comique du marchand de Venise*.

A cette histoire, oui, comique, Stéphane Braunschweig ouvre grand la scène. Quoi de plus amusant en effet que les jeux d'amour et

de rôles de quelques privilégiés de la Sérénissime, soudés par le pouvoir, les affaires et la religion. Dégaines d'héritiers insouciantes, chez qui l'esprit de caste s'étale sans autre façon. Morgue et intolérance. De joyeux nantis, propriétaires de la République comme de Dieu, prêts à se serrer étroitement les coudes à la première alerte. L'irruption du juif dans leur monde n'est qu'un accident, bénin. L'occasion d'un rappel à l'ordre. Le leur.

LA MONSTRUOSITÉ EN PARTAGE

Ici, l'argent et la chair s'affichent d'un seul tenant. Impossible de songer pénétrer chez la riche et délectable Portia sans poser auparavant une grosse somme sur la table. Shakespeare met en place un commerce triangulaire pervers, où la femme devient abordable grâce à l'argent du juif. C'est donnant-donnant : la chair de l'homme (le marchand Antonio) contre celle de la femme (Portia). Chair interdite de consommation, jusqu'au moment où l'intérêt sera tranché, par l'intervention de la femme elle-même, travestie en juge (en homme) pour se délivrer. Rarement, autant de fils auront été em- mêlés chez Shakespeare, et rarement ils auront été déliés avec autant de soin et d'élégance que par

Stéphane Braunschweig. La pièce, souvent déclarée injouable, devient ici transparente, traversée par des noceurs d'autant plus violentes qu'elles sont brèves.

Le metteur en scène a trouvé Antonio et Shylock opposables comme les doigts de la main. Des individus, mais aussi les représentants, l'un et l'autre, d'une humanité qui possède la monstruosité en partage. Celle du Vénitien, esclavagiste, raciste ; et celle du juif, Shylock (le seul à posséder un nom de consonance anglaise parmi les Italiens), qui va s'employer à le surpasser dans le mal.

Dans l'expression beurrée et le masque ravagé d'Antonio, il est difficile de séparer ce qui appartient aux insuffisances de l'acteur (Bruno Pesenti) et à la profonde antipathie qu'il est censé dégager. Chez ce dépressif, seule la réputation pour le juif excède le dégoût de soi. Antonio est un esprit dérangé, qui a perdu tout intérêt dans les affaires et paraît chercher de nouvelles épreuves qui le sortiraient de la banalité des transactions marchandes. Un assoiffé de l'amour et de la reconnaissance des autres, qui alourdit la balance des sentiments de ses agissements mortifères, auto-sacrificiels. Un provocateur, qui paraît souffler, en hal- lue

ciné, les termes du marché de chair à Shylock, et, les bras tendus en croix, appeler une injustice qui le transformerait en nouveau Christ.

Shylock est la proie, choisie par lui, à laquelle il s'abandonne. A la fin des fins, l'instrument permettant de démontrer sa supériorité absolue : s'il est un peuple élu, c'est celui des marchands vénitiens. Cela se lira dans l'assurance des garçons et l'enjouement des filles. Un code de la distinction, sensible jusque dans l'élocution. Aimable compagnie d'animaux de race dressés à la chasse, pour qui la justice devient le lieu d'un hallali. Scène effroyable du juif cerné par la bonne société, où chacun y va de sa morsure en toute impunité.

Dans le rôle de Shylock, Hugues Quester a remplacé au pied levé Philippe Clévenot, malade. Dans la douleur du père, dans l'avarice et la haine, dans l'aveuglement et la lucidité, immobile dans son pardaessus marine et son feutre, bras tendus et poings serrés dans les poches, Hugues Quester donne à suivre en direct les rebonds d'une pensée. Le rasoir qu'il brandit est l'instrument propre à inscrire sa création dans les mémoires.

Jean-Louis Perrier

artiste qui réussira même à lui faire chanter - assez juste -, un air de *La Veuve joyeuse* !

Renée Fleming arrive à point nommé dans un monde musical qui nous inflige les trois ténors, avec sa voix moirée, son souffle infini, sa justesse d'intonation impeccable, cette modestie qui la fait s'effacer derrière Schubert, Strauss, Liszt, Glinka, Gershwin - un *Summertime* digne d'Eileen Farrell -, Rachmaninov, Dvorak, Wolf pour révéler la beauté, la douleur, l'hallucination parfois que ces compositeurs ont mis dans leur musique. Il n'y a que Debussy qui lui résiste. Trop présente, trop charnelle, trop belle (il), cette voix manque de l'allu- sif, de l'ellipse qu'il faut mettre aux *Ariettes oubliées*, de la net- teté d'élocution qui rend si diffi- cile la mélodie française : faut-il

la dire en la chantant ; la chanter en la disant ?

Une demi-heure après la fin du récital, Roberto Alagna fait les cent pas devant le Palais Garnier. Il vient à nous : « Je suis tout seul, j'ai perdu la famille. » « Alors ? Fleming ? », lui demande-t-on. « Quelle artiste ! Quelle chanteuse ! Quelle musicienne ! Son air de *Rusalka* de Dvorak ! Et vous avez entendu Eschenbach ? Quelle sonorité ! Quel artiste lui aussi ! » Roberto, comme vous, on s'incline. Depuis les récitals parisiens de Victoria de Los Angeles, il y a longtemps déjà, on n'était pas sorti d'un récital de chant aussi différent que quand on y était entré. France Musique diffuse ce récital, le 25 février, à 12 h 35. Est-ce la bonne heure ?

Alain Lompech

SORTIR

PARIS

Les Oranges
d'Aziz Chouaki, mise en scène de Laurent Vacher, avec Jean-Claude Leguay et Gilles Andrieux (musicien).

Les Oranges est un beau texte, écrit à la première personne, par l'écrivain algérien Aziz Chouaki. Un chant d'amour pour le sien, qui le conduit à traverser l'histoire de son pays de 1830 à nos jours. De sa fenêtre, où montent comme une rumeur les tragédies et les joies du quotidien algérois, il raconte, observe, commente dans l'attente et l'espoir que « le sang sèche, comme l'encre ». Cité internationale (Théâtre), 21, boulevard Jourdan, 14^e. RER Cité-Universitaire. Les 16 et 19, 20 heures ; le 18, 19 heures. Tél. : 01-43-13-50-50. Durée : 1 h 30. De 55 F à 110 F.

Orchestre national de jazz
La grande formation de jazz aidée par les pouvoirs publics, actuellement menée par le contrebassiste Didier Levallet, continue d'être un fantastique laboratoire de rencontres entre les générations et les styles du jazz. Levallet y combine sa passion

pour les grandes heures des big bands et des formes plus avancées du genre. Colomnes (92). Salle des fêtes et des spectacles, 88, rue Saint-Denis. Le 13, 20 h 30. Tél. : 01-47-81-69-02. 110 F.

Sheryl Crow
Roddy Frame
Dans le registre du *mainstream*, le courant dominant du rock américain aux angles arrondis et aux refrains calibrés en vue des passages radio, la chanteuse Sheryl Crow s'élève au-dessus de la mêlée. Elle possède une personnalité complexe et une présence scénique qui font concurrent(e)s. Sheryl Crow sera précédée d'une première partie de luxe en la personne de l'Ecossois Roddy Frame, ancien démiurge d'Aztec Camera, auteur en 1998 avec *The North Star* (Indépendance/Small) d'un album miraculeux de pop mélodique et aérienne. Le Grand Rex, 1, boulevard Poissonnière, Paris-9^e. M^e Bonne-Nouvelle. 20 heures, le 15. 140 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

A tout jamais, une histoire de Cendillon d'Andy Tennant (France/Etats-Unis, 2 h 01). Disparus de Gilles Bourdos (France/Suisse, 1 h 50). Le fils adoptif d'Alkan Abdolkalykov (France/Kirghizstan, 1 h 20). Fin août, début septembre d'Olivier Assayas (France, 1 h 52). Fragments sur la mystère de Christophe Colomb de Christophe Colomb (Etats-Unis, 2 h 05). 100^e anniversaire de John L. Sessler et Andrew Stanton (Etats-Unis, dessin animé, 1 h 25). Le Père de Majid Majidi (Iran, 1 h 36). Pi de Darren Aronofsky (Etats-Unis, 1 h 25). Le docteur Gachet (1828-1909) de Mario Martone (Italie, 1 h 50). (*) Film interdit aux moins de 12 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 06-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

EXPOSITIONS

Tania Mouraud
Galerie J. Rabouan-Moussion, 121, rue Vieille-du-Temple, 3^e. M^e Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-48-67-75-91. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 25 février.
Mark Rothko
Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, 16^e. M^e M^e na. Tél. : 01-53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche jusqu'à 18 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 18 avril. 45 F 35 F.
Un ami de Cézanne et de Van Gogh : le docteur Gachet (1828-1909)
Galerie nationale du Grand Palais, avenue Winston-Churchill, entrée place Georges-Clemenceau, 8^e. M^e Champs-Élysées-Clemenceau, bus 28, 32, 42, 49, 72, 80, 83. Tél. : 01-44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures ; nocturne mercredi jusqu'à 22 heures. De 10 heures à 13 heures, les visites uniquement sur réservation au 01-49-87-54-54. Fermé mardi. Jusqu'au 26 avril. 40 F (sur réservation). 42 F le lundi : 35 F (sur réservation). 20 F.
Oskar Kokoschka
Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf, 7^e. M^e Invalides. Tél. : 01-45-56-60-17. De 11 heures à 19 heures. Fermé fêtes. Jusqu'au 7 mars. 25 F 15 F.
David Hockney
Mission européenne de la photographie, 5-7, rue de Fourcy, 4^e. M^e Saint-Paul, Pont-Neuf. Tél. : 01-44-78-75-00. De 11 heures à 20 heures. Fermé lundi, mardi et fêtes. Jusqu'au 15 mars. 30 F 15 F.
Centre Georges-Pompidou, galerie Sud, place Georges-Pompidou, entrée rue Saint-Merri, 4^e. M^e Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 10 heures à 22 heures. Vi-

sites-conférences pour individus samedi et dimanche à 15 heures pour groupes sur rendez-vous. Fermé mardi. Jusqu'au 28 avril. 30 F 20 F.

David Hockney
Dialogue avec Picasso
Musée Picasso, Hôtel Salé, 5, rue de Thorigny, 3^e. M^e Saint-Paul, Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-42-71-25-21. De 9 h 30 à 17 h 30. Fermé mardi. Jusqu'au 3 mai. 38 F (musée + exposition) et dimanche 28 F (musée + exposition).
David Hockney, Lucian Freud
Galerie Claude Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts, 6^e. M^e Saint-Germain-des-Prés. Tél. : 01-43-26-57-07. De 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 20 février.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (-16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. Rabah Abou Khalil
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, 10^e. M^e Château-d'Eau. Le 13, 21 heures. Tél. : 01-45-23-31-41. De 110 F à 130 F.
Juan José Mosalini
et son grand orchestre
Riv-Organi (91). Centre Robert-Desnos, place des Jeunes-Enfants. Le 13, 20 h 45. Tél. : 01-69-02-72-72. 90 F.
Soleilanna
La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, 18^e. M^e Anvers. Pigalle. Le 13, 20 heures. Tél. : 01-46-25-09-99.

RÉSERVATIONS

Orphéon
mise en scène de François Tanguay, avec Frode Bjørnstad, Laurence Chabie, Jean-Louis Coullou, Katia Felig, Erik Gerken, Muriel Hélar, Pierre Martin et Karine Pierre.
Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Du mardi au samedi, à 20 h 30. Tél. : 01-48-13-70-00. 50 F.
La Seconde Surprise de l'amour
de Marivaux, mise en scène de Daniel Mesguich, avec Sophie Carrier, Frédéric Cuif, Philippe Fennick, Cyrille Jostelzy, Sarah Mesguich et William Mesguich.
Athénée-Louis Jovet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jovet, 9^e. M^e Opéra. A partir du 16 février. Le mardi, à 19 heures ; du mercredi au samedi, à 20 heures ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 01-53-05-19-19. Durée : 1 h 45. De 40 F à 160 F. Jusqu'au 20 mars.

DERNIERS JOURS

14 février :
Vie de Myriam C.
de François Bon, mise en scène de Charles Tordjman.
Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20^e. Tél. : 01-44-62-52-52. De 55 F à 180 F.
La Puite en Egypte
de Bruno Bary, mise en scène de l'auteur.
Théâtre, 41, avenue des Grésillons, 52 Gennevilliers. Tél. : 01-43-32-26-26. De 80 F à 140 F.
Sainte Jeanne des abattoirs
de Bertolt Brecht, mise en scène d'Alain Miland.
Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6^e. Tél. : 01-44-41-36-36. De 30 F à 170 F.

ACTUELLEMENT

DISPARUS

Un film de GILLES BOURDOS

avec
Anouk GRINBERG
Grégoire COLIN
Xavier BEAUVOIS

Un film polémique au sens traditionnel, qui nous fait découvrir un monde...

Un film "d'été" qui sera par une superbe distribution...

"Disparus" reste introuvable de tout en bout...

Les deux parties...

fragments
Un film de Christophe Ozonburger

"Vous voulez les misérables secourus... je veux la misère supprimée."

actuellement en salles

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

17.10 Le Monde des idées.
Thème : Une France moisie ?
Invités : Philippe Solers,
Samir Nair.

21.30 Bacon, un monstre de peinture.
Invités : Michel Archimbaud,
Philippe Dagen, Charles Matton,
Jean-François Munnier,
Michael Peplatt.
Forum Planète

23.30 La Guerre d'Espagne.
Invités : André Bachoud,
Michel Caza, Josephina Cuesta,
Genevieve Dreyfus,
Rami Skutelsky.
Forum Planète

MAGAZINES

19.00 T.V. 4.
Canal 4

21.05 Thalassa.
TV 5

21.35 Métropolis. Stéphane Brunschweig.
Copi. A vos musées 1 : Le Centre
historique minier de Lezardes,
dans le Nord.
Arte

22.15 Envoyé spécial.
Né à tout prix. Le voyage
de Nina. L'œil de glace.
TV 5

22.50 T's pas une idée ?
Hugues Bouchard. Canal Jimmy

DOCUMENTAIRES

20.30 Francis Bacon. Au-delà
du réel. La vérité.
Forum Planète

20.35 Vie et amours
d'Oscar Wilde.
Planète

20.40 L'Aventure humaine. La
Montagne secrète de Boudha.
Arte

20.55 Grecs, Byzantins, Ottomans,
enfants de la Macédoine.
Odysée

21.00 Charlie Parker « The Bird ».
Muzik

21.40 Planète Terre.
Les voyages d'Alexandre le Grand
(14). Jusqu'au bout du monde.
TMC

22.00 J.I. : la voix du rock'n'roll.
Canal Jimmy

22.05 Jazz Collection.
(172). Gil Evans.
Planète

22.20 Futur Fantastique. La mystère
des extraterrestres.
13 Rue

22.30 Les Grands Jours du siècle.
M6

22.55 Bébé volé.
Forum Planète

23.30 Music Planet.
Bessie Boys.
France 3

0.05 Claude Nougaro par-ci,
par-là.
France 2

SPORTS EN DIRECT

20.40 Basket-ball.
Pro A : La Mars - Nancy.
Eurosport

22.30 Golf. PGA américaine.
AS Sport

3.00 Boxe. Championnat du monde WBC.
G. de la Hoya - Ike Quarry.
Canal 4

MUSIQUE

20.25 Thelonicus Monk. Oslo 66.
Muzik

20.30 Orchestre aux enfers.
Par l'orchestre et les Chœurs de la
Mormon, dir. Patrick Devlin.
Mezzo

22.00 Jazz 625. Avec Dizzy Gillespie,
Rudy Collins, Christopher White.
Muzik

22.45 Jazz 625. Avec Errol Garner.
Muzik

23.25 Jazz 625. Avec Oscar Peterson,
Ray Brown, Ed Thigpen.
Muzik

0.35 Frank Black et Skunk Anansie.
London 94.
Paris Première

TÉLÉFILMS

20.25 Marie Galante.
J.-P. Richard (44).
Ciné Cinéma 5

20.45 Les Visiteurs de la nuit.
Jean-Michel.
13 Rue

20.55 Crédi bonheur.
Luc Béraud.
France 3

SÉRIES

20.35 H. Coup de froid.
Canal 4

20.50 Colombo. En grandes pompes.
Le Meurtre aux deux visages.
TF 1

20.50 Le Canécon.
(12). Patrimoine génétique.
M 6

20.55 Blague à part. Cobaye.
Canal 4

21.00 Cop Rock. A Three
Corps Meil (v.o.).
Canal Jimmy

21.20 Spin City. La chanson.
Canal 4

21.45 South Park. L'est, ça craint.
Canal 4

21.45 The Sentinel. Quand
les dieux descendent sur terre.
M 6

22.20 The Practice. Dans l'arène (v.o.).
Série Club

22.35 Spectromania.
Mariage d'été.
Arte

22.40 Buffy contre les vampires.
La suite Theatral.
M 6

FILMS

23.00 Ultime décision.
Spartaco (Euros-Unité, 1995).
130 min. O.
Ciné Cinéma 2

23.15 Dark Breed.
Richard Roth (Euros-Unité, 1995).
105 min. O.
13 Rue

0.25 Sweetie.
Jane Campion (Australie, 1989).
v.o., 95 min. O.
Arte

0.30 Leçon de chimie
à neuf heures.
Mario Mattoli (Italie, 1941).
v.o., 85 min. O.
Ciné Classics

0.40 Le Temps de l'innocence.
Martin Scorsese. Avec Michelle
Pfeiffer, Daniel Day-Lewis (EU, 1999).
135 min. O.
Cinéstar 2

1.00 La Main du diable.
Maurice Tourneur (France, 1942).
N., 80 min. O.
Cinétoile

1.55 Le Beau Serge.
Claude Chabrol (France, 1958).
N., 95 min. O.
Ciné Classics

2.15 Transpotting.
Danny Boyle (Grande-Bretagne, 1995).
v.o., 95 min. O.
Ciné Cinéma 1

2.20 La Sanction.
Clint Eastwood (Euros-Unité, 1975).
130 min. O.
Cinétoile

2.35 La Vie des bandits.
Shekhar Kapur (Grande-Bretagne,
1994, 120 min. O.
Ciné Cinéma 2

2.45 Johnny Belle Goutte.
Walter Hill (Euros-Unité, 1989).
v.o., 90 min. O.
Cinéstar 1

2.50 Je vous aime.
R. Vautier. L. Malle et F. Fellini
(Fr., 1967, 120 min. O.
Ciné Cinéma 3

2.55 The Crow.
Alex Proyas (Euros-Unité, 1999).
100 min. O.
Cinéstar 2

4.30 Baisers volés.
François Truffaut (France, 1968).
90 min. O.
Cinétoile

4.35 Stars et traîtres.
Barry Sonnenfeld (Euros-Unité, 1999).
v.o., 100 min. O.
Cinéstar 2

0.40 Le Temps de l'innocence.
Martin Scorsese. Avec Michelle
Pfeiffer, Daniel Day-Lewis (EU, 1999).
135 min. O.
Cinéstar 2

1.00 La Main du diable.
Maurice Tourneur (France, 1942).
N., 80 min. O.
Cinétoile

1.55 Le Beau Serge.
Claude Chabrol (France, 1958).
N., 95 min. O.
Ciné Classics

2.15 Transpotting.
Danny Boyle (Grande-Bretagne, 1995).
v.o., 95 min. O.
Ciné Cinéma 1

2.20 La Sanction.
Clint Eastwood (Euros-Unité, 1975).
130 min. O.
Cinétoile

2.35 La Vie des bandits.
Shekhar Kapur (Grande-Bretagne,
1994, 120 min. O.
Ciné Cinéma 2

2.45 Johnny Belle Goutte.
Walter Hill (Euros-Unité, 1989).
v.o., 90 min. O.
Cinéstar 1

2.50 Je vous aime.
R. Vautier. L. Malle et F. Fellini
(Fr., 1967, 120 min. O.
Ciné Cinéma 3

2.55 The Crow.
Alex Proyas (Euros-Unité, 1999).
100 min. O.
Cinéstar 2

4.30 Baisers volés.
François Truffaut (France, 1968).
90 min. O.
Cinétoile

4.35 Stars et traîtres.
Barry Sonnenfeld (Euros-Unité, 1999).
v.o., 100 min. O.
Cinéstar 2

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

19.05 Melrose Place. O.

19.50 Bloc notes.

20.00 Journal. Météo.

20.50 Columbo. En grandes pompes O.

Le Meurtre aux deux visages O.

0.05 Formule foot.

0.45 TF 1 nuit, Météo.

FRANCE 2

19.15 Samedi sur canapé.

19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.

19.25 Le monde est petit.

20.00 Journal. Météo.

20.55 Les Enfoirés, dernière édition
avant l'an 2000.

Autour du voyage.

0.05 Claude Nougaro par-ci, par-là.

1.00 Journal. Météo.

1.20 Friends. Celui qui avait
un cœur d'archaïque (v.o.) O.

Celui qui se souvient (v.o.) O.

FRANCE 3

18.50 Un livre, un jour.

18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.

20.05 Le Meilleur du meilleur
des Enfoirés.

20.35 Tout le sport.

20.55 Crédi bonheur.

Téléfilm O Luc Béraud.

22.55 Baisers volés.

23.55 Météo, Soir 3.

0.30 Le Journal de Vail.

0.30 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ?

Le lauréat. L'Enfer. Orhan Pamuk.

1.00 et 2.10 Sauterelles.

Journal des spectacles.

1.10 Cycle d'art : Humains, dites-vous.

CANAL 4

En clair jusqu'à 20.35

19.00 T.V. 4.

20.05 Jean-Luc et Falpansa. O.

20.05 Les Simpson.

20.30 Le Journal du dimanche.

20.35 Samedi comédie.

20.35 H. Coup de froid. O.

20.55 Blague à part. Cobaye. O.

21.20 Spin City. La chanson. O.

21.45 South Park. L'est, ça craint. O.

22.10 Jour de foot.

23.00 Contre-attaque.

Film. Stanley Tong. O.

0.20 Mégapolis.

L'Éveil du dragon : L'Ultime défi.

ARTE

20.15 John Cleese, le dernier des

Sherlock Holmes. (2/2) O.

20.40 L'Aventure humaine.

La Montagne secrète de Boudha.

Voyage à travers le Tibet indien

21.35 Métropolis.

Stéphane Brunschweig. Copi. A vos

musées !

22.35 Spectromania. (2/6).

Mariage d'été. O.

23.30 Music Planet. Bessie Boys.

0.25 Sweetie. O.

Film. Jane Campion (v.o.) O.

M 6

19.10 Turbo. Warming.

19.54 Le Six Minutes. Météo.

20.10 Plus vite que la musique.

20.40 Ciné 6.

20.50 La Trilogie du samedi.

20.51 Le Caméléon. O.

21.45 The Sentinel. O.

22.40 Buffy contre les vampires. O.

23.35 Meurtres au crépuscule.

Téléfilm. Michael Tuchner. O.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Fiction. Sam Shepard.

22.05 Opus. Luc Ferrari.

0.05 Le Gal Savalet. Dominique Memmi.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Macbeth. Opéra en quatre actes

de Verdi. Par le Chœur et l'Orchestre

de l'Opéra national

de Paris, dir. Gary Bertini.

23.07 Présence la facture.

RADIO-CLASSIQUE

20.00 Les Saisons. Les compositeurs

français et la Grande Guerre.

22.00 Da Capo. Œuvres de Bach, Mozart,

R. Schumann, Mahler, Berg.

Sur la vie
d'ma mère
tous les samedis
à 18h50

TELEVISION

ARTE

22.35 Spectromania

Session de rattrapage pour les dis-
trahis qui auraient manqué cette
excellente série de six téléfilms
de BBC 1 déjà programmée il y a un
an sur cette chaîne. Ces scénarios,
qui se jouent dans les profondeurs
obscurées et torturées de l'esprit
humain, ont, contre toute attente,
recueilli une des meilleures au-
diences d'Arte, par tradition plus
favorable aux intrigues réalistes et
sociales.

FRANCE 3

22.55 Peau blanche en Australie.
De 1910 à la fin des années 60,
entre 40 000 et 100 000 enfants
autochtones furent arrachés à leurs
parents pour être placés dans des
institutions tenues par des mis-
sionnaires, puis dans des familles
blanches. Officiellement pour les
sauver « de leurs conditions de vie
abominables et terriblement primi-
tives », cette politique d'assimila-
tion forcée fut accomplie avec le
soutien actif des Eglises.

CINÉ CLASSICS

0.30 Leçon de chimie
à neuf heures
Les élèves d'un collège sont amou-
reux du séduisant professeur de
chimie. Jalousie de Maria, une
condisciple qui cache un secret,
Anna (Aldia Valli) provoque une
embrouille qui manque de tourner
au tragique. Un hymne à la jeu-
nesse et aux émois d'adolescentes
signé du bon faiseur Mario Mattoli,
qui fit d'Alida son actrice favo-
rite dans le registre dramatique.

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.10 et 0.10 Le Monde des idées.
Thème : Une France moisie ?
Invités : Philippe Solers,
Samir Nair.

18.30 Le Grand Jury RTL. Le Monde-LCI.
Invités : François Léonard.

19.00 Public. Invité : Nicolas Sarkozy. TF 1

21.20 La Légende des loups.
Invités : Jacques Baillet,
Michel Bouvard, Thierry Gioran,
Marie-Odile Guich.
Forum Planète

22.50 Politique dimanche.
Invités : Pierre Maitron.

23.35 Irak-USA, autopsie d'un conflit.
Invités : Michael Barry,
Jean-Louis Dufour, Charles Hargrove,
Chassan Salami, François Thual,
Sébastien Torm.

Forum Planète

MAGAZINES

12.30 Arrêt sur images.
Sans censure : Que disent les
médias en 1998 ?
La Cinquième

15.30 Envoyé spécial, les années 90.
Les derniers sidérurgistes.
Invité : Denis Wacziarg.
Histoire

16.00 Le Sens de l'Histoire.
Invités : Stéphane Audouin-Rouzeau,
Christophe Prochasson. La Cinquième

18.30 Le Gal Savalet.
A-t-on le droit de tout dire ?
Invités : Benoît Durel, Samir Nair,
Jean-Luc Douin, Eric Halphen,
Jean-Luc Douin, Michel Grosjean,
Michel Charasse,
Jean-Claude Carrière. Paris Première

20.50 Zone interdite.
An 2000 : la peur de l'apocalypse.
Le mystère Nostradamus. Les Témoins
de Jehovah quadrillent les banlieues.
La petite « science » d'été
de chez vous. Les sarsanistes. M 6

21.05 Faut pas rêver.
Chine : Le village du grillon.
Escuse : Noces étonnantes.
Niger : Les combats de sorcières.
Invités : Romane Schiringer.
TV 5

21.45 Envoyé spécial, les années 90.
Paroles de Nobel.
Une voix pour les réfugiés.
Invité : Stéphane Delé-Géorgis,
Philippe Clabasse. Histoire

22.10 La Loi et Vous.
La responsabilité médicale.
Invité : Christian Lamourat. LCI

DOCUMENTAIRES

19.00 Le Japonisme.
Odysée

19.35 Les Ateliers du rêve.
(1/6). Cinéclit. Histoire

20.20 Biosphère.
Odysée

20.30 Spécial Saint Valentin.
Télé

20.30 Des loups, des cerfs
et des hommes. Forum Planète

20.35 Portraits de gangsters.
(2/10). Charles Lucky Luciano. Planète

21.20 Les Ecureuils d'Hokkaido.
Odysée

21.25 Les Grandes Expositions.
Chapal. Planète

21.50 La Barrière de corail.
Une arche de Noé de deux mille
cinq cents kilomètres.
Odysée

22.15 Los Angeles.
ville farfelue. Odysée

22.20 Thaïlande. Parfums. Arte

22.30 Guerre du Golfe, autops

M. Jospin dément l'existence d'une « enquête parallèle » sur l'assassinat du préfet Erignac

LE PREMIER MINISTRE, Lionel Jospin, a indiqué dans un communiqué, samedi 13 février, que l'enquête sur l'assassinat du préfet de région Corse, Claude Erignac, n'avait jamais donné lieu, contrairement à ce qu'avait annoncé plusieurs organes de presse et certaines radios, à des écoutes téléphoniques sauvages émanant de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE).

Cette mise au point fait suite à une polémique sur la conduite de l'enquête et, notamment, sur l'intervention de la gendarmerie au cours des investigations. Des accusations relayées par certains médias faisaient état d'une « enquête parallèle des gendarmes », d'écoutes effectuées sur les téléphones appartenant à des policiers, et mettaient en cause l'actuel préfet de région, Bernard Bonnet, qui aurait couvert les investigations occultes de la gendarmerie.

« Aucune enquête parallèle à l'enquête judiciaire n'a été menée, indique le communiqué. Le préfet de Corse a transmis tous les renseignements utiles pour l'enquête qui ont pu être portés à sa connaissance au parquet. Les magistrats instructeurs sont seuls compétents pour ordonner des interceptions judiciaires des communications téléphoniques. » Les gendarmes avaient été désignés, en sep-

tembre 1997, par le juge antiterroriste parisien Gilbert Thiel pour enquêter sur l'attentat contre la brigade de gendarmerie de Pietrosella (Corse-du-Sud), au cours duquel fut dérobé l'arme avec laquelle fut tué M. Erignac.

« **CONFIRMATION** » A M. BONNET
Lionel Jospin annonce par ailleurs que le président de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNIS), Dieudonné Mandelkern, lui a remis ses conclusions sur d'éventuelles écoutes irrégulières intervenues dans le dossier Erignac. La CNIS a procédé à une recherche sur les demandes d'interceptions de sécurité émanant de la direction générale de la gendarmerie et de la DGSE. Le communiqué affirme que la commission a, selon M. Mandelkern, « constaté, d'une part, qu'aucune demande d'interception n'a été formulée par la DGSE, et d'autre part, que celle provenant de la gendarmerie nationale ne corrobore pas les informations récemment parties ».

Enfin, le premier ministre souligne que le préfet de Corse, Bernard Bonnet, « a toute la confiance du gouvernement pour mettre en œuvre la politique définie par celui-ci et notamment l'établissement de l'état de droit dans l'île ».

DÉPÊCHE

■ **DROGUE** : 1 200 kg de cocaïne ont été saisis par la police, vendredi 12 février, à Tigery (Essonne), et 7 personnes ont été interpellées. Avec cette seule opération, les policiers ont saisi plus de cocaïne que sur l'ensemble de l'année 1998 (1 000 kg).

Tirage du Monde daté samedi 13 février 1999 : 490 062 exemplaires.

En « désaccord total » avec M. Pasqua, Philippe Séguin se veut « euro-réaliste »

Le président du RPR « ne rêve pas de l'Europe », mais « veut la faire »

PAS « CANDIDAT » : « prêt ». Philippe Séguin est « prêt » à répondre au double appel lancé, le 20 janvier, par Nicolas Sarkozy au nom du RPR, puis, le 11 février, par les amis d'Alain Madelin, pour qu'il conduise « la » liste d'union de l'opposition pour le scrutin du 13 juin. Il l'a dit, samedi 13 février, devant le conseil national du mouvement qu'il préside, au terme d'un discours de plus d'une heure, dans cette phrase tout entière conçue « à la manière de... ». A la manière, bien sûr, de Gaulle des années 60 : « Eh bien, si vous en décidez ainsi, pour ma part, et avec l'aide de chacune et de chacun d'entre vous, j'y suis prêt ! »

M. Séguin va donc, après un temps de réflexion, s'engager dans un combat plus difficile qu'il ne l'imaginait, à la fin de 1998, lorsque l'objectif proclamé était de devancer la liste socialiste : il est prêt, pendant la campagne, à faire « œuvre de pédagogie », dans la moindre commune française, sur la construction européenne ; prêt à en découdre, quoi qu'il en dise, avec les listes conduites par Charles Pasqua et François Bayrou ; et prêt à porter le message du président de la République sur le thème de « l'Europe unie des États ». Il lui reste quatre mois, jour pour jour, pour répondre à ces quatre défis. M. Séguin a rodé le discours de sa prochaine campagne. « Nous devons être les euro-réalistes. C'est-à-dire ceux qui ne rêvent pas de l'Europe, mais qui veulent la faire. C'est-à-dire ceux qui savent parler de la France sans regarder dans le rétroviseur. »

Les gaullistes n'ont pas à avoir de complexe sur l'Europe : le général de Gaulle en tête, « ceux qu'on attendait le moins sur l'Europe firent le plus pour l'Europe ». Le Général voulait,

précisément, « une Europe qui reprenne l'essentiel de l'ambition de la France ». La construction européenne, estime le député des Vosges, est le fruit d'une dialectique entre les tenants de l'autonomie, entre les supranationalistes et les partisans de l'indépendance nationale. « Cette dialectique arrive progressivement à son terme », précise-t-il. Le débat entre pro-européens et anti-européens est en train de s'estomper, selon M. Séguin, au profit d'une confrontation plus classique entre les droites et les gauches sur l'Europe de demain.

Evocant pour la première fois, publiquement, la « situation pénible » que constitue la dissidence de Charles Pasqua, M. Séguin a constaté : « Notre désaccord politique est total ». Le comité politique du RPR sera saisi, le 1^{er} mars, avec pour mission de se prononcer... « au lendemain des élections européennes ». « Je sais que certains voudraient faire d'une exclusion, aujourd'hui, un argument de campagne. Nous ne leur ferons pas ce cadeau », a précisé M. Séguin.

Pas de cadeau, non plus, sur la mémoire : les archives du RPR ont retrouvé une phrase de M. Pasqua, prononcée au Sénat le 2 juin 1992 : « La ratification des accords de Maastricht est souhaitable pour une seule raison, (...) suffisante à mes yeux : je ne vois pas la France donner aux autres pays européens le sentiment qu'elle veut interrompre le processus de l'union de l'Europe (...). Je suis donc favorable, sinon aux accords de Maastricht eux-mêmes, du moins à leur ratification, au nom du rôle et de la responsabilité éminente de la France dans le processus d'unité européenne. » Depuis quelques jours, la page 1430 du journal officiel, qui

rappelle ces propos, est en libre-service au siège du RPR.

Premier défilé de la campagne, donc. Par comparaison, les centristes de l'UDF sont mieux traités. « Nous n'avons jamais cessé de prôner l'union. Nous l'avons voulue parce que le chef de l'Etat nous y invitait », a prudemment rappelé M. Séguin, avant de reconnaître qu'il n'avait pu accepter la « sorte de fatwa » prononcée par l'UDF à son encontre. En dépit des appels à la « pacification », lancés aussi bien par Jean-Pierre Raffarin (DL) que par Patrick Devedjian (RPR), la droite tarde à trouver la voie d'un arrangement. Il faut « préserver l'avenir de l'Alliance », affirme M. Séguin, sans croire, pour autant, qu'un code de bonne conduite entre les partenaires de l'opposition pourra résister longtemps aux coups que ne manqueront pas d'échanger les candidats de droite. Que fera, alors, le président de la République ?

INTERVENTION DE M. CHIRAC

Vendredi 12 février, en fin de matinée, alors que M. Séguin mettait la dernière main à son discours du lendemain, Jacques Chirac recevait, longuement, trois hauts responsables du Parti populaire européen, pour tenter d'organiser lui-même la configuration du ou des groupes de droite dans le prochain Parlement européen. Patates ! Ces trois personnalités, sans doute peu au fait des subtilités de la politique française, ont souhaité, à leur sortie de l'Élysée, que le RPR puisse « faire la différence », afin que « le prochain Parlement européen ait une majorité des partis du centre et pas de la gauche ».

Jean-Louis Saux

M. Tiberi souhaite la couverture du périphérique parisien

JEAN TIBERI, maire (RPR) de Paris, a proposé, vendredi 12 février, d'inscrire dans le prochain contrat de plan Etat-région la couverture du boulevard périphérique parisien. Le coût de ces travaux est estimé à environ 1 milliard de francs (152 millions d'euros) du kilomètre. D'une longueur totale de 35,168 kilomètres, la rocade autour de Paris comporte 13 kilomètres de murs antitruit. Une partie seulement, dans la traversée du Bois de Boulogne, est couverte ou en tranchée. 1,7 million de véhicules y circulent quotidiennement. Les sections les plus chargées, à l'Est et au Nord, accueillent jusqu'à cent vingt mille véhicules par jour dans chaque sens. Les niveaux sonores de cette rocade à quatre ou trois voies dans chaque sens sont de 81 décibels le jour et 76 la nuit, le niveau le plus élevé dans la capitale.

L'initiative du maire de Paris a provoqué une certaine surprise au ministère de l'équipement et des transports : aucune approche en vue d'obtenir une participation au financement des travaux n'a été effectuée jusqu'ici. Des subventions seraient théoriquement envisageables pour des opérations d'insonorisation visant à améliorer la qualité de la vie : elles devraient être cofinancées par la région (35 %) et l'Etat (25 %), la Ville assurant le plus gros effort (40 %), en raison du statut de voie communale de la rocade. On indique également, à la direction de la voirie de la Ville, que toutes les sections construites en viaduc - il y en a cinquante-trois et ce sont les plus bruyantes - poseraient trop de problèmes techniques pour être cou-

Christophe de Chenay

« De quoi devrais-je me faire pardonner ? »

PHILIPPE SÉGUIN s'est expliqué, samedi 13 février, devant le conseil national du RPR, sur son attitude lors de la ratification du traité de Maastricht : « Les uns me reprochent de n'avoir pas renié mes positions de 1992 et les autres de les avoir oubliées. De quoi devrais-je me faire pardonner ? D'avoir pensé que le préalable politique était de l'empêcher sur toute autre initiative ? D'avoir cru que ne soit porté atteinte aux compétences nationales, à la faveur de la promotion du concept d'Europe des régions ? (...) D'avoir souhaité un contrepoint politique à la Banque centrale européenne ? D'avoir clamé haut et fort qu'on ne pouvait se satisfaire du seul objectif de lutte contre l'inflation, et que la gestion de la monnaie devait également se polariser sur



l'objectif de l'emploi ? D'avoir dénoncé l'aggravation du déficit démocratique ? (...) Comment pourrais-je faire acte de « repentance » alors que, peu ou prou, tout le monde s'accorde aujourd'hui à reconnaître la valeur de ces idées ? », a-t-il demandé. « De même, a-t-il continué, en sens inverse, devrais-je demander pardon d'avoir choisi de prendre en considération le vote des Français et le traité tel qu'il est, par leur volonté, entré dans notre droit ? (...) Me faudrait-il demander aujourd'hui, sous peine d'abdiquer, le démantèlement de la monnaie unique parce qu'on l'a préférée à la monnaie commune ? » Le président du RPR a ensuite expliqué son égal refus de « la solitude nationale » et de « la noyade fédérale ». « Nous voulons l'Europe, parce que nous ne pouvons accepter l'idée d'une France essouffée dans un monde où de grands ensembles doivent se bâtir pour éviter la domination d'une seule superpuissance », a-t-il dit.

M. Hollande fait campagne à petits pas

MONTPELLIER
DE NOTRE CORRESPONDANT
DE L'ART d'être en campagne sans y être tout en y étant. Invité par la fédération socialiste de l'Hérault, vendredi 12 février, à Montpellier, le premier secrétaire du PS, François Hollande, a donné l'impression d'entrer dans la campagne des européennes au talent. « Le temps des élections viendra à partir de début avril », a-t-il expliqué. Pour l'instant, il se situe d'abord dans la perspective d'une action gouvernementale « qui continue et qui doit se poursuivre encore de long mois », ajoutant : « Nous ne voulons pas donner l'impression aux Français que nous ne faisons de la politique que par rapport à des élections ».

Evocant la composition de sa liste lui semble prématuré - « le conseil national tranchera le 31 mars », et les postulants, qu'il prévoit très nombreux, sont prévenus : « Nous n'avons pas des espoirs de gain suffisants pour nous permettre de penser que nous aurons un élu par région. D'autant que les régions ne présentent pas toutes le même poids ».

Interrogé sur le cumul des man-

dats, qui le concernera s'il devient député européen, M. Hollande a admis, après plusieurs circonvolutions, que si la loi contre le cumul n'était pas votée, il s'appliquerait « l'esprit de la loi qui consiste à privilégier le dernier mandat ». Autrement dit : il traiterait à Strasbourg plutôt qu'à Paris.

M. Hollande s'en est pris à Jacques Blanc, le président du conseil régional de Languedoc-Roussillon, élu avec les voix du FN : « Nous avons en Rhône-Alpes obtenu un premier succès... Mais ici, en Languedoc-Roussillon, c'est le même combat que nous voulons engager ». Au cours d'un banquet républicain réunissant 1 500 militants et élus, le premier secrétaire du PS ironisé tour à tour sur Charles Pasqua, Philippe Séguin et François Bayrou. Face à une « droite divisée, éclatée et contradictoire », a-t-il souligné, les socialistes, qui constituent « le pôle de stabilité » de la majorité, doivent « se mobiliser » et, « en bonne intelligence avec l'ensemble de la gauche plurielle, faire notre unité, surtout avec les socialistes européens ».

Jacques Monin

Des œuvres confisquées aux juifs se trouvent dans les « palais » de la République

LORS DE LA REMISE du deuxième rapport d'étape sur la spoliation des juifs de France, mardi 2 février (Le Monde, du 4 février), Lionel Jospin avait reconnu que des œuvres confisquées - dont 9 peintures - se trouvaient à l'hôtel Matignon. Le premier ministre soulignait que ces objets soient tous renvoyés au Mobilier national ou au Louvre. Parmi les 2 000 œuvres classées « MNR » (Musée national - récupération) confiées à la Direction des musées de France (DMF), dont 744 se trouvent au Louvre et le reste est réparti entre les musées de Paris et de province, le rapport signalait que 290 « biens culturels », dont 69 tableaux, avaient été confiés à l'administration du Mobilier national et ornaient les « palais de la nation » : présidence de la République, ministères, ambassades, etc.

Une situation dont s'indigne le Congrès juif mondial (CJM), une organisation basée à New York. Son directeur exécutif, Elan Steinberg, a déclaré, vendredi 12 février, que « la France est légalement tenue de restituer ces œuvres à leurs légitimes propriétaires ». Le rapport d'étape ne précise pas la nature des œuvres détenues dans les divers bâtiments officiels, mais le CJM, en croisant la liste des MNR avec les informations contenues dans le rapport d'étape, se dit en mesure d'affirmer que, parmi ces œuvres, figurent 18 Renoir, 12 Monet, 9 Degas, 1 Picasso et 1 Rembrandt. Lors de la conférence de Washington (30 novembre-3 décembre 1998), le CJM avait proposé la mise aux enchères des MNR, proposition que les représentants français avaient immédiatement rejetée.

Nicolas Weill

Souvenir d'Angleterre...

Traversée avec aire de jeux, cinéma, pont promenade et casino.

* Prix pour 1 voiture, 2 adultes avec 3 enfants (moins de 16 ans) pour un séjour de 3 jours en Grande Bretagne que vous n'êtes pas près d'oublier.

P&O PORTSMOUTH

Cherbourg ou Le Havre → Portsmouth

Notre brochure des horaires (plusieurs départs par jour) et tarifs 1999 avec un choix de formules d'hébergement est disponible dans votre agence de voyages ou par téléphone 0803 013 013

© 1999 P&O Ferries Limited. Tous droits réservés. P&O Ferries Limited est une société à responsabilité limitée enregistrée en Angleterre. Les services de P&O Ferries Limited sont assurés par P&O Ferries (UK) Limited, une société à responsabilité limitée enregistrée en Angleterre. Les services de P&O Ferries Limited sont assurés par P&O Ferries (UK) Limited, une société à responsabilité limitée enregistrée en Angleterre.

TELE

RADIO

DATE



3

3

3

3

3

3

3

3

3

3

3

3

3

3

3

3

3

3

3

3

3